



Assemblée générale

Distr. générale
8 avril 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2025

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2025

Titre IV

Coopération internationale pour le développement

Chapitre 9

Affaires économiques et sociales

Programme 7

Affaires économiques et sociales

Table des matières

	<i>Page</i>
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	3
Orientations générales	3
Programme de travail	18
Sous-programme 1. Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable	18
Sous-programme 2. Développement social inclusif	25
Sous-programme 3. Développement durable	30
Sous-programme 4. Statistiques	36
Sous-programme 5. Population	43
Sous-programme 6. Politiques et analyse économiques	48

* A/79/50.

** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution 77/267, la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



Sous-programme 7. Institutions publiques et administration numérique	53
Sous-programme 8. Gestion durable des forêts	59
Sous-programme 9. Financement du développement durable.	65
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	71
Vue d'ensemble	71
Organes directeurs	78
Direction exécutive et administration	79
Programme de travail	82
Sous-programme 1. Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable	82
Sous-programme 2. Développement social inclusif	83
Sous-programme 3. Développement durable	84
Sous-programme 4. Statistiques	85
Sous-programme 5. Population	86
Sous-programme 6. Politiques et analyse économiques	87
Sous-programme 7. Institutions publiques et administration numérique	88
Sous-programme 8. Gestion durable des forêts	89
Sous-programme 9. Financement du développement durable.	90
Appui au programme	91
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2025	93
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes	96

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 9.1 Le Département des affaires économiques et sociales apporte son concours au pilier Développement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, notamment en favorisant la coopération internationale de façon à parvenir au développement durable pour toutes et tous. Il est notamment chargé : a) de fournir un appui technique aux organes créés en vertu de la Charte des Nations Unies qui traitent des questions de développement, à savoir l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et ses commissions techniques, et les organes d'experts ; b) de suivre et d'analyser les tendances, les perspectives et les questions d'orientation en matière de développement au niveau mondial ; c) d'appuyer les mesures prises pour transposer les grandes orientations formulées à l'occasion des conférences et réunions au sommet des Nations Unies sous la forme de politiques et de programmes nationaux et d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités nationales d'exécution des programmes, en particulier la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, dans le cadre notamment du programme ordinaire de coopération technique et des projets financés par le Compte de l'ONU pour le développement. Son mandat découle des propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes » (A/51/950), publié en 1997. Dans sa résolution 52/220, l'Assemblée générale a noté la création du Département des affaires économiques et sociales, qui visait à appliquer ces propositions.
- 9.2 Le Département est l'élément fondamental sur lequel repose l'appui normatif et analytique fourni par le Secrétariat aux organes intergouvernementaux et aux mécanismes s'intéressant aux dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable et il est à l'origine de nombreuses initiatives destinées à promouvoir les questions de développement économique et social.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

- 9.3 Le monde continue de rencontrer des difficultés importantes en termes de progrès du développement, entraînées par des chocs interdépendants, à savoir la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), les conflits, la crise du coût de la vie et le surendettement, qui viennent s'ajouter aux menaces et défis à plus long terme tels que les changements climatiques, la perte de biodiversité et l'évolution démographique. Il demeure donc primordial que l'ONU adopte une approche cohérente et intégrée pour aider les États Membres à accélérer d'urgence l'action menée afin de donner corps à la vision et aux objectifs du Programme 2030.
- 9.4 S'appuyant sur les 10 grands domaines d'intervention définis par les États Membres dans la déclaration politique issue du Sommet sur les objectifs de développement durable tenu en 2019, la déclaration politique adoptée lors du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023 (voir résolution 78/1 de l'Assemblée générale) reconnaît qu'il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour inverser le déclin et accélérer les progrès afin de réaliser le Programme 2030. Les pays en situation particulière, notamment les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, restent particulièrement mis à l'épreuve. Les pays à revenu intermédiaire ont quant à eux encore beaucoup de mal à assurer un développement durable.
- 9.5 À la lumière des textes issus des sommets sur les objectifs de développement durable et du rapport du Secrétaire général intitulé « Notre programme commun » (A/75/982), le Département continue de préconiser l'adoption d'approches synergiques et axées sur l'avenir pour faire face aux multiples

crises corrélées et accélérer le relèvement de façon à améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie de toutes les personnes, notamment dans le cadre des activités qu'il mène pour promouvoir l'action climatique, l'investissement dans les infrastructures durables et la coopération pour le développement tenant compte des risques.

- 9.6 Le Département épaula les États Membres dans le cadre des conférences mondiales, des réunions au sommet et des réunions périodiques consacrées aux domaines économique, social et environnemental. Il prévoit les tendances économiques, sociales et démographiques et produit, analyse et compile des données et des statistiques afin d'informer les États Membres et les autres parties prenantes lorsqu'ils font le point sur les tendances et les mesures propres à régler les problèmes communs. Il transpose également sous la forme de programmes nationaux les grandes orientations formulées à l'occasion des conférences et réunions au sommet des Nations Unies et aide les États Membres à renforcer leurs capacités nationales en leur offrant une assistance technique.
- 9.7 En se concentrant sur les pays en situation particulière et les pays d'Afrique, le Département dégage de nouvelles tendances et des possibilités d'action efficaces devant permettre d'éliminer la pauvreté, de lutter contre les inégalités et de promouvoir les perspectives et les progrès en matière de développement durable pour toutes et tous.
- 9.8 En 2025, le Département continuera :
- a) d'aider les États Membres à se préparer aux processus intergouvernementaux importants, dont la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et le Deuxième Sommet mondial pour le développement social ;
 - b) d'accroître la disponibilité des principales données et analyses sociales, démographiques et économiques afin qu'elles guident l'élaboration de politiques porteuses de transformation dans le contexte du relèvement après la crise, le but étant de créer des sociétés plus résilientes et plus inclusives et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ;
 - c) de mieux guider la réflexion en adoptant une approche multidimensionnelle et intersectionnelle de l'analyse, l'objectif étant d'appuyer les processus intergouvernementaux qui tiennent compte des effets différenciés que les tendances, politiques et programmes, nouveaux ou non, ont sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables ainsi que sur les femmes et les filles ;
 - d) de tirer parti des axes de travail sur l'action climatique, le financement du développement durable, la transformation numérique, l'accessibilité des données, les projections et les questions nouvelles de façon à progresser vers la réalisation d'un développement durable qui profite à toutes et à tous ;
 - e) de faire que les pays atteignent les objectifs convenus au niveau international en apportant un soutien technique et stratégique structuré au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies, l'accent étant mis sur les pays d'Afrique et les pays en situation particulière ;
 - f) d'appuyer la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire, conformément à son mandat.
- 9.9 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales préside le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales plus. Par l'intermédiaire de ce comité, le Département collabore avec les entités des Nations Unies pour faire en sorte que les organes intergouvernementaux contribuent aux travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable et renforcent les synergies et les stratégies communes destinées à contribuer à la réalisation du Programme 2030, en apportant notamment un appui continu à l'amélioration des examens nationaux volontaires et des rapports sur les progrès accomplis dans le cadre du Programme 2030. Il contribue à la création de partenariats multipartites et au développement des capacités dans des domaines thématiques comme les ressources naturelles, l'eau, l'énergie, le climat, les océans, les transports, les sciences et technologies ainsi que les

préoccupations particulières des petits États insulaires en développement. Il contribue également au Partenariat de collaboration sur les forêts afin d'accroître la collaboration et la coordination en ce qui concerne la gestion durable de tous les types de forêts et le potentiel que représentent les forêts s'agissant de régler les problèmes mondiaux.

- 9.10 Concernant la coordination et la liaison interinstitutions, le Département continue de soutenir l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Il travaille à cet effet en coordination avec les entités du système des Nations Unies et le Groupe des Nations Unies pour le développement durable. S'étant doté d'un mécanisme de coordination interne à l'appui du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, il continue de favoriser des échanges plus structurés avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents par l'intermédiaire du Bureau de la coordination des activités de développement. Ces échanges lui permettent de mieux mener à bien ses activités de renforcement des capacités en aidant les États Membres à transposer au niveau national les politiques et cadres normatifs mondiaux devant permettre de réaliser le Programme 2030 et d'autres objectifs convenus au niveau international. Le Département continue de s'appuyer sur le rôle de leadership et de coordination des coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour déterminer plus facilement des points d'entrée et établir des partenariats efficaces au niveau des pays. Par ailleurs, il poursuit sa collaboration avec diverses institutions et parties intéressées pour développer ses capacités d'analyse des politiques et de production de savoirs. Il continue de présider ou de coprésider les mécanismes interinstitutions qui s'occupent notamment des questions de handicap, des peuples autochtones, des personnes âgées et des jeunes, de l'identité juridique, du financement du développement, des statistiques et de la science, de la technologie et de l'innovation, assurant ainsi la cohérence des activités menées dans ces domaines thématiques. Dans le cadre de l'action visant à renforcer le rôle que joue l'Organisation pour ce qui est de stimuler la réflexion, le Réseau des économistes des Nations Unies continue de faire avancer la recherche stratégique sur les grandes questions actuelles et nouvelles touchant au développement économique, financier et social.
- 9.11 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) La coopération se poursuit avec les décideurs et les parties prenantes et entités nationales, régionales et internationales sur les questions touchant le développement durable dans les différents mécanismes intergouvernementaux dont le Département assure le service ;
 - b) Le Département continue de disposer d'informations et de données actualisées et justes et de pouvoir suivre les tendances pour produire ses analyses ;
 - c) Les États et les autres parties prenantes continuent de collaborer avec le Département pour mener les activités relatives au programme proposées et disposent des capacités et des ressources nécessaires.
- 9.12 Le Département continue de tenir compte des questions de genre dans ses travaux normatifs et analytiques et dans les activités qu'il mène à l'appui des organes intergouvernementaux, y compris dans les activités, les produits et les résultats relatifs au programme, selon qu'il convient. Il continue d'analyser les questions de genre dans le cadre de ses travaux et fait ressortir les questions liées à l'égalité des genres dans la documentation de fond, le programme et les débats des organes intergouvernementaux, selon qu'il convient. Le réseau de coordonnateurs et coordonnatrices pour les questions de genre du Département continue de servir de ressource pour tout ce qui touche à l'égalité des genres et l'intégration des questions de genre et veille à ce que ces questions soient prises en compte dans le programme de travail du Département.
- 9.13 Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, le Département s'emploie à promouvoir un développement social et économique qui profite à tous, notamment aux personnes en situation de handicap, et veille à tenir la promesse faite dans le cadre du Programme 2030 de ne laisser personne de côté. En sa qualité de secrétariat de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, il facilite le dialogue à l'échelle mondiale afin de remédier au décalage qui existe entre les engagements internationaux pris en faveur

des personnes en situation de handicap et les politiques, programmes et pratiques de développement aux niveaux national et international. Il s'agit notamment de compiler et d'analyser les données relatives au handicap et de mettre en évidence les meilleures pratiques permettant de favoriser des sociétés plus accessibles et plus inclusives à l'égard des personnes handicapées.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 9.14 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme, qui a été revue pendant l'établissement du projet de budget-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

47/190	Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	66/288 69/15	L'avenir que nous voulons
47/191	Arrangements institutionnels pour le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	69/143 ; 77/188	Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)
50/227	Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	69/151	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
51/176	Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement		Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
51/240	Agenda pour le développement		
52/220	Questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999	69/214	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
55/2	Déclaration du Millénaire		
55/279	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010		
57/144	Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire	69/313	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba)
57/253	Sommet mondial pour le développement durable	69/321	Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale
57/270 B	Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social	70/1 70/299	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030
58/220	Coopération économique et technique entre pays en développement		Suivi et examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial
58/269	Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement	72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
59/243	Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale		
60/1	Document final du Sommet mondial de 2005	74/4 ; 78/1	Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale
60/265	Suite donnée aux dispositions du Document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs convenus au niveau international	74/228	Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance
62/208	Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	75/233	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

75/290 A	Examen de l'application de la résolution 67/290 de l'Assemblée générale sur la structure et les modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable et de sa résolution 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial	77/150 ; 78/132 77/179 ; 78/164 77/183 ; 78/165	Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030
75/290 B	Examen de l'application de la résolution 72/305 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social	77/245 ; 78/232	Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement
76/204 ; 78/152	Réduction des risques de catastrophe		
76/220 ; 78/166	Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies		

Résolutions du Conseil économique et social

1998/7	Importance des activités de recensement de la population pour l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	2021/30 2022/18 ; 2023/11	Les technologies libres au service du développement durable Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies
2007/2	Le rôle du système des Nations Unies dans la promotion du plein-emploi productif et d'un travail décent pour tous	2023/14	Plein-emploi productif et travail décent pour toutes et tous : surmonter les inégalités pour accélérer le relèvement après la pandémie de COVID-19 et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030
2008/29 ; 2012/30	Le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies, compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 61/16		

Conclusions concertées du Conseil économique et social

2007	Déclaration ministérielle sur le renforcement de l'action menée pour éliminer la pauvreté et la faim, notamment grâce au partenariat mondial pour le développement		
------	--	--	--

Communiqués ministériels issus du débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social

2002	La mise en valeur des ressources humaines, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, et sa contribution au développement	2006	Création, aux niveaux national et international, d'un environnement qui se prête à un plein-emploi productif et à un travail décent pour tous, et son impact sur le développement durable
2003	Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement en faveur de l'élimination de la pauvreté et du développement durable	2007	Renforcement de l'action menée à tous les niveaux en vue de promouvoir une croissance économique durable favorable aux pauvres, notamment grâce à des politiques macroéconomiques équitables
2004	Mobilisation des ressources et conditions à réunir pour éliminer la pauvreté dans le contexte de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010	2007	Examen ministériel annuel sur le thème « Renforcement de l'action menée en vue d'éliminer la pauvreté et la faim, notamment grâce au partenariat mondial pour le développement »

Titre IV Coopération internationale pour le développement

2008	Forum pour la coopération en matière de développement	2015	Comment assurer la transition des objectifs du Millénaire pour le développement à ceux du développement durable
2008	Examen ministériel annuel sur le thème « Mise en œuvre des objectifs et engagements convenus sur le plan international en matière de développement durable »		

Déclarations ministérielles issues du débat de haut niveau du Conseil économique et social et du forum de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil

E/HLS/2016/1	Mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015 : concrétiser les engagements Ne pas faire de laissés-pour-compte	E/HLS/2021/1	Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable
E/HLS/2017/1	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions en promouvant le développement durable, en créant des débouchés et en s'attaquant aux problèmes connexes Éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation	E/HLS/2022/1	Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Sous-programme 1

Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable

Résolutions et décisions de l'Assemblée générale

45/264	Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	65/10	Mettre une croissance économique soutenue, partagée et équitable au service de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement
48/162	Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	67/290	Structure et modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable
48/209	Activités opérationnelles de développement : bureaux extérieurs du système des Nations Unies pour le développement	68/1 ; 72/305	Examen de l'application de la résolution 61/16 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social
S-19/2	Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21	68/6	Document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement
52/12 B	Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes		
60/180	La Commission de consolidation de la paix	70/106	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies
60/252	Sommet mondial sur la société de l'information	70/184	Les technologies de l'information et des communications au service du développement
61/16	Renforcement du Conseil économique et social		
63/311 ; 64/289	Cohérence du système des Nations Unies	70/201	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
65/1	Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement		

70/262	Examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies	74/298	Examen de l'application des résolutions de l'Assemblée générale suivantes : 67/290 sur le forum politique de haut niveau pour le développement durable, 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial et 72/305 sur le renforcement du Conseil économique et social
70/299	Suivi et examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial		
72/276	Suite à donner au rapport du Secrétaire général sur la consolidation et la pérennisation de la paix		
72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	74/537 B	Revitalisation des travaux de la Deuxième Commission
		75/511	Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement
74/228 ; 77/175	Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance	76/4	Examen du fonctionnement du système redynamisé des coordonnateurs résidents, et notamment de ses modalités de financement
74/297	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	77/182	Mise en valeur des ressources humaines

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

1996/31	Relations aux fins de consultations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales	2008/4	Mesures tendant à améliorer la procédure de présentation des rapports quadriennaux
1999/51	Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods	2009/32 ; 2023/352	Pays d'Afrique sortant d'un conflit
		2014/14 ; 2015/15	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2000/19	Financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	2019/15 ; 2020/23	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2001/27	Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale : amélioration des méthodes de travail des commissions techniques du Conseil économique et social	2020/2	Appui à la région du Sahel
		2022/25 ; 2023/31	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2002/225	Création d'un fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG		
2004/52	Programme à long terme d'aide à Haïti	2022/334	Examen des commissions techniques et des organes d'experts du Conseil économique et social
2006/44	Le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des dispositions des résolutions 50/227, 52/12 B et 57/270 B de l'Assemblée générale	2023/32	Groupe consultatif ad hoc sur Haïti
		2023/353	Développement durable au Sahel

Conclusions concertées du Conseil économique et social

1995/1	Coordination du suivi et application des résultats des grandes conférences internationales organisées par l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et domaines connexes	2002/1	Comment renforcer davantage le Conseil économique et social en mettant à profit ses succès récents, pour l'aider à remplir le rôle qui lui a été assigné dans la Charte des Nations Unies, conformément à la Déclaration du Millénaire
1997/1	Promotion d'un environnement favorable au développement : courants financiers, y compris flux de capitaux, investissements et commerce	2008/2	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 62/208 de l'Assemblée générale sur l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2000/2	Évaluation des progrès réalisés au sein du système des Nations Unies, dans le cadre de conférences d'examen, en ce qui concerne la promotion de l'application et du suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU dans les domaines économique et social et les domaines connexes	2008/5	Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat
2001/1	Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement, s'agissant en particulier de l'accès aux connaissances et aux technologies, surtout dans le domaine de l'information et de la communication, et de leur transfert, notamment grâce à des partenariats institués avec les intéressés, y compris le secteur privé	2008/29	Rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 61/16

Communiqués ministériels issus du débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social

1998	Accès aux marchés : faits nouveaux intervenus depuis le cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation	2010	Mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes
1999	Le rôle de l'emploi et du travail dans l'élimination de la pauvreté : renforcement des moyens d'action et promotion de la femme	2011	Mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation
2000	Développement et coopération internationale au XXI ^e siècle : le rôle des technologies de l'information dans le cadre d'une économie mondiale à forte intensité de connaissances	2012	Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement
2001	Rôle du système des Nations Unies en ce qui concerne l'appui aux efforts des pays africains pour parvenir au développement durable	2013	La science, la technologie et l'innovation au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et les perspectives ouvertes par la culture en la matière
2008	Mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris sur le plan international en ce qui concerne le développement durable	2014	Régler les problèmes existants et nouveaux afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 et de préserver à l'avenir les acquis du développement
2009	Mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris sur le plan international en matière de santé publique mondiale		

Sous-programme 2
Développement social inclusif

Résolutions de l'Assemblée générale

37/52	Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées	69/202	Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial humain
45/106	Application du Plan d'action international sur le vieillissement et activités connexes	70/170	Vers la pleine réalisation de l'objectif d'une Organisation des Nations Unies accessible et inclusive pour les personnes handicapées
47/196	Institution d'une journée internationale pour l'élimination de la pauvreté	72/6	Édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique
48/96	Règles pour l'égalisation des chances des handicapés	72/162 ; 74/144	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant
50/81	Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà	73/24 ; 75/18	Le sport, facteur de développement durable
51/58	Le rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances économiques et sociales	74/120 ; 76/136	Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale
54/120	Politiques et programmes mobilisant les jeunes	74/124 75/153	Suivi du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille et ses prolongements
S-24/2	Nouvelles initiatives de développement social	75/154 ; 77/189	Développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées
61/106	Convention relative aux droits des personnes handicapées	76/133 ; 78/172	Politiques et programmes inclusifs pour lutter contre le sans-abrisme, notamment à la suite de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)
61/295	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	76/134 ; 77/188	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
62/10	Journée mondiale de la justice sociale	76/135 ; 78/175	Rôle des coopératives dans le développement social
65/312	Document final de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle	76/137 ; 78/179	Politiques et programmes mobilisant les jeunes
66/149	Journée mondiale de la trisomie 21	76/139	Préparation et célébration du trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille
67/139	Vers un instrument international global et intégré pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes âgées	76/154	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant : participation
68/3	Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées : « La voie à suivre : un programme de développement qui tienne compte de la question du handicap pour 2015 et au-delà »	77/190 ; 78/177	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement
69/2	Document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones	77/203 ; 78/189 77/240	Droits des peuples autochtones Promouvoir et institutionnaliser la communication facile à comprendre afin de favoriser l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap
69/142	Réaliser, pour 2015 et au-delà, les objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement arrêtés au niveau international pour les personnes handicapées	77/324 78/10	Journée mondiale du basket-ball Édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique
69/145	Journée mondiale des compétences des jeunes		

Titre IV Coopération internationale pour le développement

78/195	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif s'y rapportant : situations de risque et situations d'urgence humanitaire	78/261	« Sommet social mondial » intitulé « Deuxième Sommet mondial pour le développement social »
--------	---	--------	---

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

1996/7	Suivi du Sommet mondial pour le développement social et rôle futur de la Commission du développement social	2018/219	Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa cinquante-septième session
1996/31	Relations aux fins de consultations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales	2019/6	Lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale
2000/22	Création d'une instance permanente sur les questions autochtones	2020/7	Assurer l'accès de tous à des systèmes de protection sociale et à un logement à un coût abordable pour lutter contre le sans-abrisme
2008/18	Promotion du plein-emploi et d'un travail décent pour tous	2021/8 ; 2023/12	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission du développement social
2014/5	Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein-emploi et du travail décent pour tous	2021/10	Transition vers le développement durable et justice sociale : le numérique au service du développement social et du bien-être de toutes et de tous
2016/8	Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain	2022/6 ; 2023/13	Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
2017/12	Promotion des droits des personnes handicapées et renforcement de la prise en compte systématique de la question du handicap dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030	2023/15	Quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement
2018/5	Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous		

Conclusions concertées du Conseil économique et social

1996/1	Coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté	2006	Déclaration ministérielle sur la création, aux niveaux national et international, d'un environnement qui se prête à un plein-emploi productif et à un travail décent pour tous, et son impact sur le développement durable
--------	--	------	--

Résolutions de la Commission du développement social

45/2	Les jeunes	59/5 ; 61/1	Politiques et programmes mobilisant les jeunes
------	------------	-------------	--

Sous-programme 3 Développement durable

Résolutions de l'Assemblée générale

49/122	Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement (Plan d'action de la Barbade)	59/311	Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement)
S-22/2	Déclaration et état des progrès accomplis dans l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et initiatives en la matière		

65/2	Document final de la Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement	76/296	Notre océan, notre avenir, notre responsabilité
67/215	Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	77/158	Année internationale de la préservation des glaciers (2025)
71/222	Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	77/162 ; 78/151	Promouvoir des modes de consommation et de production durables pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en faisant fond sur l'Action 21
71/312	L'océan, notre avenir : appel à l'action	77/165 ; 78/153	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
72/212 ; 78/148	Renforcer les liens entre tous les modes de transport pour atteindre les objectifs de développement durable	77/169	Harmonie avec la Nature
73/226	Examen approfondi à mi-parcours des activités relatives à la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	77/170 ; 78/157	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
74/3	Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement	77/242 ; 78/128	Conférence des Nations Unies de 2025 visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
75/212	Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	77/286	Journée mondiale des transports durables
		77/328	Nouvelles modalités d'organisation de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement
		77/334	Suivi de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)

Sous-programme 4 Statistiques

Résolutions de l'Assemblée générale

68/261	Principes fondamentaux de la statistique officielle	69/282	Journée mondiale de la statistique
69/266	Repère de référence géodésique mondial pour le développement durable	71/313	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

2006/6	Renforcement des capacités statistiques	2018/2	Organisation des travaux et méthodes de travail futures du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques
2011/24	Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale	2018/14	Cadre stratégique sur l'information et les services géospatiaux en cas de catastrophe
2013/21	Principes fondamentaux de la statistique officielle	2020/5	Renforcement de la coordination des programmes statistiques dans le système des Nations Unies
2014/31	Repère de référence géodésique mondial pour le développement durable	2022/3	Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données
2015/10	Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020)	2022/24	Renforcement des dispositifs de gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale
2016/27	Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géospatiale		

Titre IV Coopération internationale pour le développement

2023/325	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa cinquante-quatrième session et ordre du jour provisoire et dates de sa cinquante-cinquième session	2023/338	Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa session de 2023 et ordre du jour provisoire et dates de sa session de 2025
2023/337	Base de données mondiale des noms géographiques	2024/303	Rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa treizième session et ordre du jour provisoire et dates de sa quatorzième session

Sous-programme 5 Population

Résolutions de l'Assemblée générale

49/128	Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement	71/1	Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants
S-21/2	Principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	72/281	Journée internationale des envois de fonds à la famille
		73/195	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
57/299	Suite à donner aux textes issus de la vingt-sixième session extraordinaire : mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida	73/326	Forme et organisation des forums d'examen des migrations internationales
65/234	Suite donnée à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014	76/266	Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés
68/4	Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement	77/176	Migrations internationales et développement

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

1994/2	Programme de travail dans le domaine de la population	1999/10	Accroissement, structure et répartition de la population
1995/55	Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	2005/213	Amélioration des travaux de la Commission de la population et du développement
		2016/25	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission de la population et du développement
1997/2	Migrations internationales et développement		
1997/42	Suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement	2022/332	Cycle d'examen et d'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

Résolutions de la Commission de la population et du développement

1997/2	Présentation de rapports à la Commission de la population et du développement	2004/1	Programme de travail dans le domaine de la population
1997/3	Programme de travail dans le domaine de la population	2004/2	Suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement
1998/1	Santé et mortalité		
2000/1	Population, parité et développement	2005/1	Population, développement et VIH/sida et leur rapport avec la pauvreté
2001/1	Population, environnement et développement		
2003/1	Population, éducation et développement		

2005/2	Contribution de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, sous tous ses aspects, à la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire	2010/1	Santé, morbidité, mortalité et développement
		2011/1	Fécondité, santé procréative et développement
		2012/1	Les adolescents et les jeunes
2006/1	Méthodes de travail de la Commission de la population et du développement	2013/1	L'évolution des migrations : aspects démographiques
2006/2	Migrations internationales et développement	2014/1	Évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement
2007/1	Changement de la structure par âge et ses conséquences sur le développement	2016/1	Enrichissement des données démographiques à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030
2008/1	Répartition de la population, urbanisation, migrations internes et développement	2021/1	Population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable
2009/1	Contribution du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement	2022/1	La population et le développement durable, en particulier la croissance économique soutenue et inclusive

Sous-programme 6
Politiques et analyse économiques

Résolutions de l'Assemblée générale

118 (II)	Rapports sur la situation et les tendances de l'économie mondiale	75/225 ; 77/174	Vers un nouvel ordre économique international
61/210	Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale	75/259	Prorogation de la période préparatoire précédant le retrait de l'Angola de la catégorie des pays les moins avancés
63/303	Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement	76/8	Retrait du Bangladesh, du Népal et de la République démocratique populaire lao de la catégorie des pays les moins avancés
67/221	Stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés	76/190 ; 77/151 76/217 ; 77/246	Commerce international et développement Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral
68/18 ; 73/133	Sortie de pays de la catégorie des pays les moins avancés		
74/200 ; 76/191	Mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement	76/258 77/177	Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés Suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
74/204 ; 76/194	Produits de base		
74/231 ; 76/215	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire	77/323	Prorogation de la période préparatoire précédant le retrait des Îles Salomon de la catégorie des pays les moins avancés

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

1990/52	Rôle de l'Organisation des Nations Unies en matière d'identification rapide, d'analyse et de prévision des tendances économiques mondiales	2011/274 2019/3 ; 2021/19	Examen de l'appui des Nations Unies aux petits États insulaires en développement Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020
1998/46	Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	2020/10	Rapport du Comité des politiques de développement sur sa vingt-deuxième session

Titre IV Coopération internationale pour le développement

2021/33	Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-troisième session	2023/10	Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-cinquième session
2022/8	Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-quatrième session	2023/29	Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031

Sous-programme 7 Institutions publiques et administration numérique

Résolutions de l'Assemblée générale

50/225 ; 60/34 69/228	Administration publique et développement Promouvoir et favoriser l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence dans les administrations publiques en renforçant les institutions supérieures de contrôle des finances publiques	71/208	Action préventive et lutte contre la corruption et le transfert du produit de la corruption, facilitation du recouvrement des avoirs et restitution de ces avoirs à leurs propriétaires légitimes, notamment aux pays d'origine, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption
69/327	Promouvoir des services publics ouverts à tous et responsables pour le développement durable	71/256 72/235 76/213	Nouveau Programme pour les villes Mise en valeur des ressources humaines Science, technologie et innovation au service du développement durable
70/125	Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information		

Résolutions du Conseil économique et social

2001/45	Restructuration et revitalisation du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies	2020/21	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa dix-neuvième session
2016/26	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa quinzième session	2022/9	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa vingt et unième session
2017/23	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa seizième session	2022/15 ; 2023/3	Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information
2018/12	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa dix-septième session	2023/28	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa vingt-deuxième session
2019/26	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa dix-huitième session		

Sous-programme 8 Gestion durable des forêts

Résolutions de l'Assemblée générale

62/98	Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts	70/199 71/285	Instrument des Nations Unies sur les forêts Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)
67/200	Journée internationale des forêts		

Résolutions du Conseil économique et social

2000/35	Rapport de la quatrième session du Forum intergouvernemental sur les forêts	2015/33	Arrangement international sur les forêts après 2015
---------	---	---------	---

2017/4	Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2017-2020	2021/6	Programme de travail du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2022-2024
2020/14	Résultats de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts	2022/17	Résultats de la dix-septième session du Forum des Nations Unies sur les forêts

Sous-programme 9 Financement du développement durable

Résolutions de l'Assemblée générale

56/210 B	Conférence internationale sur le financement du développement	73/254	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
57/250	Dialogue de haut niveau sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat	74/205 ; 78/139	Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable
57/273	Assurer un appui efficace en matière de secrétariat, pour un suivi soutenu des résultats de la Conférence internationale sur le financement du développement	75/208 ; 78/231	Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement
63/239	Déclaration de Doha sur le financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey	76/192 ; 78/136	Système financier international et développement
63/303	Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement	76/193 ; 78/137	Soutenabilité de la dette extérieure et développement
67/289 ; 71/327	Les Nations Unies dans la gouvernance économique mondiale	76/196 ; 78/140	Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable
71/213	Promotion de la coopération internationale en matière de lutte contre les flux financiers illicites pour favoriser le développement durable	76/197 ; 78/141	Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable
72/278	Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire	76/221 ; 78/167	Coopération Sud-Sud
		77/244 ; 78/230	Promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies
		78/138	Produits de base

Résolutions du Conseil économique et social

2004/69 ; 2006/48 ; 2017/2	Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale	2010/26	Suite donnée à la Conférence internationale sur le financement du développement et à la Conférence d'examen de 2008
2009/30	Mise en place d'un processus intergouvernemental ouvert, renforcé et plus efficace pour assurer le suivi de la question du financement du développement	2014/11	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement
		2017/3	Code de conduite des Nations Unies pour la coopération en matière de lutte contre la fraude fiscale internationale

Produits

9.15 On trouvera dans le tableau 9.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 9.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
B. Création et transfert de connaissances				
Publications (nombre de publications)	1	1	1	1
1. <i>World Social Report</i>	1	1	1	1

Activités d'évaluation

- 9.16 Les évaluations qui ont été menées à bien en 2023 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du projet de plan-programme pour 2025 :
- a) Évaluation thématique, menée par le Bureau des services de contrôle interne, de l'appui apporté par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la réalisation des objectifs de développement durable ;
 - b) Évaluation interne de l'établissement des rapports du Secrétaire général à l'échelle du Département.
- 9.17 Les résultats des évaluations susmentionnées ont été pris en compte dans le projet de plan-programme pour 2025. Par exemple, le Département : a) prend la tête des efforts menés au sein du Secrétariat visant à favoriser l'interopérabilité des données disponibles sur les portails et dans les bases de données relatifs aux objectifs de développement durable ; b) améliore la qualité et l'impact des rapports du Secrétaire général, en renforçant le processus de planification et la collaboration avec toutes les parties prenantes afin de mieux répondre aux questions nouvelles et aux priorités des États Membres.
- 9.18 Il est prévu de procéder aux évaluations ci-après en 2025 :
- a) évaluation relative à la prise en compte des questions de genre dans les travaux du Département ;
 - b) évaluations relatives aux activités de renforcement des capacités.

Programme de travail

Sous-programme 1

Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable

Objectif

- 9.19 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir le rôle de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable dans la mise en œuvre et le suivi intégrés du Programme 2030 et des textes issus d'autres conférences et réunions au sommet des Nations Unies dans les domaines économique, social et environnemental et dans les domaines connexes.

Stratégie

9.20 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, on continuera, dans le cadre du sous-programme, de fournir un appui fonctionnel au Conseil économique et social et au forum politique de haut niveau pour le développement durable en vue de les aider à faciliter et à examiner la mise en œuvre intégrée du Programme 2030 et des engagements internationaux pris à cet égard dans le contexte des suites données à la déclaration politique de 2023 adoptée par le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale et à la déclaration ministérielle de 2024 du forum politique de haut niveau. On s'acquittera plus précisément des tâches suivantes :

- a) Fournir des analyses et des conseils factuels pour aider le Conseil : i) en participant à des dialogues sur les politiques à adopter et en formulant des recommandations stratégiques ; ii) en coordonnant les travaux des organes subsidiaires du Conseil et ceux des entités du système des Nations Unies ; iii) en repérant les questions nouvelles et émergentes qui ont une incidence sur la réalisation des objectifs de développement durable et en s'employant à y apporter des solutions ; iv) en renforçant les liens qui existent entre discussion et examen des politiques d'une part et action nationale en faveur du développement durable de l'autre ;
- b) Aider le forum politique de haut niveau pour le développement durable à assurer le suivi et la mise en œuvre du Programme 2030 : i) en facilitant l'examen de l'état d'avancement, le dialogue sur les politiques et l'élaboration de recommandations pratiques visant à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et du Programme 2030 ; ii) en aidant les pays à conduire des examens nationaux volontaires qui soient inclusifs et fondés sur des données factuelles et des analyses pour évaluer leurs activités de mise en œuvre du Programme 2030 ; iii) en incitant les équipes de pays des Nations Unies, les autres sous-programmes du Département et les entités du système des Nations Unies à apporter leur concours au processus d'examen ;
- c) Fournir, sur demande, un appui fonctionnel et des services de secrétariat afin de faciliter la tenue des débats et des négociations sur les politiques à l'Assemblée générale, notamment dans le cadre de la Deuxième Commission (Commission économique et financière) ;
- d) Fournir aux États Membres les données factuelles et les analyses dont ils ont besoin pour examiner et orienter les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, sur la base des mandats définis dans la résolution de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies effectué en 2020, notamment au moyen du cadre de suivi et d'établissement de rapports associé à l'examen quadriennal complet, qui sera revu en 2025, en collaboration avec les entités du système des Nations Unies ;
- e) Apporter un soutien au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents au moyen de webinaires et d'autres activités, l'objectif étant de donner des orientations concernant l'appui que les équipes de pays des Nations Unies prêtent aux pays qui mènent des examens nationaux volontaires, et de permettre à ces équipes d'effectuer des évaluations coordonnées de la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet, en concertation avec le Bureau de la coordination des activités de développement ;
- f) Faciliter le dialogue sur les politiques à adopter et la formulation de recommandations quant aux mesures efficaces, axées sur l'être humain et tenant compte des questions de genre qu'il convient de prendre pour faire face aux multiples crises – alimentaire, énergétique, financière et climatique – mondiales et interdépendantes de façon à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030, en proposant des analyses, des données factuelles par pays et des recommandations portant notamment sur les moyens de remédier aux effets des crises sur la pauvreté, les inégalités et la faim dans le monde, ainsi que sur les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité de façon que personne ne soit laissé de côté ;

- g) Faciliter la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil économique et social¹, ainsi que la participation des grands groupes et d'autres parties prenantes au forum politique de haut niveau pour le développement durable² ;
- h) Renforcer les moyens dont disposent les jeunes pour apporter une contribution utile aux travaux du système des Nations Unies en améliorant le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social qui a lieu tous les ans, en coopération avec le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse et le sous-programme 2, et en aidant les jeunes intervenants à participer davantage à d'autres débats, forums et réunions spéciales du Conseil et au forum politique de haut niveau pour le développement durable.

9.21 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Renforcement des directives stratégiques et opérationnelles de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à l'exécution du Programme 2030 aux niveaux mondial, régional et national ;
- b) Meilleure compréhension, au niveau du forum politique de haut niveau pour le développement durable, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, des politiques qui ont produit des résultats, des leviers et points d'entrée pour la transformation, ainsi que des lacunes, des difficultés rencontrées et des questions nouvelles ;
- c) Meilleure compréhension, au niveau des États Membres, des organismes du système des Nations Unies et des autres parties prenantes, des répercussions qu'ont les multiples crises – alimentaire, énergétique, financière et climatique – mondiales et interdépendantes sur l'exécution du Programme 2030, ainsi que des possibilités d'action et des mesures concrètes permettant de faire face à ces répercussions tout en accélérant la réalisation des objectifs de développement durable ;
- d) Progrès accomplis au niveau national en matière de réalisation des objectifs de développement durable, notamment dans les pays qui présentent des examens nationaux volontaires au forum politique de haut niveau pour le développement durable ;
- e) Amélioration de l'efficacité, de l'efficience et de la coordination de l'appui apporté par le système des Nations Unies pour le développement à l'exécution du Programme 2030 et à la lutte contre d'autres crises, y compris le soutien fourni à la conduite des examens nationaux volontaires, et amélioration de la qualité et de la clarté des orientations données au système des Nations Unies pour le développement par les États Membres ;
- f) Prise de parole des jeunes dans les délibérations de l'Organisation dans le cadre du Forum de la jeunesse du Conseil économique et social ;
- g) Renforcement de la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation grâce à l'appui apporté au Comité du Conseil économique et social chargé des organisations non gouvernementales, notamment par le recours au système iCSO ;

¹ La résolution 1996/31 du Conseil économique et social établit le mandat correspondant et décrit les modalités qui régissent les relations consultatives entre les organisations non gouvernementales et le Conseil.

² Neuf grands groupes ont d'abord été répertoriés dans l'Action 21 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro (Brésil). Ces grands groupes et d'autres groupements de parties prenantes ont été recensés dans la résolution 66/288 de l'Assemblée générale, intitulée « L'avenir que nous voulons », ainsi que dans certaines résolutions ultérieures de l'Assemblée, à savoir les résolutions 67/290, 70/1, 70/299 et 72/305. Dans sa résolution 67/290, intitulée « Structure et modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable », l'Assemblée générale a souligné que le forum devait promouvoir la transparence et la mise en œuvre en continuant à renforcer le rôle consultatif et la participation des grands groupes et autres parties prenantes au niveau international et décidé que le forum serait ouvert à la participation des grands groupes et des autres parties prenantes.

- h) Augmentation de la participation des grands groupes et des autres parties prenantes aux travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 67/290 ;
- i) Meilleure coordination et meilleure cohérence de la riposte mondiale aux crises en cours.

Exécution du programme en 2023

Parvenir au consensus entre les États Membres sur la déclaration politique adoptée au Sommet sur les objectifs de développement durable tenu en 2023

- 9.22 Dans le cadre du sous-programme, on a aidé les États Membres à parvenir à un consensus sur la déclaration politique adoptée par le forum politique de haut niveau sur le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale en septembre 2023 (voir la résolution 78/1 de l'Assemblée). On a également appuyé les cofacilitateurs et le processus de négociation, fourni des orientations de fond (y compris des données qualitatives et quantitatives, comme demandé) et mis en place une démarche inclusive pour la participation des grands groupes et autres parties prenantes.
- 9.23 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.2).

Tableau 9.2
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	Dans le dialogue intergouvernemental des États Membres et des parties prenantes, le lien a été fait entre le relèvement et le développement durable tout au long du processus visant le relèvement après la pandémie	Le dialogue intergouvernemental s'est centré sur le renforcement du multilatéralisme face aux crises

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : accélération de la réalisation des objectifs de développement durable grâce à une préparation efficace des examens nationaux volontaires

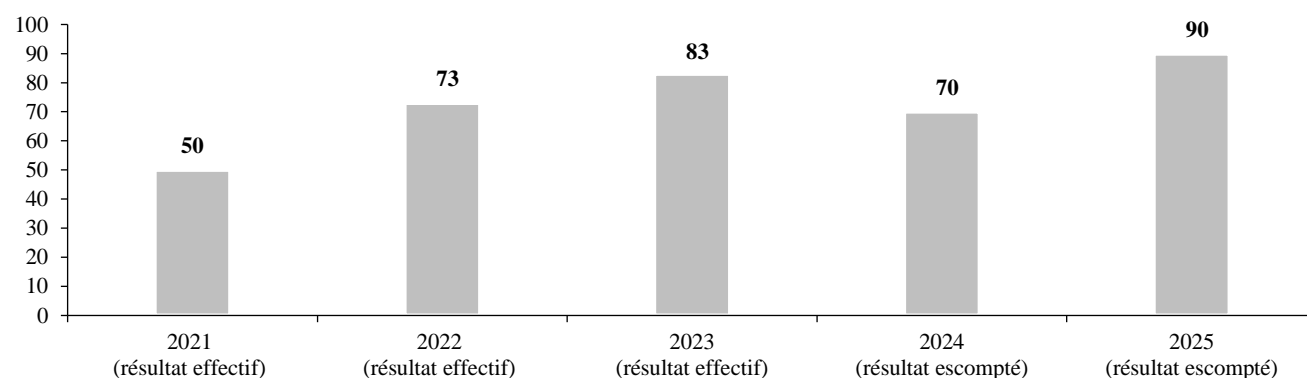
Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.24 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 83 % des pays fassent intervenir plus d'une entité nationale dans la préparation de leurs examens nationaux volontaires, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 60 % des pays.
- 9.25 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.I).

Figure 9.I

Mesure des résultats : pays ayant fait participer plus d'une entité nationale à l'élaboration de l'examen national volontaire

(En pourcentage)

**Résultat 2 : renforcement des mesures concertées prises à l'échelle mondiale pour faire face aux multiples crises interdépendantes****Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

- 9.26 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à renforcer la coordination et la coopération internationales entre les États Membres et les autres parties prenantes face aux multiples crises interdépendantes, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.27 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.3).

Tableau 9.3

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La collaboration et la solidarité internationales sont renforcées et les politiques améliorées dans le cadre de la riposte mondiale à la pandémie de COVID-19	Les États Membres cherchent à prendre des mesures concertées face aux crises mondiales interdépendantes grâce à un dialogue sur les politiques et une coopération intergouvernementale	Une déclaration politique tournée vers l'avenir est adoptée au Sommet sur les objectifs de développement durable tenu en 2023	Les États Membres redoublent d'efforts pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030, notamment en traitant les problèmes liés au développement durable qui se font jour ou continuent de se poser à l'échelle mondiale dans le cadre de l'édition de 2024 du forum politique de haut niveau pour le développement durable et du Sommet de l'avenir et de ses résultats	S'appuyant sur la dynamique des forums précédents, les États Membres s'engagent à mener des politiques et à prendre des mesures concrètes, intégrées et ciblées pour réaliser le Programme 2030

Résultat 3 : renforcement du rôle du Conseil économique et social pour ce qui est d'aider les États Membres à traduire en actes et en politiques nationales les engagements pris lors du Sommet sur les objectifs de développement durable

Projet de plan-programme pour 2025

9.28 Dans le cadre du sous-programme, on appuie le Conseil économique et social, y compris le forum politique de haut niveau pour le développement durable. Conformément aux résolutions 75/290 A et B de l'Assemblée générale, cette dernière devrait examiner les mesures prises pour renforcer les travaux du Conseil en 2024.

Enseignements tirés et changements prévus

9.29 Les enseignements tirés sont les suivants : le renforcement de la cohérence entre les activités du Conseil, de ses organes subsidiaires et de l'Assemblée générale peut contribuer à mieux traduire les documents finals intergouvernementaux en orientations politiques et en mesures concrètes. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on aidera les États Membres et les parties prenantes à mettre en œuvre les textes issus du processus d'examen de 2024 et continuera d'améliorer la préparation des examens nationaux volontaires.

9.30 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.4).

Tableau 9.4
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	La coordination entre le Conseil économique et social et l'Assemblée générale est renforcée, ce qui donne lieu à des orientations politiques du Conseil qui aident les États Membres à traduire en politiques et programmes nationaux les engagements issus du Sommet sur les objectifs de développement durable	Le Conseil économique et social fournit des orientations politiques pour le Sommet de l'avenir	Le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires fournissent des orientations politiques pour les réunions intergouvernementales, dont la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

Produits

9.31 On trouvera dans le tableau 9.5 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.5

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	289	267	299	310
Documents destinés aux entités suivantes :				
1. Assemblée générale	7	5	11	8
2. Conseil économique et social	10	11	10	10
3. Forum politique de haut niveau pour le développement durable	15	32	15	15
4. Comité chargé des organisations non gouvernementales	257	219	263	277
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	192	174	194	172
Réunions ou séances :				
5. Assemblée générale	36	37	51	44
6. Conseil économique et social	61	57	57	47
7. Forum politique de haut niveau pour le développement durable	33	20	27	20
8. Comité chargé des organisations non gouvernementales	41	36	37	37
9. Experts chargés des questions relatives aux activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, des questions thématiques et des préparatifs de l'examen quadriennal complet	10	10	10	10
10. Experts chargés des questions relatives au Conseil économique et social et au forum politique de haut niveau	6	6	6	6
11. Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social	5	8	6	8
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	13	14	17	14
12. Conseil économique et social : activités de formation avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche concernant le cycle des travaux du Conseil et l'examen quadriennal complet	1	2	5	2
13. Forum politique de haut niveau pour le développement durable : ateliers (mondiaux) sur les préparatifs des examens nationaux volontaires et l'échange de données d'expérience relatives à la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre du forum	3	3	3	3
14. Forum politique de haut niveau pour le développement durable : ateliers (régionaux) sur les préparatifs des examens nationaux volontaires dans le cadre du forum	5	5	5	5
15. Forum politique de haut niveau pour le développement durable : séminaires, ateliers et autres activités relatifs aux préparatifs du forum	4	4	4	4
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	13	11	11	12
16. Études sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet	7	7	6	7
17. Études et documents relatifs à des questions concernant le Conseil économique et social	1	1	1	1
18. Études et documents relatifs à des questions concernant le forum politique de haut niveau, notamment les examens nationaux volontaires	4	3	4	3
19. Études et documents relatifs à des questions concernant le Comité chargé des organisations non gouvernementales	1	—	—	1

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations sur les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, notamment sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, et sur les déclarations ministérielles du Conseil et du forum politique de haut niveau sur le développement durable, ainsi que sur les rapports du Comité chargé des organisations non gouvernementales ; fourniture de conseils et d'analyses à la présidence et au Bureau du Conseil économique et social, au Bureau de la Deuxième Commission et aux réunions conjointes des Bureaux, ainsi qu'aux États Membres et aux parties prenantes sur les questions de développement durable ; consultation du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti et prestation de conseils ; action en faveur de la mise en œuvre accélérée du Programme 2030 et de la participation des organisations non gouvernementales, des grands groupes et des autres parties prenantes aux travaux du Conseil et du forum politique de haut niveau ; action en faveur du pacte de financement ; conseils sur les mécanismes de coordination interinstitutions.

Bases de données et supports numériques : bases de données sur les examens nationaux volontaires (375 entrées) ; base de données contenant les contributions au forum politique de haut niveau (1 400 entrées) ; système de gestion de la documentation officielle dématérialisée du Comité chargé des organisations non gouvernementales (38 séances) ; plateformes informatiques intégrées accessibles à quelque 6 000 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ; cadre d'indicateurs destiné à tous les États Membres sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (400 nouvelles entrées) ; base de données sur le financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (25 000 nouvelles entrées) ; base de données sur le pacte de financement conclu entre les États Membres et le Groupe des Nations Unies pour le développement durable en 2024.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : supports d'information sur les travaux du Conseil, de l'Assemblée générale et du forum politique de haut niveau pour le développement durable ; contenus créés pour les médias sociaux, en collaboration avec le Département de la communication globale ; webinaires sur la participation aux travaux du Conseil et de l'Organisation, destinés à quelque 6 000 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.

Plateformes numériques et contenus multimédias : pages Web et contenus multimédias pour le Conseil et le forum politique de haut niveau pour le développement durable ; site Web de la base de données intégrée sur les organisations de la société civile (système iCSO).

Sous-programme 2 Développement social inclusif

Objectif

- 9.32 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de faire progresser les politiques d'élimination de la pauvreté, de réduction des inégalités et d'amélioration de l'inclusion sociale et du bien-être de tous.

Stratégie

- 9.33 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- a) Produire des études et des analyses fondées sur des données factuelles, portant notamment sur les peuples autochtones, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les jeunes ;
 - b) Assurer le suivi des tendances socioéconomiques nationales et mondiales afin de repérer les difficultés émergentes et d'évaluer la manière dont les politiques sociales menées à l'échelle nationale et internationale devront être infléchies pour en tenir compte, ce qui aidera les États Membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 à 11 et n^o 16 ;

- c) Offrir un appui fonctionnel au dialogue et aux processus intergouvernementaux, y compris aux sessions de la Commission du développement social, de l'Instance permanente sur les questions autochtones, de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale ;
- d) Prendre part à des travaux d'analyse et fournir un appui intergouvernemental, des avis techniques et un renforcement des capacités aux pays qui en font la demande, en partenariat avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les entités des Nations Unies, notamment en utilisant le sport comme moteur de développement et de paix, ainsi que le prévoit le préambule du Programme 2030 ;
- e) Aider les États Membres à faire face aux chocs tels que la pandémie et à s'en relever, en promouvant le recours à des politiques socialement inclusives, conçues pour éliminer la pauvreté, réduire les inégalités et protéger les populations les plus vulnérables ;
- f) Axer les analyses réalisées sur la réduction des inégalités et le renforcement des systèmes de protection sociale dans le contexte de l'après-COVID-19, continuer de s'intéresser en priorité à la situation des groupes les plus vulnérables de la population et collaborer plus étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies afin de renforcer l'action menée à l'échelle nationale pour lutter contre la pandémie.

9.34 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Les États Membres seront mieux informés et davantage sensibilisés pour que personne ne soit laissé de côté ;
- b) Les États Membres se saisiront de questions précises liées au développement social et s'en serviront pour prendre des mesures au niveau national ;
- c) La capacité des États Membres de mettre en œuvre efficacement le volet social du Programme 2030 et des objectifs de développement durable sera renforcée ;
- d) Les États Membres sortiront de la pandémie avec des sociétés plus résilientes et plus inclusives et se remettront sur la bonne voie pour exécuter le Programme 2030.

Exécution du programme en 2023

Le rapport intitulé *World Social Report* contient des analyses des politiques et des messages clés qui intègrent une perspective démographique, économique et sociale

- 9.35 Dans le cadre du sous-programme, on a dirigé les travaux de recherche et la rédaction du rapport intitulé *World Social Report 2023: Leaving No One Behind in an Ageing World* (Rapport sur la situation sociale dans le monde 2023 : ne laisser personne de côté dans un monde vieillissant), en collaboration avec deux autres sous-programmes, en veillant à ce que l'analyse, les recommandations pratiques et les messages clés intègrent une perspective démographique, économique et sociale.
- 9.36 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.6).

Tableau 9.6
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
–	Les États Membres expriment le besoin de mieux comprendre les défis et les perspectives liés au vieillissement de la population, en tenant compte des questions de genre	Des recommandations pratiques intégrées, qui tiennent compte des questions de genre, figurent dans le <i>World Social Report</i> . Le <i>World Social Report</i> est cité dans plus de 500 articles dans 52 pays

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : renforcement du rôle des coopératives au service d'un développement inclusif

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.37 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que les pays et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents soutiennent les coopératives et les aident à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.38 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.7).

Tableau 9.7
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les États Membres adoptent la résolution 76/135 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci demande notamment au système des Nations Unies d'aider les gouvernements à renforcer les coopératives	Les parties prenantes régionales et nationales contribuent à renforcer le rôle joué par les coopératives dans la réalisation des objectifs de développement durable	Les pays et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents soutiennent les coopératives et les aident à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable	Les pays et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents s'emploient à faire naître un environnement favorable aux coopératives	L'Année internationale des coopératives est célébrée, ce qui permet de mieux faire connaître les coopératives et de créer un environnement favorable à leur développement

Résultat 2 : meilleure accessibilité de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées pour que toutes les personnes en situation de handicap puissent y participer pleinement

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.39 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à rendre la seizième session de la Conférence plus accessible en intégrant les orientations et les commentaires reçus du Bureau de la Conférence, des organisations de personnes handicapées, des experts et des parties prenantes sur les modalités particulières propres à favoriser l'accessibilité, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.

- 9.40 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.8).

Tableau 9.8
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Pour la première fois, des séances virtuelles accessibles permettent à davantage de personnes en situation de handicap de participer à la Conférence	Des efforts d'inclusion sont faits grâce à la publication de documents officiels dans un langage facile à lire et à comprendre	Des conseils et des commentaires sur des modalités particulières propres à favoriser l'accessibilité ont été reçus et intégrés dans l'organisation de la Conférence	Les États Membres et d'autres parties prenantes échangent des bonnes pratiques sur l'utilisation des modalités particulières propres à favoriser l'accessibilité	Les bonnes pratiques sur le recours à des modalités particulières échangées par les États Membres sont incorporées afin d'améliorer continuellement l'accessibilité de la Conférence

Résultat 3 : amélioration de la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies pour répondre aux besoins des peuples autochtones

Projet de plan-programme pour 2025

- 9.41 Conformément au document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones de 2014 (résolution 69/2 de l'Assemblée générale), le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a signé un appel à l'action pour accélérer les travaux du plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones et renforcer l'action collective menée pour mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Dans le cadre du sous-programme, le Département, en tant que coprésident permanent du Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones, a organisé des tables rondes avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies et appuyé la mise en place d'une plateforme interne de partage des connaissances à l'intention des parties prenantes.

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.42 Les enseignements tirés sont les suivants : des interactions régulières et ciblées avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies peuvent contribuer à renforcer la sensibilisation et les connaissances des parties prenantes et leur capacité de répondre aux besoins et aux droits des peuples autochtones au niveau national. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on organisera des séances d'information et des activités de renforcement des capacités sur mesure, et on mettra la dernière main à un cadre d'indicateurs pour le plan d'action à l'échelle du système.
- 9.43 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.9).

Tableau 9.9
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Le Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones a dégagé des éléments permettant d'élaborer un cadre d'indicateurs pour le plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones	Le projet de cadre d'indicateurs pour le plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones est mis à l'essai dans certains pays	D'autres pays utilisent un cadre d'indicateurs final pour le plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones

Produits

9.44 On trouvera dans le tableau 9.10 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.10
Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	27	26	23	27
Documents destinés aux entités suivantes :				
1. Assemblée générale (documents portant sur le vieillissement, le rôle des coopératives dans le développement, les personnes en situation de handicap, les politiques et programmes en faveur des jeunes, la suite donnée à l'Année internationale de la famille, la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social, l'inclusion sociale et d'autres questions de développement social, la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) et le sport au service du développement et de la paix)	10	10	7	10
2. Commission du développement social	6	6	5	6
3. Instance permanente sur les questions autochtones	7	6	7	7
4. Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées	4	4	4	4
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	85	83	85	85
Réunions ou séances :				
5. Deuxième Commission de l'Assemblée générale	4	4	4	4
6. Troisième Commission de l'Assemblée générale	6	6	6	6
7. Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement	8	8	8	8
8. Conseil économique et social	6	6	6	6
9. Forum politique de haut niveau pour le développement durable	1	1	1	1

Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
10. Commission du développement social	20	20	20	20
11. Instance permanente sur les questions autochtones	24	22	24	24
12. Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées	16	16	16	16
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	2	2	2
13. Projets relatifs à l'élaboration des politiques sociales	2	2	2	2
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	10	11	10	10
14. Séances de formation sur des questions sociales, y compris sous forme de conférences et de tables rondes multipartites, destinées aux États Membres et à d'autres parties prenantes	10	11	10	10
Publications (nombre de publications)	1	–	1	–
15. <i>World Youth Report</i>	–	–	1	–
16. Publication sur les peuples autochtones	1	–	–	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	9	7	7	6
17. Documents finals de groupes d'experts sur diverses questions sociales	7	6	7	5
18. Mise à jour du rapport sur le handicap et le développement	1	–	–	–
19. Parties du rapport du Secrétaire général sur le sans-abrisme [rapport élaboré conjointement avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)]	1	1	–	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture aux États Membres qui en font la demande de conseils sur leur situation socioéconomique et leurs cadres normatifs, stratégiques et administratifs sur la dimension sociale du développement durable et des objectifs de développement durable ; présentation à plus de 40 États Membres d'exposés et d'avis d'experts sur des questions de développement durable, y compris à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau.				
Bases de données et supports numériques : base de données sur les politiques et mesures visant à combattre la faim et la pauvreté.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : organisation de manifestations spéciales marquant les journées internationales consacrées à diverses questions sociales ; établissement de documents d'orientation et organisation d'activités de communication visant à promouvoir le développement social à l'échelle mondiale.				
Relations extérieures et relations avec les médias : exposés, conférences de presse et communiqués de presse portant sur diverses questions sociales.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : diffusion de messages électroniques, audio et vidéo sur le vieillissement, les coopératives, le handicap, la famille, les questions relatives aux peuples autochtones, la jeunesse et le sport au service du développement et de la paix.				

Sous-programme 3 Développement durable

Objectif

- 9.45 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs, cibles et engagements y relatifs en mobilisant davantage les États Membres et les autres parties prenantes.

Stratégie

9.46 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :

- a) Établir des rapports analytiques et des évaluations, tenir à jour des bases de données en ligne et organiser des réunions d'experts et des conférences thématiques sur certains objectifs de développement durable et les liens qui existent entre eux ;
- b) Organiser, dans les mois qui précèdent la tenue du forum politique de haut niveau pour le développement durable, des conférences et réunions de groupes d'experts accessibles aux États Membres sur les thèmes retenus pour le forum et sur les objectifs de développement durable à l'examen ;
- c) Jouer un rôle central dans les mécanismes de coordination interinstitutions relatifs à l'eau, à l'énergie, aux petits États insulaires en développement, aux océans et aux transports et dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation grâce à une coopération nouée de longue date avec certaines entités sur des questions telles que les changements climatiques et la création de partenariats pour le développement durable ;
- d) Coordonner les travaux du Mécanisme de facilitation des technologies, notamment le forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable et la plateforme en ligne des initiatives existantes en matière de science, de technologie et d'innovation (2030 Connect) ;
- e) Organiser des manifestations spéciales en rapport avec les travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable, notamment le Forum du monde des affaires sur les objectifs de développement durable et le forum des autorités locales et régionales, afin que les principaux secteurs concernés puissent mettre en commun les bonnes pratiques et les enseignements relatifs aux objectifs de développement durable et que les États Membres et tous les autres grands acteurs du développement puissent avoir des échanges ;
- f) Organiser, en coordination avec les commissions régionales, les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, le cas échéant, des activités de renforcement des capacités aux niveaux mondial, régional et national sur les sujets susmentionnés.

9.47 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Meilleure connaissance, par les États Membres et les autres parties prenantes principales, du Programme 2030 et des objectifs de développement durable, notamment aux fins de leur participation aux délibérations du forum politique de haut niveau pour le développement durable et d'autres forums connexes et de l'élaboration de politiques et de programmes nationaux dans ce domaine ;
- b) Utilisation accrue de la science et de la technologie, de sorte que les États Membres et les autres parties prenantes les exploitent au mieux pour atteindre les objectifs de développement durable ;
- c) Meilleure prise en compte des objectifs de développement durable dans des activités de planification, politiques et stratégies nationales inclusives, et intensification des mesures et initiatives prises par les États Membres et d'autres parties prenantes afin d'accélérer la réalisation du Programme 2030.

Exécution du programme en 2023

Renforcement des synergies entre l'action climatique et la réalisation des objectifs de développement durable

- 9.48 Depuis 2019, dans le cadre du sous-programme et en partenariat avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, on coorganise une conférence annuelle axée sur la mise en œuvre synergique de l'Accord de Paris et du Programme 2030. La Conférence mondiale pour le renforcement des synergies entre l'Accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 offre un espace pour la mobilisation politique, la mise en commun des connaissances et l'établissement de partenariats entre les États, les universités, la société civile et d'autres groupes de parties prenantes.
- 9.49 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.11).

Tableau 9.11
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Les dialogues virtuels organisés en 2020 et 2021 (qui constituent la deuxième Conférence mondiale) ont débouché sur une série de recommandations clés appelant à renforcer les liens entre le climat et les objectifs de développement durable	La troisième Conférence mondiale, qui s'est tenue au Japon et a rassemblé 2 000 participants, a formulé une recommandation clé visant à approfondir les données factuelles disponibles et à réaliser une analyse mondiale complète des synergies entre le climat et les objectifs de développement durable	La quatrième Conférence mondiale a réuni 4 000 participants et a établi un lien entre l'Accord de Paris, le Programme 2030 et le Sommet sur les objectifs de développement durable

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : un regard interdisciplinaire sur la réalisation des objectifs de développement durable : le *Rapport mondial sur le développement durable*

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.50 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la publication et au lancement du *Rapport mondial sur le développement durable* intitulé *Times of Crisis, Times of Change: Science for Accelerating Transformations to Sustainable Development*. Le rapport évalue les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et propose des solutions prometteuses, fondées sur des données probantes, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.51 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.12).

Tableau 9.12
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
<p>Le nouveau Groupe indépendant de scientifiques fait un exposé aux États Membres lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021, le rapport ayant été achevé dans les grandes lignes</p> <p>Un appel à contributions est largement diffusé afin de recueillir les données des parties prenantes, y compris des populations sous-représentées</p>	<p>Les États Membres bénéficient d'un exposé du Groupe indépendant de scientifiques lors du forum politique de haut niveau de 2022 et participent à des consultations régionales, ce qui leur permet de communiquer des informations sur leur situation respective pour orienter le <i>Rapport mondial sur le développement durable</i></p>	<p>Le <i>Rapport mondial sur le développement durable</i> 2023 est officiellement lancé en septembre et est repris dans la déclaration politique adoptée lors du Sommet sur les objectifs de développement durable (résolution 78/1 de l'Assemblée générale)</p> <p>Après la publication, une première série de réunions d'information mondiales et régionales commence en Asie et dans le Pacifique, en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'objectif étant de donner un ancrage local aux appels mondiaux à l'action afin de faciliter une mise en œuvre porteuse de changements dans différents contextes</p>	<p>Les États Membres intègrent les conclusions du rapport dans leurs stratégies et politiques nationales de développement</p> <p>Un nouveau groupe de 15 scientifiques chargé d'élaborer l'édition de 2027 du <i>Rapport mondial sur le développement durable</i> est créé</p>	<p>L'ébauche du <i>Rapport mondial sur le développement durable</i> 2027 est approuvée et les appels à contribution sont lancés</p> <p>Les conclusions du <i>Rapport mondial sur le développement durable</i> 2023 sont prises en compte dans les processus et décisions intergouvernementaux</p>

Résultat 2 : renforcement des mesures et des engagements pris pour répondre aux besoins particuliers des petits États insulaires en développement

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.52 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à une forte participation aux réunions préparatoires de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et à l'élaboration d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel, qui ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.53 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.13).

Tableau 9.13
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Par sa résolution A/76/203 , l'Assemblée générale a demandé que soit convoquée, en 2024, une quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement	Les États Membres ont défini une première série de modalités pour la Conférence de 2024	Les États Membres, dont 118 représentants des petits États insulaires en développement, ont participé aux préparatifs de la quatrième Conférence, notamment à trois réunions régionales et une réunion interrégionale Le rapport d'activité du Groupe de haut niveau sur l'élaboration d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour les petits États insulaires en développement a été publié	La Conférence se tient à Antigua-et-Barbuda Les États Membres adoptent un texte ciblé, pragmatique, arrêté à l'échelle internationale et tourné vers l'avenir et un cadre de suivi est élaboré et approuvé	Les mandats nouveaux et supplémentaires émanant du document final de la quatrième Conférence sont mis en œuvre, y compris l'éventuelle opérationnalisation de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle Un appui coordonné pour renforcer les capacités des petits États insulaires en développement est amorcé

Résultat 3 : accélération des progrès réalisés en vue d'atteindre l'objectif de développement durable n° 14 grâce à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'océan

Projet de plan-programme pour 2025

- 9.54 Dans le cadre du sous-programme, on appuie la France et le Costa Rica, qui coorganisent la troisième Conférence des Nations Unies sur l'océan, qui se tiendra du 9 au 13 juin 2025 à Nice (France).

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.55 Les enseignements tirés sont les suivants : sur la base de l'expérience des Conférences des Nations Unies sur l'océan tenues en 2017 et 2022, un débat approfondi sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 peut contribuer à obtenir un soutien en faveur de la préservation de la santé et de la viabilité de l'océan. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on produira davantage de documents d'information analytiques pour éclairer les séances de fond de la Conférence en intensifiant la coopération interinstitutions.
- 9.56 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.14).

Tableau 9.14
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	L'Assemblée générale décide de convoquer la troisième Conférence des Nations Unies sur l'océan en 2025	L'Assemblée générale adopte la résolution 78/128 sur les modalités de la troisième Conférence sur l'océan	Une réunion préparatoire à la troisième Conférence sur l'océan est tenue Les États Membres s'accordent sur le cadre thématique général de la Conférence	Une déclaration politique, assortie d'engagements, est adoptée par les États Membres lors de la troisième Conférence sur l'océan

Produits

9.57 On trouvera dans le tableau 9.15 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.15
Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	12	19	12	12
Documents destinés aux entités suivantes :				
1. Assemblée générale	6	13	6	6
2. Forum politique de haut niveau pour le développement durable	5	5	5	5
3. Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	90	156	88	88
Réunions ou séances :				
4. Assemblée générale	42	96	42	42
5. Conseil économique et social	4	2	2	2
6. Forum politique de haut niveau pour le développement durable	30	42	30	30
7. Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable	4	4	4	4
8. Groupe indépendant de scientifiques chargé de rédiger le <i>Rapport mondial sur le développement durable</i>	10	12	10	10
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	5	10	7	5
9. Projets portant sur le développement durable (eau, énergie, transport durable, consommation et production durables, mobilisation des parties prenantes, petits États insulaires en développement, partenariats, microentreprises et petites et moyennes entreprises, etc.)	5	10	7	5

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	100	112	100	100
10. Activités de formation sur le renforcement des capacités nationales dans tous les domaines du développement durable organisées à l'intention des décideurs et décideuses des pays en développement et des petits États insulaires en développement en transition, et en collaboration avec eux	100	112	100	100
Publications (nombre de publications)	1	1	–	–
11. <i>Rapport mondial sur le développement durable</i>	1	1	–	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	15	24	15	15
12. Publications sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030	15	24	15	15

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : présentation aux États Membres d'exposés et d'avis d'experts sur les questions de développement durable, notamment à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau, et publication de documents relatifs à la participation des parties prenantes au suivi et à l'examen du Programme 2030 ainsi qu'aux partenariats multipartites à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.

Bases de données et supports numériques : tenue de bases de données publiques portant sur les initiatives volontaires, les petits États insulaires en développement, les partenariats (7 000 enregistrés), les engagements volontaires pris à l'occasion de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14, les bonnes pratiques liées aux objectifs de développement durable (500 enregistrées), la réalisation des objectifs à l'échelle du système des Nations Unies, les mesures visant à accélérer la réalisation des objectifs (450 enregistrées), le Mécanisme de facilitation des technologies, ONU-Énergie (200 engagements enregistrés), l'harmonie avec la nature et d'autres thèmes liés au développement durable.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : organisation de réunions spéciales et de manifestations parallèles consacrées à des questions de développement durable dans le cadre de grandes conférences organisées sous l'égide des Nations Unies ; publication de la revue *Natural Resources Forum*.

Plateformes numériques et contenus multimédias : *Sustainable Development Knowledge Platform* (plateforme de connaissances en matière de développement durable).

Sous-programme 4 Statistiques

Objectif

- 9.58 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les capacités des États Membres en matière de production et d'utilisation de données de qualité, actualisées, ventilées et ouvertes, ainsi que de statistiques nationales et d'informations géospatiales, qui serviront de base à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions dans le cadre du Programme 2030 et d'autres initiatives stratégiques de l'ONU, ainsi qu'à l'examen des progrès accomplis aux niveaux national et international.

Stratégie

- 9.59 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- Élaborer, diffuser et faciliter l'application par les États Membres des cadres, des normes et des méthodes en matière d'information statistique et géospatiale, notamment en ce qui concerne les objectifs de développement durable, le Cadre intégré de l'information géospatiale et les nouveaux enjeux ;

- b) Fournir aux États Membres une assistance et des conseils techniques grâce à des activités de formation en présentiel et en ligne sur des sujets tels que la modernisation des systèmes d'information statistique, le Cadre intégré de l'information géospatiale, l'utilisation des mégadonnées, la comptabilité économique et environnementale, l'assurance qualité et les instruments d'enquête pour combler les lacunes en matière de données et faire en sorte qu'aucune personne concernée ne soit exclue des décisions et des politiques ;
- c) Faciliter la coordination et accroître la cohérence des activités et programmes internationaux d'information statistique et géospatiale en s'attachant à garantir la disponibilité, l'accessibilité et l'application des informations géospatiales, y compris la normalisation des noms géographiques, et en favorisant une meilleure intégration de l'information statistique et géospatiale ;
- d) Coopérer avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies dans le cadre des activités relatives aux données et aux statistiques et de leurs interactions avec la communauté statistique mondiale, notamment par l'intermédiaire du Réseau mondial des responsables des données et des statisticiens, et travailler en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales et établir des partenariats avec des organisations de la société civile, des universités et des fournisseurs de données du secteur privé ;
- e) Collecter, compiler et diffuser des informations et des données statistiques mondiales dans les domaines économique, social, démographique et environnemental, y compris concernant les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, en utilisant des technologies telles que l'Échange de données et de métadonnées statistiques ;
- f) Faire paraître des publications phares relatives aux données, tenir à jour des bases de données et des plateformes de données, continuer de moderniser le portail de diffusion du système des Nations Unies, UNdata, et faciliter la mise au point de bases de données et de laboratoires de données ouverts pour mettre en évidence les nouvelles façons d'utiliser les données et étudier la question de la visualisation des données et des métadonnées ;
- g) Recueillir auprès des États Membres des informations sur la mise en œuvre du Cadre intégré de l'information géospatiale et du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable pour les données relatives au Programme 2030, y compris sur les besoins de financement dans les domaines prévus dans le Plan d'action, en collaboration avec le Groupe de gestion des données sur le développement (Banque mondiale), le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle et les commissions régionales de l'ONU ;
- h) Élaborer et partager des conseils et des informations sur les initiatives, les outils et les meilleures pratiques pouvant aider les systèmes statistiques nationaux à continuer de fonctionner efficacement et répondre aux nouveaux besoins en données pour faire face aux incidences des crises mondiales sur les sociétés et les atténuer, et pour traiter les questions de la rapidité d'accès aux données essentielles dont les pouvoirs publics et tous les secteurs de la société ont besoin pour accélérer la réalisation du Programme 2030 et de la publicité de ces données.

9.60 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Amélioration de la qualité et de la disponibilité des informations statistiques et géospatiales utiles à l'élaboration des politiques et amélioration de l'accès à ces informations ;
- b) Intensification de la production et de la diffusion par les États Membres de données de meilleure qualité et de statistiques et d'informations géospatiales nationales comparables et conformes aux normes et aux cadres internationaux adoptés, et facilitation de l'accès à ces données sans restriction ;

- c) Renforcement de la cohérence ainsi que de l'efficacité du fonctionnement et de la transformation des systèmes statistiques et géospatiaux mondiaux ;
- d) Renforcement des capacités des États Membres et du système des Nations Unies en matière de statistiques et d'information géospatiale.

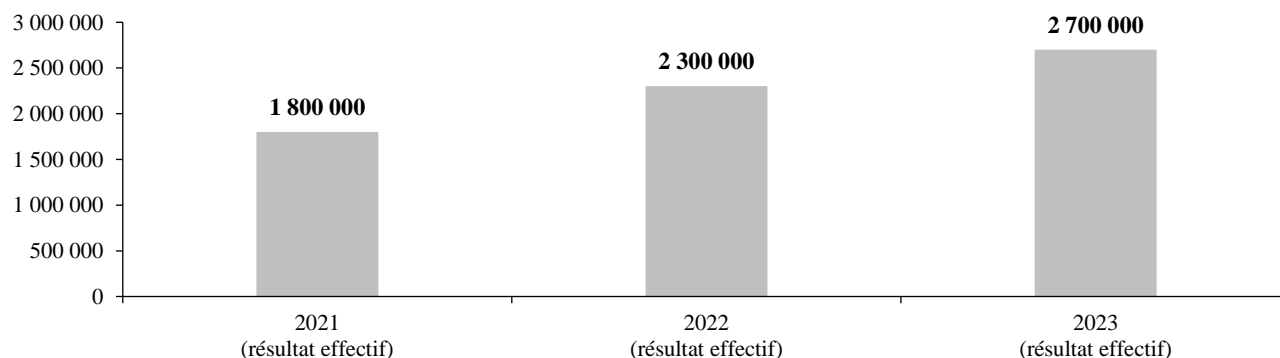
Exécution du programme en 2023

Disponibilité accrue de données comparables au niveau international sur les objectifs de développement durable

- 9.61 Les activités menées dans le cadre du sous-programme ont contribué à des progrès considérables dans l'augmentation de la disponibilité de ces données par la prestation d'un soutien technique pour la mise en œuvre du cadre mondial d'indicateurs et des activités de renforcement des capacités pour certains pays. De 2016 à 2023, la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable s'est considérablement élargie, les indicateurs passant de 115 à 227.
- 9.62 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.II).

Figure 9.II

Mesure des résultats : nombre d'entrées dans la Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable



Résultats escomptés pour 2025

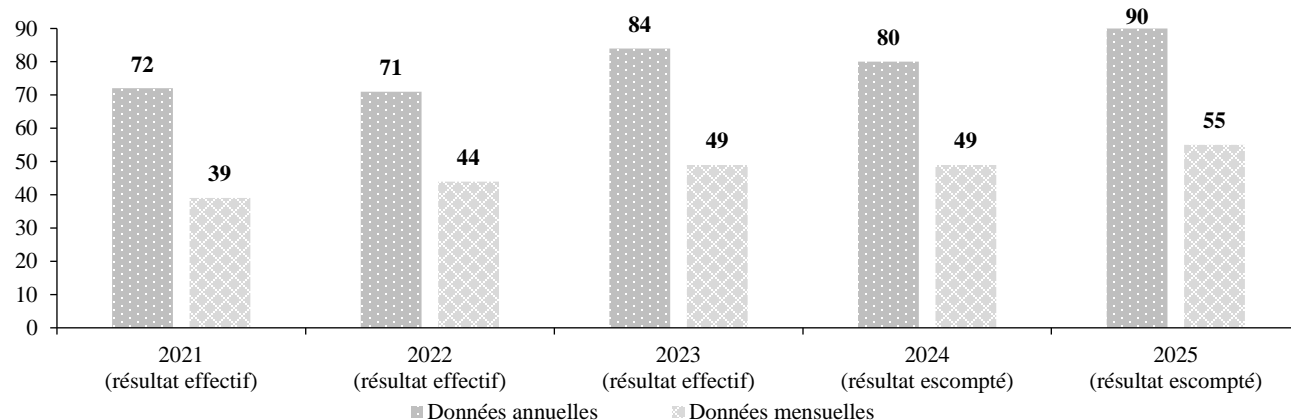
Résultat 1 : intensification des activités relatives aux statistiques commerciales

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.63 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la présentation en temps voulu des données commerciales annuelles et mensuelles de 84 et 49 pays, respectivement, pour le suivi des tendances économiques mondiales, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, qui était que 75 et 45 pays présentent des données annuelles et mensuelles, respectivement.
- 9.64 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.III).

Figure 9.III

Mesure des résultats : nombre de pays ayant communiqué des données commerciales en temps voulu



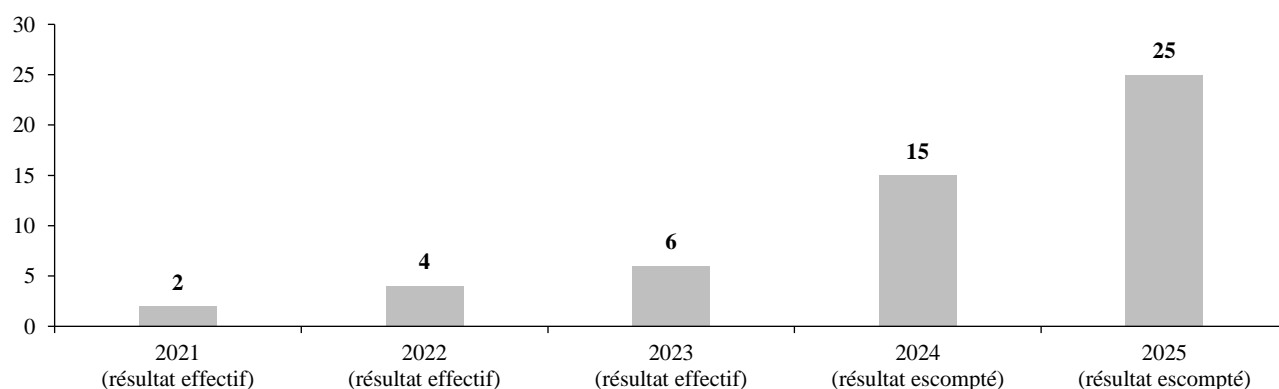
Résultat 2 : mise en œuvre accélérée du Cadre intégré de l'information géospatiale

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.65 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à une participation inclusive et à l'élaboration de six plans d'action nationaux mettant en œuvre une approche intégrée à l'échelle de l'ensemble de l'administration pour mobiliser et mettre en commun les capacités en matière d'information géospatiale, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.66 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.IV).

Figure 9.IV

Mesure des résultats : nombre de pays ayant mis au point des plans d'action à partir du Cadre intégré de l'information géospatiale



Résultat 3 : modernisation d'UNdata : un point d'entrée unique pour les données statistiques du système des Nations Unies faisant autorité

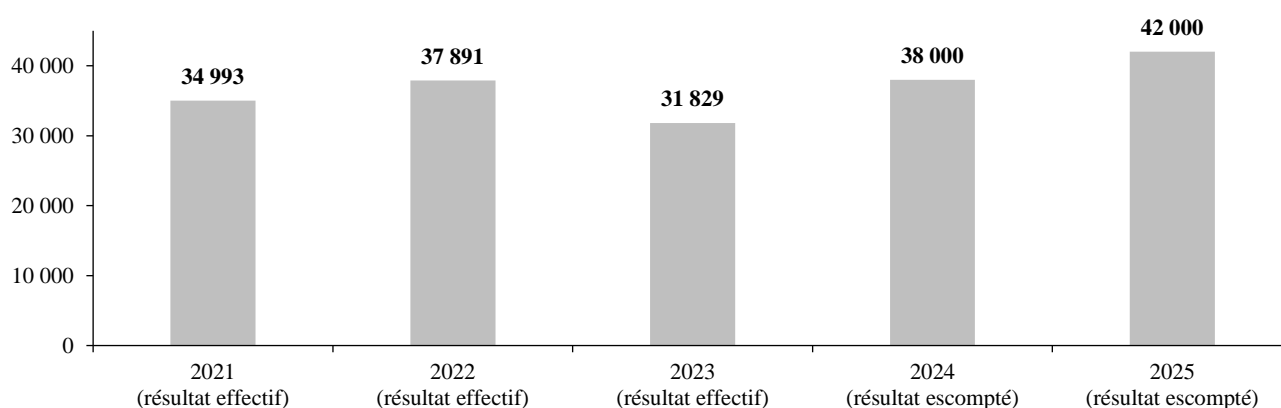
Projet de plan-programme pour 2025

- 9.67 Dans le cadre du sous-programme, on dirige la modernisation du portail UNdata afin de fournir aux responsables politiques et aux décideuses et décideurs un point d'entrée unique, facile d'utilisation, pour les données statistiques et les métadonnées faisant autorité du système des Nations Unies et d'autres organisations partenaires.

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.68 Les enseignements tirés sont les suivants : il importe d'adopter une conception centrée sur l'utilisateur pour améliorer l'accessibilité des données et il faut une solide gouvernance des données et un partenariat avec les producteurs de données de l'ensemble du système des Nations Unies. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on simplifiera l'interface humain-machine et fournira des guides d'utilisation et une assistance sur mesure. On mettra également en place une gouvernance claire des données et un mécanisme de retour d'information régulier afin d'impliquer activement les parties prenantes dans la mise au point et l'amélioration continus du portail. Le portail continuera d'ajouter des ensembles de données, d'incorporer des données ventilées et de présenter des capacités de recherche et d'analyse en langage naturel basées sur l'intelligence artificielle.
- 9.69 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.V).

Figure 9.V

Mesure des résultats : nombre moyen de sessions utilisateur d'UNdata par mois**Produits**

- 9.70 On trouvera dans le tableau 9.16 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.16

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	20	27	22	21
1. Rapports destinés à la Commission de statistique	16	23	16	16
2. Documents destinés au Comité des contributions	2	2	4	2
3. Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques	1	1	—	1
4. Rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale	1	1	1	1

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
5. Rapport sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable soumis au forum politique de haut niveau pour le développement durable	—	—	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	201	217	194	172
Réunions ou séances :				
6. Commission de statistique	7	7	7	7
7. Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques	10	10	—	10
8. Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale	6	6	6	6
9. Experts des statistiques économiques, démographiques et sociales, des statistiques de l'environnement et de l'information géospatiale, ainsi que des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et des domaines statistiques transversaux	178	194	181	149
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	7	7	6	8
10. Projets sur les statistiques économiques	1	1	1	1
11. Projets sur les statistiques démographiques et sociales	—	—	—	—
12. Projets sur les statistiques de l'environnement et l'information géospatiale	3	3	2	3
13. Projets sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et les domaines statistiques transversaux	3	3	3	4
Publications (nombre de publications)	33	32	35	35
Publications sur les statistiques économiques				
14. <i>International Trade Statistics Yearbook, Volumes I and II</i>	2	2	2	2
15. <i>National Accounts Statistics: Analysis of Main Aggregates</i>	1	1	1	1
16. <i>National Accounts Statistics: Main Aggregates and Detailed Tables, Parts I-V</i>	5	5	5	5
17. <i>Manual on Principal Indicators for Business and Trade Statistics, Volume II</i>	—	—	1	—
18. <i>Handbook on Integrating Business and Trade Statistics</i>	—	—	1	—
19. <i>Classification centrale de produits</i>	—	—	1	—
20. <i>Maturity model for Statistical Business Registers</i>	1	1	—	—
21. <i>Macroeconomic Terms and Definitions</i>	—	—	1	—
22. Système de comptabilité nationale 2025	—	—	—	1
23. <i>Statistiques du commerce international de marchandises : concepts et définitions</i> , quatrième révision	—	—	—	1
24. <i>Manuel des statistiques du commerce international des services</i> , deuxième révision	—	—	—	1
Publications sur les statistiques démographiques et sociales				
25. <i>Annuaire démographique</i>	1	1	1	1
26. <i>Population and Vital Statistics Report, Series A</i>	1	1	1	1
27. <i>Recommendations on Statistics of International Migration</i> , deuxième révision	—	—	—	1
28. <i>Handbook on Geo-referencing Population and Housing Census (Manuel sur le géoréférencement des recensements de la population et des logements)</i>	1	—	—	—

Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
29. <i>Guidelines to Produce Statistics on Time Use: Measuring Paid and Unpaid Work</i> (Guide des statistiques du budget-temps : mesures du travail rémunéré et non rémunéré)	1	1	—	—
30. <i>Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements</i> , quatrième révision	—	—	—	1
Publications sur les statistiques de l'environnement et l'information géospatiale				
31. <i>Electricity Profiles</i>	1	1	1	1
32. <i>Energy Balances</i>	1	1	1	1
33. <i>Energy Statistics Pocketbook</i>	1	1	1	1
34. <i>Energy Statistics Yearbook</i>	1	1	1	1
35. <i>Measuring Sustainability of Tourism</i>	—	—	1	—
Publications sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et les domaines statistiques transversaux				
36. <i>Annuaire statistique</i>	1	1	1	1
37. <i>Monthly Bulletin of Statistics</i>	12	12	12	12
38. <i>Livre de poche des statistiques mondiales</i>	1	1	1	1
39. <i>Rapport sur les objectifs de développement durable</i>	1	1	1	1
40. <i>Progress chart on the Sustainable Development Goal indicators</i>	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	32	52	35	30
41. Activités ou documentation techniques sur les statistiques économiques	3	4	3	3
42. Activités ou documentation techniques sur les statistiques démographiques et sociales	2	3	1	2
43. Activités ou documentation techniques sur les statistiques de l'environnement et l'information géospatiale	3	6	7	2
44. Activités ou documentation techniques sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et les domaines statistiques transversaux	24	39	24	23

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations et conseils sur les statistiques économiques, démographiques et sociales, les statistiques de l'environnement et l'information géospatiale, les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et les domaines statistiques transversaux ; présentation aux États Membres d'exposés et d'avis d'experts sur des questions relatives au développement durable, y compris à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau.

Bases de données et supports numériques : base de données Comtrade de l'ONU, contenant plus de 109 milliards d'entrées relatives au commerce et comptant 280 000 fichiers de données sur les échanges annuels et mensuels de biens et de services, 77 000 comptes d'utilisateurs enregistrés et plus de 3 000 milliards d'éléments de données commerciales téléchargées en 2023 ; plateforme UNdata contenant 60 millions d'entrées et utilisée par 1 million de personnes ; Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable contenant 2,3 millions d'entrées et utilisée par 100 000 personnes ; bases de données sur les domaines statistiques transversaux contenant des données sur plus de 200 territoires statistiques (régions et pays).

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : programmes et supports d'information et manifestations sur les statistiques économiques, démographiques et sociales, les statistiques de l'environnement et l'information géospatiale, ainsi que sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et les domaines statistiques transversaux.

Sous-programme 5

Population

Objectif

- 9.71 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de permettre de mieux cerner les tendances démographiques, de mieux faire comprendre les liens qui existent entre les changements démographiques et le développement durable aux responsables de l'élaboration des politiques et au grand public, grâce à des données factuelles, et de renforcer les moyens dont dispose la communauté internationale pour véritablement faire face aux problèmes de population actuels et à ceux qui se dessinent et tenir compte des aspects démographiques dans le programme de développement international.

Stratégie

- 9.72 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- a) Préparer des études sur les questions liées à la croissance démographique, au vieillissement de la population, aux migrations, à l'urbanisation, à la fécondité, à la planification familiale, à la mortalité et à d'autres aspects de la population ayant trait au développement durable à l'aide d'estimations et de projections démographiques, de l'analyse des tendances démographiques et de l'évaluation des politiques démographiques ;
 - b) Produire des ensembles de données mondiaux complets sur des sujets choisis, des rapports de synthèse destinés à mettre en exergue ces sujets et les données connexes, ainsi qu'un rapport annuel sur un grand sujet démographique défini. Les ensembles de données comprendront des résultats agrégés pour des groupes de pays en situation particulière ;
 - c) Assurer le renforcement des capacités des pays qui en font la demande, et des équipes de pays des Nations Unies, en matière de données et d'analyses démographiques ;
 - d) Fournir un appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, en particulier à la Commission de la population et du développement, notamment en établissant des rapports et en organisant des réunions d'experts et des tables rondes ;
 - e) Aider les États à évaluer les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue en 1994, en mettant particulièrement l'accent sur le suivi au niveau mondial des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable concernant la santé procréative, les migrations internationales et la mortalité maternelle et juvénile, souvent en partenariat avec d'autres entités du système des Nations Unies ;
 - f) Améliorer les estimations et les projections de l'ONU concernant la population mondiale et étudier les liens entre la COVID-19 et les phénomènes démographiques, y compris la mortalité, le vieillissement de la population, la fécondité, la planification familiale et les migrations internationales, en incluant ces analyses dans des publications et des documents techniques, selon qu'il convient.
- 9.73 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Amélioration de l'accès aux données et aux rapports sur les questions démographiques pour les pouvoirs publics et d'autres utilisateurs, et augmentation de l'utilisation des données et des conclusions du sous-programme dans les travaux des parties prenantes ;
 - b) Meilleure connaissance des tendances démographiques et de leurs liens avec le développement durable grâce à des données précises et à des rapports utiles à l'élaboration de politiques, que les États Membres et d'autres parties intéressées pourront utiliser dans la planification des politiques et du développement ;

- c) Meilleure utilisation par la communauté internationale d'informations scientifiquement fondées sur les incidences démographiques de la pandémie, en particulier sur la mortalité.

Exécution du programme en 2023

Une analyse mondiale plus éclairée de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, qui intègre des indicateurs démographiques clés

- 9.74 Les ensembles de données relatives à la planification familiale et au taux de natalité chez les adolescentes ont été intégrées dans le nouvel indice d'autonomisation des femmes, un indice composite créé par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de guider l'action politique, la recherche et le plaidoyer aux niveaux national et international. Dans le cadre du sous-programme, on a fourni des conseils techniques sur les indicateurs et la construction de l'indice.
- 9.75 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.17).

Tableau 9.17
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
—	—	Les États membres ont accès à des données démographiques plus ciblées qui sont intégrées à d'autres indicateurs sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : consolidation des données et politiques démographiques pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.76 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que les États Membres aient accès à des données intégrées sur les programmes et les politiques en matière de population, notamment grâce aux rapports régionaux et nationaux disponibles sur l'examen sur 30 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et rassemblés sur le site Web de la Commission de la population et du développement, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.77 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.18).

Tableau 9.18
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le groupe d'experts souligne qu'il faut mieux intégrer les contributions des pays et mieux les informer	Les délégations des États Membres et des représentants de la société civile participent à des manifestations sur des thèmes liés au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	Les pays bénéficient d'une meilleure intégration des éléments de données dans leurs préparatifs en vue de l'examen du Programme d'action en 2024	L'examen de la mise en œuvre du Programme d'action par la Commission de la population et du développement amène les États Membres à réaffirmer leur engagement à poursuivre la mise en œuvre dudit programme	Les pays mettent en œuvre les engagements pris à la Commission de la population et du développement

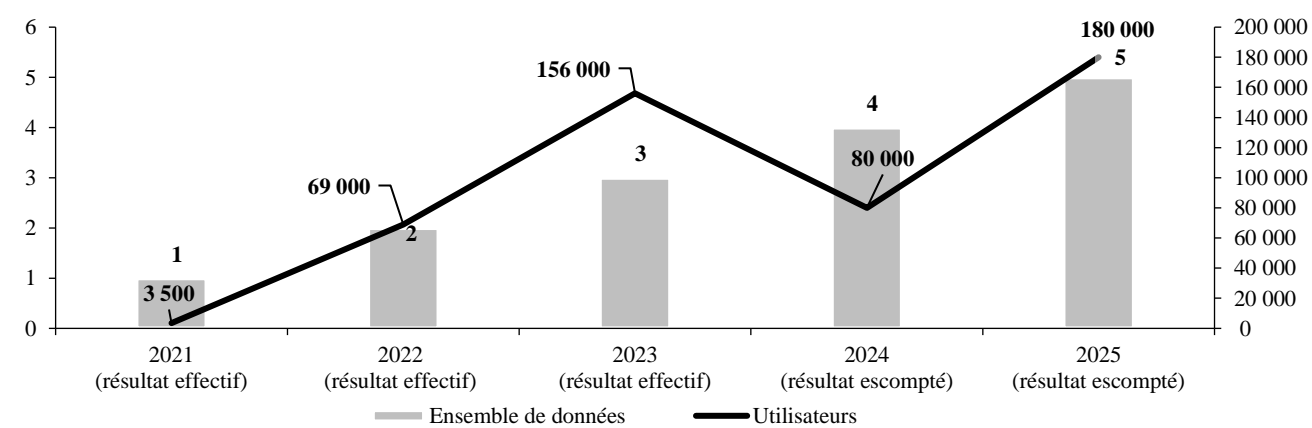
Résultat 2 : les États Membres tiennent davantage compte de l'aspect démographique dans la mise en œuvre du Programme 2030

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.78 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à un total cumulé de trois ensembles de données dans le Portail de données, avec 156 000 utilisateurs annuels, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir trois ensembles de données et 75 000 utilisateurs annuels.
- 9.79 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.VI).

Figure 9.VI

Mesure des résultats : nombre d'utilisateurs du Portail de données (résultat annuel) et nombre d'ensembles de données contenus dans le Portail de données (résultat cumulé)



Résultat 3 : meilleure comparabilité des estimations et des projections de l'urbanisation et de la répartition spatiale pour les objectifs de développement durable

Projet de plan-programme pour 2025

- 9.80 Le rapport intitulé *World Urbanization Prospects* (Perspectives mondiales concernant l'urbanisation) est utilisé au sein du système des Nations Unies et par les États Membres comme

mesure du développement socioéconomique et pour la ventilation des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable par classification urbaine. Les changements dans la répartition spatiale de la population mondiale ont des répercussions sur la gestion durable et équitable de l'urbanisation et sur la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 11, qui appelle à rendre les villes et les établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.81 Les enseignements tirés sont les suivants : l'ensemble des données de la publication *World Urbanization Prospects* pourrait être amélioré pour répondre à la demande croissante de détails géographiques et renforcer la comparabilité entre les pays, qui est limitée en raison de la diversité des définitions nationales du terme « urbain ». Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on s'appuiera sur la collaboration avec les pouvoirs publics et les partenaires concernés pour intégrer le nouveau « degré d'urbanisation », une mesure de l'urbanisation plus nuancée et comparable à l'échelle internationale.
- 9.82 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.19).

Tableau 9.19
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La méthode du degré d'urbanisation a été approuvée par la Commission de statistique	Certains pays ont mis à l'essai la nouvelle méthode de mesure de l'urbanisation	Les parties prenantes et les États Membres ont contribué à des avancées méthodologiques dans l'estimation et la projection de séries chronologiques sur l'urbanisation	Les parties prenantes et les États Membres contribuent à la mise à jour systématique de la base de données utilisée pour établir l'Annuaire démographique avec des données de recensement sur les populations urbaines et rurales	Un plus grand nombre de parties prenantes et d'États Membres utilisent le nouveau « degré d'urbanisation » afin de permettre la comparaison des tendances en matière d'urbanisation au niveau mondial

Produits

- 9.83 On trouvera dans le tableau 9.20 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.20

Sous-programme 5 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	4	2
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale	—	—	1	—
2. Rapports destinés à la Commission de la population et du développement	2	2	3	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	29	34	36	29
Réunions ou séances :				
3. Assemblée générale	—	—	7	—
4. Conseil économique et social	1	1	1	1
5. Commission de la population et du développement	24	29	24	24
6. Experts en questions démographiques	4	4	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Publications (nombre de publications)	3	2	3	4
7. <i>World Population Prospects: Highlights</i>	—	—	1	—
8. Rapport de synthèse sur certaines tendances démographiques	1	1	—	1
9. <i>World Fertility and Family Planning: Highlights</i>	—	—	1	—
10. <i>World Population Ageing: Highlights</i>	1	1	—	—
11. <i>Population Megatrends</i>	1	—	—	1
12. Questionnaire pour l'enquête sur la population et le développement menée par l'ONU auprès des gouvernements	—	—	1	—
13. <i>World Population Prospects: Summary of Results</i>	—	—	—	1
14. <i>World Population Policies: Highlights</i>	—	—	—	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	8	9	8	8
15. Grands ensembles de données sur les questions démographiques	—	—	2	2
16. Ensembles de données sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable	1	2	1	1
17. Rapports des réunions de groupes d'experts sur des questions démographiques	3	3	2	2
18. Études techniques sur des questions démographiques	4	4	3	3
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : réunions d'information à l'intention des États Membres et consultations avec ces derniers concernant la session annuelle de la Commission de la population et du développement ; présentation aux États Membres d'exposés et d'avis d'experts sur les questions relatives à la démographie et au développement durable, y compris à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau.				
Bases de données et supports numériques : bases de données et ensembles de données concernant des questions de démographie, notamment des documents y relatifs.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : notes de synthèse, messages clés et pochettes d'information portant sur des questions démographiques ; manifestations spéciales sur des questions démographiques.				
Relations extérieures et relations avec les médias : conférences de presse et communiqués de presse relatifs à la Commission de la population et du développement ; communiqués de presse visant à soutenir le lancement de publications ou d'ensembles de données importants ; réponses aux demandes des États Membres, des médias, des entités des Nations Unies et d'autres parties intéressées.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : visualisations interactives de données et contenus multimédias ou à destination des médias sociaux portant sur des questions démographiques.				

Sous-programme 6

Politiques et analyse économiques

Objectif

- 9.84 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les capacités nationales et la coordination internationale des politiques en matière de recensement et de gestion des risques macroéconomiques à court terme, d'élaborer des politiques socioéconomiques de développement à moyen et à long terme, et d'accélérer le développement durable, en particulier dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et d'autres pays en situation particulière.

Stratégie

- 9.85 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- a) Faire un suivi et des prévisions quant à la situation macroéconomique aux niveaux national, régional et mondial, en particulier en ce qui concerne les pays en situation particulière, notamment les pays les moins avancés ;
 - b) Élargir le champ d'application des outils de prévision et de simulation économiques afin d'évaluer les arbitrages permettant de promouvoir la croissance économique tout en réduisant la pauvreté et les inégalités et en renforçant la durabilité environnementale, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
 - c) Appuyer le Comité des politiques de développement et fournir des analyses dans le cadre du processus intergouvernemental relatif aux pays les moins avancés, ainsi que des thèmes annuels pour les séances du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable ;
 - d) Concevoir et organiser des activités de renforcement des capacités pour aider un certain nombre de pays, en particulier les pays récemment retirés de la liste des pays les moins avancés ou en passe de l'être, à améliorer leur capacité de suivi de la planification économique et d'élaboration de politiques ;
 - e) Examiner l'évolution rapide de la technologie, en s'intéressant aux avantages et aux inconvénients que celle-ci peut représenter et en définissant les stratégies et politiques nécessaires pour exploiter les avantages potentiels aux fins du développement durable et pour atténuer les éventuels effets négatifs ;
 - f) S'appuyer sur les travaux d'analyse menés dans le cadre du sous-programme pour formuler des orientations générales et des recommandations sur des sujets choisis à l'intention des États Membres à des fins de relèvement après des crises et des chocs récurrents ;
 - g) Apporter un soutien au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents aux fins de la mise en place d'un appui technique à l'intention des États Membres et de la réalisation d'analyses communes de pays et de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, ainsi que sur d'autres sujets pertinents, au moyen de contributions analytiques et de ressources en ligne personnalisées ;
 - h) Se faire le relais de l'esprit d'initiative et de coordination insufflé par le Réseau des économistes des Nations Unies, une plateforme réunissant les économistes du système des Nations Unies pour leur permettre de partager leurs points de vue aux niveaux local, national, régional et mondial ;
 - i) Assurer la maintenance de la base de données sur les perspectives économiques dans le monde, la base de données sur les critères d'inscription sur la liste des pays les moins avancés, le Portail d'information sur les mesures d'appui aux pays les moins avancés consacré aux mesures

de soutien international et d'autres ressources en ligne consultables par les décideurs et décideuses et autres parties prenantes nationales et internationales ;

- j) Fournir aux États Membres des éléments d'informations solides aux fins de la formulation de politiques mondiales, régionales et nationales, en réunissant des données empiriques au niveau national, en organisant des réunions de groupes d'experts et en réalisant des études de fond sur des questions thématiques en matière de développement économique à court et à long terme.

9.86 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) La stabilité macroéconomique à court terme et les objectifs de développement à long terme sont mieux articulés, tandis que des progrès sont faits dans la réalisation des objectifs de développement durable, grâce à une plus grande prise en compte des priorités économiques, sociales et environnementales dans les plans et stratégies de développement nationaux ;
- b) Les États Membres connaissent mieux les mesures multilatérales nécessaires et les politiques qu'ils peuvent adopter afin de se relever durablement des crises et des chocs récurrents, en s'inscrivant dans la continuité du Programme 2030 ;
- c) Le Comité des politiques de développement et le Conseil économique et social disposent de meilleures informations aux fins de l'évaluation des pays les moins avancés et de la formulation de recommandations sur leur retrait de la liste ;
- d) Les États Membres et la communauté internationale connaissent et comprennent mieux la progression du développement des pays les moins avancés, les risques et les difficultés auxquels ceux-ci sont confrontés, et les modalités d'appui possibles précises ;
- e) La capacité des États Membres de mettre à profit efficacement les mesures de soutien international, de se préparer à la sortie de la catégorie des pays les moins avancés et d'assurer la stabilité de leur progrès en matière de développement et la réalisation du Programme 2030 est renforcée ;
- f) Le système des Nations Unies pour le développement collabore davantage et est mieux coordonné et plus efficace, offrant ainsi un cadre de coopération pour la mise en œuvre du Programme 2030 plus cohérent et favorisant le développement durable au niveau national.

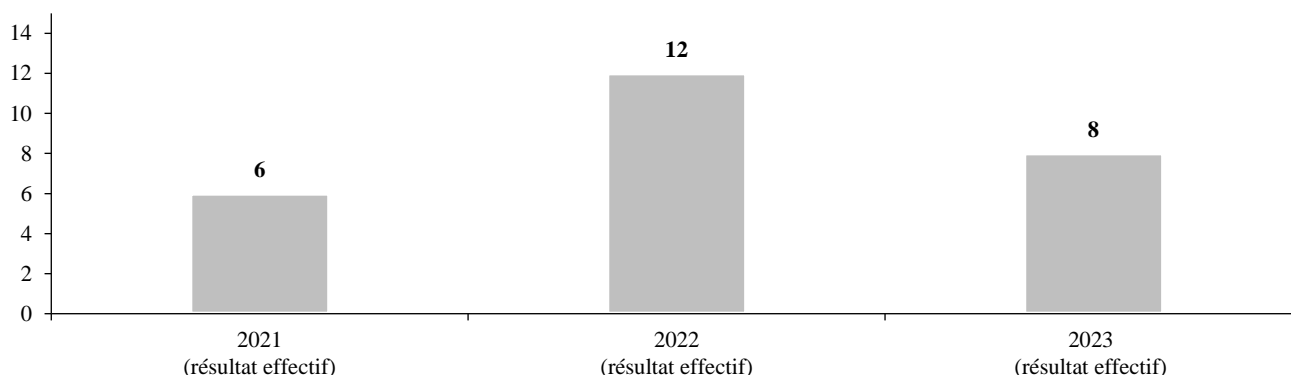
Exécution du programme en 2023

Création du Mécanisme de soutien au reclassement durable

- 9.87 Les activités menées dans le cadre du sous-programme ont contribué à la création du Mécanisme de soutien au reclassement durable par l'élaboration d'un concept, une enquête sur les besoins des pays et la mise à l'essai de programmes, en collaboration avec le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Le Mécanisme figure parmi les cinq principaux produits livrés dans le cadre de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.
- 9.88 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.VII).

Figure 9.VII

Mesure des résultats : nombre de pays ayant bénéficié d'un renforcement des capacités adapté dans le cadre du Mécanisme de soutien au reclassement durable



Résultats escomptés pour 2025

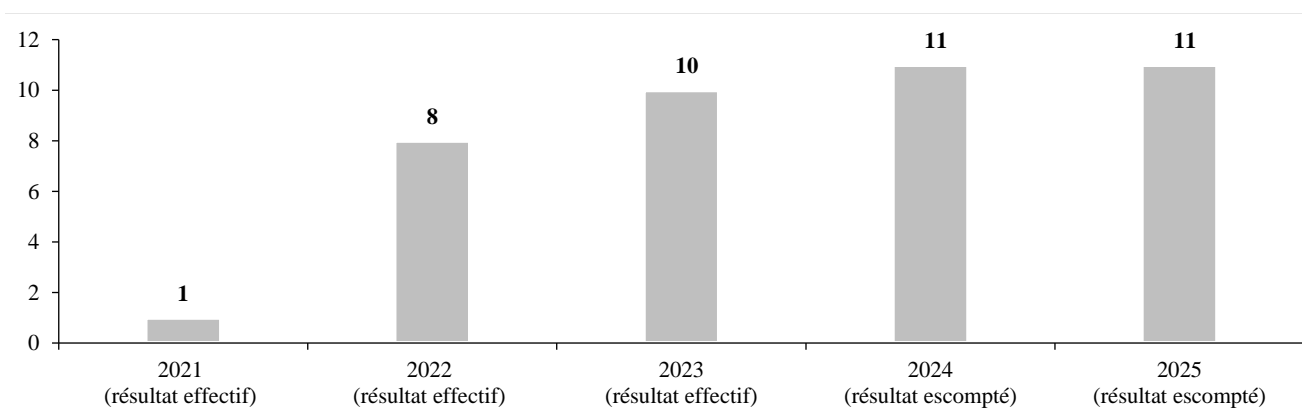
Résultat 1 : amélioration du mécanisme de suivi pour les pays les moins avancés récemment retirés de la liste des pays les moins avancés ou en passe de l'être, accroissement de la réactivité face aux crises et renforcement du soutien international

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.89 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'élaboration du mécanisme de suivi amélioré pour le Comité des politiques de développement, y compris un processus de riposte face aux crises, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.90 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.VIII).

Figure 9.VIII

Mesure des résultats : nombre de pays les moins avancés participant au mécanisme de suivi amélioré



Résultat 2 : cohérence des politiques renforcée dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, grâce à un Réseau des économistes des Nations Unies revitalisé

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

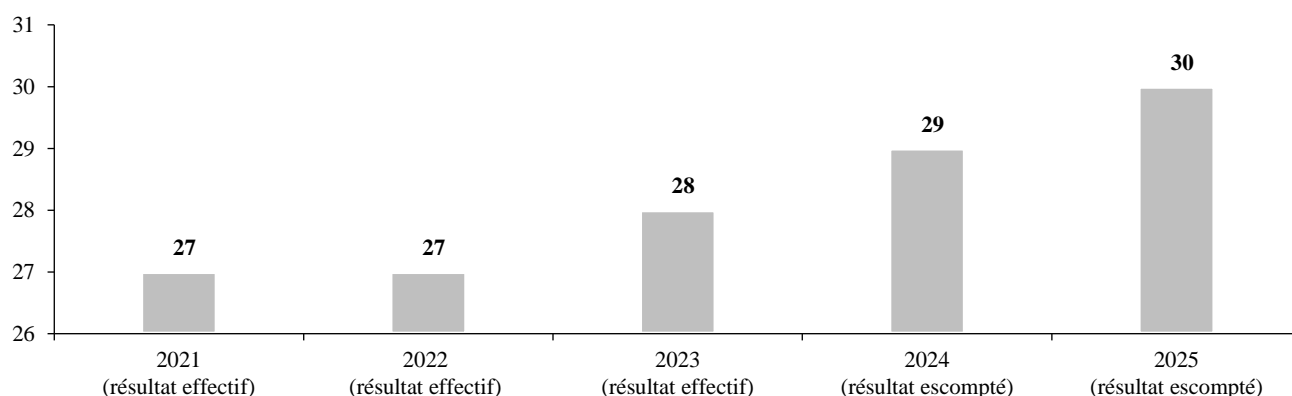
- 9.91 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la revitalisation du Réseau des économistes des Nations Unies, avec un nombre accru d'entités du système des Nations Unies comptant des membres dans le Réseau, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée. Le Réseau a servi

de plateforme pour renforcer le rôle de premier plan que joue l'ONU dans la réflexion et a fourni des orientations et des conseils concernant les politiques à adopter sur des questions clés, notamment sur les modes de financement novateurs, la technologie financière, la transformation économique numérique et la note de cadrage sur la nouvelle économie au service du développement durable.

- 9.92 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.IX).

Figure 9.IX

Mesure des résultats : nombre d'entités du système des Nations Unies comptant des membres dans le Réseau des économistes des Nations Unies (résultat cumulé)



Résultat 3 : utilisation d'outils de simulation politique avancés aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur des données et des éléments probants

Projet de plan-programme pour 2025

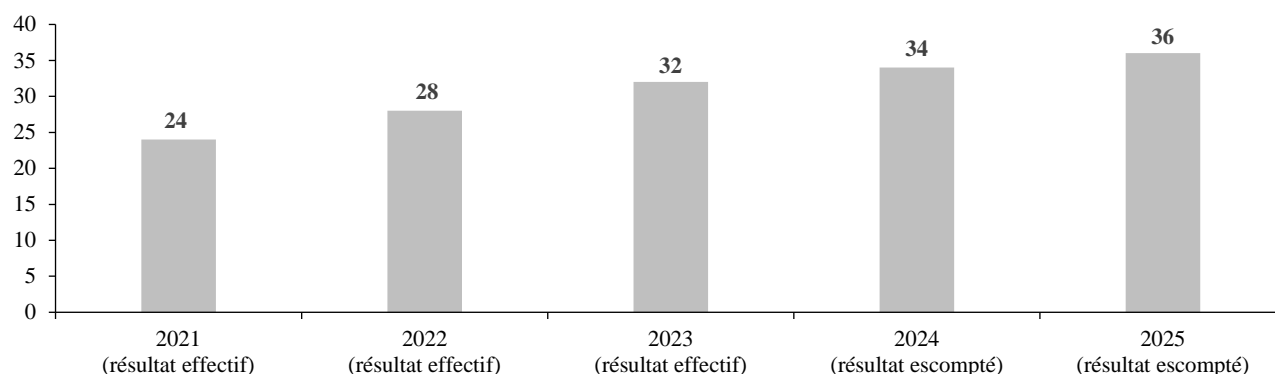
- 9.93 Dans le cadre du sous-programme, on soutient les États Membres à l'aide d'outils spécifiques, tels que le modèle de prévisions économiques mondiales, le modèle macroéconomique de base à générations imbriquées et un outil de modélisation du climat, de l'utilisation des terres, de l'énergie et des systèmes hydrologiques, afin de renforcer leur capacité d'élaborer des politiques fondées sur des données et des éléments probants visant à atténuer les effets néfastes de divers chocs.

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.94 Les enseignements tirés sont les suivants : il peut être utile de mettre au point des outils pour prendre en compte les interactions entre les différentes dimensions du développement durable et intégrer des données et des modèles provenant de plusieurs secteurs. Compte tenu de ces enseignements, on développera davantage les capacités d'utilisation d'outils de modélisation analytique innovants pour épauler les responsables politiques.
- 9.95 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.X).

Figure 9.X

Mesure des résultats : nombre de pays réalisant des évaluations quantitatives aux fins d'une élaboration cohérente des politiques de développement durable (résultat cumulé)



Produits

9.96 On trouvera dans le tableau 9.21 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.21

Sous-programme 6 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	4	3	4
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale	2	2	1	2
2. Rapports destinés au Conseil économique et social	2	2	2	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	22	31	22	22
Réunions ou séances :				
3. Assemblée générale	6	15	6	6
4. Conseil économique et social	6	6	6	6
5. Comité des politiques de développement	10	10	10	10
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	45	45	45	45
6. Activités de formation sur le développement durable	45	45	45	45
Publications (nombre de publications)	2	2	2	2
7. Publications sur l'économie mondiale	1	1	1	1
8. Note du Comité des politiques de développement	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	50	50	46	46
9. Études de fond sur le développement, les questions nouvelles et l'économie mondiale	7	7	7	7
10. Exposés sur l'économie mondiale	2	3	2	2
11. Notes d'information mensuelles sur la situation économique mondiale	12	10	11	11
12. Rapports issus de réunions sur l'économie mondiale, le développement et les questions nouvelles	2	2	2	2

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
13. Études de fond du Comité des politiques de développement	10	10	10	10
14. Contribution technique aux analyses communes de pays et aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable	15	16	12	12
15. Notes d'orientation	2	2	2	2

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : conseils aux États Membres sur les politiques à adopter sur des questions économiques thématiques ou sur des situations économiques nationales et sur les questions de développement durable, y compris à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau.

Bases de données et supports numériques : ePing, plateforme en ligne comptant environ 20 000 utilisateurs enregistrés, couvrant 189 pays ; Portail d'information sur les mesures d'appui aux pays les moins avancés, qui contient des informations sur les mesures internationales d'appui (100 000 pages consultées et 393 entrées actualisées) ; données sur les pays les moins avancés et études d'impact (3 bases de données en ligne, couvrant 143 pays et 23 années de données) ; outils de modélisation des politiques de développement durable ; base de données sur les perspectives économiques dans le monde.

D. Activités de communication

Relations extérieures et relations avec les médias : conférences de presse (2 mondiales et 5 régionales) sur la situation économique mondiale.

Sous-programme 7 Institutions publiques et administration numérique

Objectif

- 9.97 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de favoriser la mise en place d'une gouvernance et d'institutions publiques efficaces, responsables et inclusives au service du développement durable, notamment grâce à l'innovation, à l'administration en ligne et à la transformation numérique.

Stratégie

- 9.98 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- Appuyer le Comité d'experts de l'administration publique en organisant des réunions d'experts et en établissant des documents d'analyse et des directives techniques nécessaires à la mise en pratique des principes de gouvernance efficace au service du développement durable, élaborés par le Comité et approuvés par le Conseil économique et social en 2018, avec la participation des parties prenantes pertinentes ;
 - Diffuser des orientations générales en matière d'innovation, d'administration numérique et de transformation numérique au service des objectifs de développement durable au moyen de l'étude des Nations Unies sur l'administration en ligne, suivre l'évolution mondiale des aspects institutionnels associés à l'objectif de développement durable n° 16 et examiner les dispositions institutionnelles nationales aux fins de la mise en œuvre des objectifs, en mettant l'accent sur les pays en situation particulière, et à l'appui direct du suivi et de l'examen du Programme 2030 au niveau mondial ;
 - Favoriser les actions de concertation et de sensibilisation relatives à la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information et faciliter la mise en œuvre et le suivi des grandes orientations définies lors de ce dernier, à savoir C1 (le rôle des instances publiques chargées de la gouvernance et de toutes les parties prenantes dans la promotion des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement), C7 [les applications TIC : utiles à tous égards (notamment pour l'administration en ligne)], C11 (coopération internationale et régionale) ;

- d) Faciliter la concertation multipartite sur les mesures à prendre en matière de gouvernance d'Internet, notamment en facilitant l'examen des questions de politique générale concernant des aspects essentiels de la gouvernance d'Internet tels que la gouvernance des données, l'inclusion numérique et la protection des données (A/75/16, par. 204), et contribuer à l'élaboration de politiques aux niveaux mondial, national et local, en aidant le Secrétaire général à organiser le Forum annuel sur la gouvernance d'Internet et des activités intersessions ;
- e) Élargir l'appui apporté par le sous-programme au développement des capacités pour répondre aux demandes de coopération technique des États Membres en ce qui concerne le renforcement de la gouvernance et de leurs institutions publiques et le renforcement de leurs capacités en matière de ressources humaines à l'appui de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable, notamment en nouant des partenariats avec les commissions régionales et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ;
- f) Intensifier les travaux visant à doter les membres de la fonction publique des moyens dont ils ont besoin pour réaliser le Programme 2030 en leur apportant un appui consultatif et en élaborant et expérimentant de nouvelles méthodes en ce qui concerne les capacités de direction, les dispositifs institutionnels visant à assurer la cohérence des politiques, la transparence et l'intégrité dans la fonction publique et l'administration numérique, la transformation numérique et l'innovation dans la prestation des services publics, en mettant l'accent sur les pays en situation particulière, en collaboration avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ;
- g) Renforcer la capacité des États Membres de promouvoir l'innovation dans la gouvernance publique en mettant en place des mécanismes visant à donner suite au Prix et au Forum des Nations Unies pour le service public, tels que l'apprentissage entre pairs pour le transfert et l'adaptation de pratiques innovantes, notamment en matière de prise en compte des questions de genre dans les travaux analytiques, et par l'intermédiaire du Réseau d'information de l'Organisation des Nations Unies sur l'administration publique ;
- h) Appuyer les institutions supérieures de contrôle en ce qui concerne la vérification de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en fournissant des travaux analytiques, des avis d'experts, une assistance technique et des moyens propres à renforcer les capacités existantes, sur la base des demandes déjà déposées par les groupes constitutifs de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques ;
- i) Promouvoir et exploiter les pratiques novatrices en matière d'administration publique et les stratégies relatives à l'administration en ligne.

9.99 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Meilleure connaissance des questions émergentes liées à la gouvernance et à l'administration publique aux niveaux national et infranational et aide fournie aux pays pour qu'ils adaptent aux circonstances du moment les aspects institutionnels de leur examen national volontaire, afin que les États Membres puissent renforcer leurs capacités de promouvoir efficacement la gouvernance au service du développement durable ;
- b) Renforcement des capacités des États Membres de créer des institutions efficaces, responsables et inclusives aux fins de l'accomplissement des objectifs de développement durable ;
- c) Renforcement de la capacité des États Membres d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, stratégies et services efficaces et inclusifs en matière d'administration numérique dans le but d'améliorer la vie de la population à tous les échelons de l'administration ;
- d) Renforcement de la capacité des membres de la fonction publique de fournir des services dans les domaines de la santé et de l'éducation, de la justice, de la protection sociale et de l'emploi, en mettant l'accent sur le renforcement de la professionnalisation de la main-d'œuvre du secteur public et les progrès vers l'égalité des genres dans le secteur public ;

- e) Ajustements effectués par les États Membres, aux niveaux structurel, organisationnel et programmatique, pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ;
- f) Adoption de stratégies en matière d'administration en ligne visant à instaurer des sociétés résilientes et à combler les fractures numériques.

Exécution du programme en 2023

Amélioration de l'accès aux services en ligne au niveau local grâce à l'application de la méthode de l'indice des services en ligne au niveau local

- 9.100 La mise en œuvre de la méthode de l'indice des services en ligne au niveau local dans deux pays a permis aux responsables d'évaluer le développement de l'administration en ligne au niveau local, ce qui a débouché sur une prise de décision législative éclairée.
- 9.101 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.22).

Tableau 9.22
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
La méthode de l'indice des services en ligne au niveau local a été expérimentée pour évaluer le développement de l'administration en ligne au niveau local	La première application de la méthode au niveau national a eu lieu dans 3 pays, avec respectivement 18, 15 et 52 évaluations locales. Les résultats des évaluations ont permis une mobilisation ciblée des ressources, au bénéfice des administrations nationales et locales	La mise en œuvre de la méthode a été étendue à 2 autres pays, avec respectivement 18 et 14 évaluations locales. Ces évaluations ont mis en évidence les forces et les faiblesses au niveau régional et local, ce qui a permis d'éclairer des stratégies d'investissement ciblées dans le domaine de l'administration en ligne

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : les institutions publiques ont les moyens d'être le fer de lance de l'action climatique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.102 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la conception de dispositifs institutionnels favorisant des modèles de prise de décision fondée sur des données probantes en ce qui concerne le climat, l'utilisation des terres, l'énergie et les systèmes hydrologiques, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.103 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.23).

Tableau 9.23
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les capacités de planification intégrée au service de la réalisation des objectifs de développement durable ont été renforcées, un lien ayant été fait entre les besoins liés au relèvement après la COVID-19 et les objectifs de développement durable à long terme	La Namibie a adopté une feuille de route nationale pour l'institutionnalisation de la prise de décision fondée sur des données probantes en ce qui concerne le climat, l'utilisation des terres, l'énergie et les systèmes hydrologiques	Les États Membres ont développé des capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles leur permettant de promouvoir une réflexion systémique sur le climat, l'utilisation des terres, l'énergie et les systèmes hydrologiques	Les États Membres ont institutionnalisé les capacités organisationnelles de pensée systémique et de planification stratégique à l'appui de l'action climatique	Les États Membres ont la capacité de promouvoir une prise de décision fondée sur des données probantes pour soutenir l'action climatique

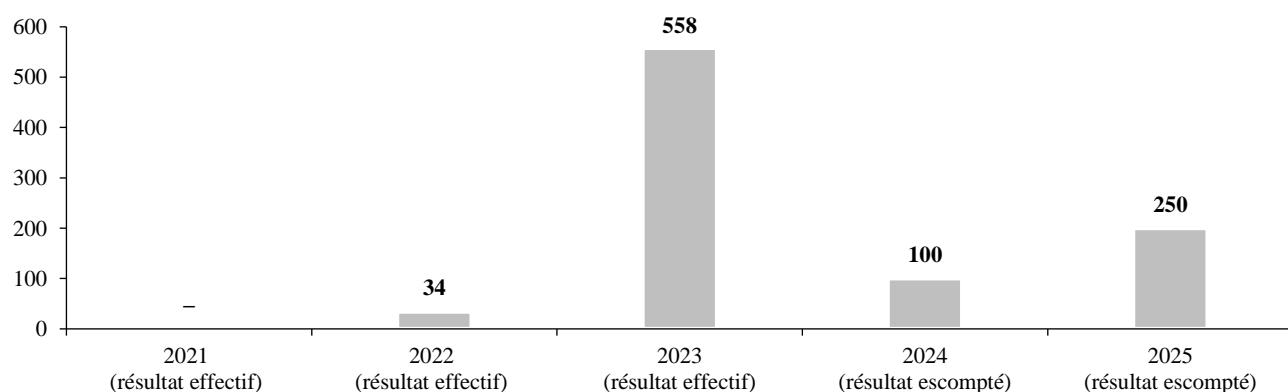
Résultat 2 : innovation renforcée et transformation numérique de l'administration pour une prestation de services publics efficace et inclusive

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.104 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la formation de formateurs en travaillant avec les écoles nationales d'administration publique, les ministères et les organismes publics sur l'évolution des mentalités, la cohérence des politiques, la gouvernance efficace du niveau national au niveau local, l'innovation et la transformation numérique de l'administration pour une prestation de services publics efficace et inclusive. Dans 18 pays, 558 fonctionnaires ont été formés à l'intégration du programme d'études sur la gouvernance au service des objectifs de développement durable dans leurs programmes et activités, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 70 fonctionnaires.
- 9.105 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.XI).

Figure 9.XI

Mesure des résultats : nombre de fonctionnaires soutenant l'élaboration de plans d'action et de feuilles de route sur l'innovation et l'administration numérique (résultat annuel)



Résultat 3 : application au niveau national des principes de gouvernance efficace au service du développement durable aux fins d'une confiance renforcée dans les institutions publiques

Projet de plan-programme pour 2025

- 9.106 La mise en œuvre des principes de gouvernance efficace au service du développement durable peut contribuer à rendre les institutions efficaces, responsables et inclusives. Dans le cadre du sous-programme, on élabore des notes d'orientation stratégique afin de fournir des conseils techniques aux États Membres sur la manière de promouvoir une gouvernance efficace, et on entreprend des activités connexes de développement des capacités.

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.107 Les enseignements tirés sont les suivants : en associant divers partenaires au renforcement des capacités sur les principes de gouvernance efficace au service du développement durable, on peut aider les fonctionnaires à accélérer l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on organisera davantage d'activités conjointes avec d'autres partenaires, notamment les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les commissions régionales et d'autres entités des Nations Unies, afin de renforcer les capacités des fonctionnaires d'appliquer les principes de gouvernance efficace.
- 9.108 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.24).

Tableau 9.24
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les agents publics ont mis en œuvre des politiques plus cohérentes et fondées sur des données probantes	Les agents publics ont mis en œuvre des mesures administratives qui concilient les besoins à court terme de la population et les besoins à plus long terme des générations futures	Les agents publics au niveau national ont encouragé une décentralisation efficace	Les agents publics améliorent la transparence dans l'exercice de leurs fonctions et favorisent l'accès à l'information	Les agents publics utilisent les principes de gouvernance efficace au service du développement durable et les outils associés dans l'exercice de leurs fonctions

Produits

- 9.109 On trouvera dans le tableau 9.25 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.25
Sous-programme 7 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	9	11	9	10
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale	1	1	1	1
2. Rapports destinés au Conseil économique et social	1	1	1	1

Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
3. Documents destinés au Comité d'experts de l'administration publique	7	9	7	8
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	18	18	18	18
Réunions ou séances :				
4. Assemblée générale	2	2	2	2
5. Conseil économique et social	6	6	6	6
6. Comité d'experts de l'administration publique	10	10	10	10
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique, notamment ceux qui émanent du Bureau de projets des Nations Unies pour la gouvernance (nombre de projets)	6	7	6	6
7. Projets sur le terrain relatifs à diverses questions liées à l'administration publique	6	7	6	6
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	12	12	12	14
8. Activités de formation liées au Prix des Nations Unies pour le service public et à la Journée des Nations Unies pour la fonction publique (forum)	2	2	2	2
9. Activités de formation sur diverses questions liées aux institutions publiques, y compris des réunions de groupes d'experts	4	4	4	4
10. Atelier avec des ministres de différentes régions sur les tendances émergentes en matière de gouvernance et d'institutions publiques liées à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (collaboration avec les commissions régionales et les organismes des Nations Unies y comprise)	1	1	1	1
11. Séminaires sur la gouvernance d'Internet (forum)	1	1	1	1
12. Activités de formation sur diverses questions liées à l'administration publique	4	4	4	6
Publications (nombre de publications)	1	1	1	1
13. Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne	–	–	1	–
14. <i>World Public Sector Report</i>	1	1	–	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	7	8	7	7
15. Cours de formation en ligne relatifs à des questions liées à l'administration publique	2	3	2	2
16. Activités ou documentation techniques relatives à des questions liées à la gouvernance et aux institutions publiques au service du développement durable	3	3	3	3
17. Recueil de bonnes pratiques et d'innovations dans le service public	1	1	1	1
18. Recueil de bonnes pratiques en matière d'institutions publiques et d'administration numérique au service du développement durable	1	1	1	1

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : présentation aux États Membres d'exposés et d'avis d'experts sur les aspects du développement durable relatifs à la gouvernance et à l'administration publique, notamment à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau ; mise en commun des connaissances et travail en réseau, notamment dans le cadre du Réseau d'information de l'Organisation des Nations Unies sur l'administration publique (plus de 30 membres et 5 000 utilisateurs) – à l'échelle mondiale, il met en contact les institutions internationales, régionales, sous-régionales et nationales ainsi que les experts spécialisés dans la gouvernance efficace au service du développement durable, dans l'optique des objectifs de développement durable n^{os} 16 et 17.

Bases de données et supports numériques : bases de données, y compris la Plateforme des Nations Unies pour l'innovation dans les services publics, qui compte plus de 350 bonnes pratiques en matière d'innovation dans l'administration publique aux niveaux national et infranational, et la base de connaissances sur l'administration en ligne, qui couvre les 193 États Membres et les villes les plus peuplées de chaque État Membre.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : bulletin du Réseau d'information de l'Organisation des Nations Unies sur l'administration publique ; contenu destiné aux médias sociaux et alertes ; activités de communication virtuelles et en personne sur les principaux produits.

Plateformes numériques et contenus multimédias : sites Web des sous-programmes, notamment du Réseau d'information de l'Organisation des Nations Unies sur l'administration publique, de la Division des institutions publiques et de l'administration numérique, du Bureau de projets des Nations Unies pour la gouvernance et du Forum sur la gouvernance d'Internet.

Sous-programme 8 Gestion durable des forêts

Objectif

- 9.110 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de garantir la mise en œuvre effective de la gestion durable de tous les types de forêts à tous les niveaux, conformément au plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030).

Stratégie

- 9.111 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- a) Soutenir le dialogue intergouvernemental sur la politique forestière, par l'intermédiaire du Forum des Nations Unies sur les forêts, conformément au plan stratégique et au programme de travail quadriennal (2025-2028), ainsi qu'aux résultats de l'examen à mi-parcours de 2024 concernant l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts, et coordonner la contribution du Forum au forum politique de haut niveau pour le développement durable ;
 - b) Promouvoir la coopération avec les entités des Nations Unies concernées, les organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts et d'autres acteurs du secteur forestier et coordonner l'action menée par ces parties ;
 - c) Développer le centre d'information en ligne du Réseau mondial de facilitation du financement forestier et fournir une aide aux pays et aux partenaires pour la conception de stratégies de financement des forêts, la facilitation de l'accès au financement et l'octroi d'un appui aux États Membres aux fins de la mobilisation de ressources pour la gestion durable des forêts ;
 - d) Continuer d'accorder une importance particulière aux besoins et aux situations propres à l'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays à faible couvert forestier, aux pays à fort couvert forestier, aux pays à couvert forestier moyen où la déforestation est faible, aux petits États insulaires en développement ainsi qu'aux pays en transition (voir la résolution [2017/4](#) du Conseil économique et social, par. 63) ;
 - e) Promouvoir l'exécution du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), au moyen notamment de la stratégie de communication et de sensibilisation menée dans le cadre du sous-programme, et aider les pays à se doter de cadres solides pour l'établissement de rapports nationaux ;

- f) Faciliter la conduite d'analyses communes de pays qui alimenteront les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, afin de fournir aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents les outils dont ils ont besoin pour adapter leurs interventions aux besoins et aux priorités propres à chaque pays et concourir efficacement à la réalisation du Programme 2030, notamment en favorisant la gestion durable des forêts au niveau national ;
- g) Fournir un appui aux États Membres, lorsque nécessaire, pour les aider à faire face aux problèmes liés à la gestion durable des forêts, en approfondissant les travaux normatifs menés dans le cadre du sous-programme ainsi que les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités et le dialogue intergouvernemental tenu au sujet de l'intégration de la question de la gestion durable des forêts dans les prises de décision concernant l'aménagement du territoire et le développement, conformément aux résolutions adoptées par le Forum des Nations Unies sur les forêts à ses quinzième et dix-septième sessions et aux documents issus des seizième et dix-huitième sessions.

9.112 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Renforcer l'engagement politique et les initiatives prises en faveur de la gestion durable des forêts, ce qui permettra d'accroître la contribution des forêts à la réalisation des objectifs de développement durable, s'agissant notamment de la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, et de mieux tenir compte des forêts dans les plans nationaux sur le développement durable et les stratégies de réduction de la pauvreté ;
- b) Rendre les pays concernés mieux à même de mobiliser des ressources financières pour la gestion durable des forêts et d'accéder à ces ressources, quelle qu'en soit la source, et contribuer à améliorer l'information disponible concernant les sources de financement (multilatérales et autres) existantes et nouvelles et les données y relatives, ainsi qu'à faciliter l'accès à ces sources et à ces données ;
- c) Faire progresser la réalisation par les États Membres des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et des objectifs de développement durable liés aux forêts ;
- d) Sensibiliser les États Membres aux multiples avantages des forêts en mettant à profit le thème de la Journée internationale des forêts 2025 et en soulignant le rôle interdépendant joué par les forêts pour permettre au monde d'atteindre les objectifs de développement durable devant être examinés lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2025.

Exécution du programme en 2023

Amélioration de la capacité des États Membres de mobiliser des ressources financières pour la gestion durable des forêts et d'accéder à ces ressources

- 9.113 Les activités menées dans le cadre du sous-programme ont permis d'apporter un appui au développement des capacités des États Membres par l'intermédiaire du Réseau mondial de facilitation du financement forestier, qui contribue à mettre en œuvre à une plus grande échelle la gestion durable des forêts en facilitant l'accès des pays aux ressources nécessaires à l'exécution du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts grâce à l'élaboration de stratégies nationales de financement des forêts et de propositions de projets susceptibles d'être financés.
- 9.114 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.26).

Tableau 9.26
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
–	15 pays et 3 organisations sous-régionales ont élaboré des stratégies nationales de financement des forêts et des propositions de projet fondées sur des données probantes, ce qui a permis d'établir sous leur forme finale 4 notes de cadrage de projet et 5 stratégies nationales ou régionales de financement des forêts	12 pays et 1 organisation sous-régionale ont élaboré des stratégies nationales de financement des forêts et des propositions de projet fondées sur des données probantes, ce qui a permis d'établir sous leur forme finale 5 notes de cadrage de projet et 4 stratégies nationales de financement des forêts

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : renforcement de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts, y compris de l'instrument des Nations Unies sur les forêts, de façon à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment ceux relatifs aux changements climatiques et à la perte de biodiversité

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.115 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'élaboration par les États Membres de propositions visant à renforcer l'arrangement international sur les forêts, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.116 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.27).

Tableau 9.27
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	L'examen à mi-parcours de 2024 concernant l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts est préparé, avec la participation des États Membres, des partenaires régionaux et sous-régionaux, des grands groupes et d'autres parties prenantes concernées	Les États Membres élaborent des propositions visant à renforcer l'arrangement international sur les forêts, notamment en améliorant l'efficacité et la visibilité du Forum des Nations Unies sur les forêts	Les États membres décident des mesures à prendre pour renforcer l'arrangement international sur les forêts, qui comprennent également des mesures nationales visant à consolider le rôle joué par les forêts dans la réalisation des objectifs de développement durable, notamment en matière de lutte contre les	L'arrangement international sur les forêts est renforcé dans des domaines tels que la promotion de la coopération intersectorielle et la mobilisation d'un soutien technique et financier aux fins du renforcement des capacités des États Membres d'adopter une gestion durable des forêts

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
			changements climatiques et la perte de biodiversité, ainsi que d'autres objectifs et engagements mondiaux liés aux forêts	

Résultat 2 : accélération des progrès dans la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts et dans la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts, grâce notamment à des partenariats

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.117 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à accélérer la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts grâce à de nouvelles initiatives conjointes entreprises avec trois organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, ce qui n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, qui était que deux organisations membres du Partenariat, deux entités régionales et sous-régionales et deux parties intéressées intègrent le plan stratégique dans leur plan de travail. La cible n'a pas été atteinte parce que les entités régionales et sous-régionales et les parties intéressées avaient déjà entrepris de nombreuses initiatives dans le cadre de leur plan de travail existant.
- 9.118 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.28).

Tableau 9.28
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts ont élaboré le plan de travail du Partenariat pour la période 2021-2024, qui est aligné sur le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)	Le grand groupe des entreprises et de l'industrie a désigné un nouveau coordonnateur chargé de faciliter la coordination et la discussion avec le secteur privé concernant les questions ayant trait au Forum des Nations Unies sur les forêts	Des initiatives conjointes ont été signées pour encourager les activités de collaboration sur les forêts et la gestion durable des terres, la préservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des forêts et la gestion durable des forêts tropicales	2 initiatives conjointes d'organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, d'entités régionales et sous-régionales et de parties prenantes voient le jour afin d'accélérer la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts	3 initiatives conjointes voient le jour pour soutenir les activités de communication de l'information et de partage de données sur la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts

Résultat 3 : portée accrue du Forum des Nations Unies sur les forêts et contribution renforcée des forêts à la réalisation du Programme 2030

Projet de plan-programme pour 2025

- 9.119 Dans le cadre du sous-programme, on met en œuvre la stratégie de communication et de sensibilisation sur le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts au moyen de diverses activités, notamment des déclarations, des présentations et des messages vidéo lors de manifestations internationales, et l'élaboration de contenus attrayants pour les médias sociaux à l'occasion de la Journée internationale des forêts et des sessions du Forum des Nations Unies sur les forêts. Ces activités visent à mieux faire connaître la contribution des forêts au développement durable au niveau mondial.

Enseignements tirés et changements prévus

- 9.120 Les enseignements tirés sont les suivants : on pourrait encore améliorer la stratégie de sensibilisation et de communication menée dans le cadre du sous-programme, tant sur le plan technique que sur le fond, afin d'accroître l'utilité des informations fournies aux États Membres. Compte tenu de ces enseignements, on remaniera le contenu de fond et l'infrastructure technique du site Web du Forum des Nations Unies sur les forêts et on mettra au point des produits de communication nouveaux et innovants pour sensibiliser aux objectifs mondiaux relatifs aux forêts et aux contributions des forêts à la réalisation du Programme 2030.
- 9.121 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.29).

Tableau 9.29
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Les États Membres ont accès à des produits de communication faciles d'utilisation et fonctionnels sur les questions liées aux forêts et à la santé, aux incendies de forêt et à la contribution des forêts à l'énergie et aux moyens de subsistance durables	Les États Membres ont accès aux meilleures pratiques et aux informations pertinentes grâce au site Web remanié du Forum des Nations Unies sur les forêts, qui comprend un calendrier des manifestations, une base de données de documents et des produits destinés aux médias sociaux	Les États Membres échangent les meilleures pratiques et accèdent à de nouveaux produits de communication afin de sensibiliser aux avantages sociaux, économiques et environnementaux des forêts

Produits

- 9.122 On trouvera dans le tableau 9.30 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.30

Sous-programme 8 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	8	8	8	8
1. Rapports du Forum des Nations Unies sur les forêts	8	8	8	8
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	20	14	20	20
2. Réunions du Forum des Nations Unies sur les forêts	16	9	16	16
3. Réunions d'experts sur la gestion durable des forêts, l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts, le rôle joué par les forêts dans différents domaines (notamment la réalisation des objectifs de développement durable), le financement forestier et diverses autres questions liées aux forêts	4	5	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	8	10	8	8
4. Projets sur le financement des forêts et l'élaboration de stratégies nationales de financement	6	8	6	6
5. Projets sur la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts	2	2	2	2
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	7	7	7	7
6. Activités de formation sur le financement des forêts	6	6	6	6
7. Activités de formation sur la gestion durable des forêts	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	7	8	7	7
8. Activités ou documentation techniques relatives à la gestion durable des forêts	3	3	3	3
9. Activités ou documentation techniques relatives au rôle joué par les forêts dans différents domaines, notamment la réalisation des objectifs de développement durable liés aux forêts	2	2	2	2
10. Activités ou documentation techniques relatives au financement et à l'élaboration de stratégies nationales de financement	2	3	2	2
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : conseils touchant diverses questions liées aux forêts.				
Bases de données et supports numériques : bases de données concernant le centre d'échange.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : manifestations spéciales, notamment la Journée internationale des forêts et les activités organisées dans le cadre du Partenariat de collaboration sur les forêts ; fiches d'information et notes de synthèse sur la gestion durable des forêts, le financement des forêts et diverses autres questions liées aux forêts.				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse et articles sur le Forum des Nations Unies sur les forêts et la Journée internationale des forêts.				

Sous-programme 9 Financement du développement durable

Objectif

- 9.123 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de continuer à assurer le suivi et l'examen de l'application des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement, notamment du Programme d'action d'Addis-Abeba, et la mobilisation des moyens nécessaires à l'exécution du Programme 2030.

Stratégie

- 9.124 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on fera ce qui suit :
- a) Coordonner les travaux de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et organiser des manifestations spéciales dans ce cadre ;
 - b) S'appuyer sur les travaux d'analyse menés en collaboration avec les partenaires du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement et établir le *Financing for Sustainable Development Report* (rapport sur le financement du développement durable) et d'autres rapports, ce qui alimentera les négociations des États Membres au forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, ainsi qu'aux délibérations de la Deuxième Commission et d'autres instances ;
 - c) Accroître les investissements en faveur des objectifs de développement durable, proposer des solutions concrètes permettant de continuer d'accroître les investissements dans le développement durable, en s'appuyant sur les travaux de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable, et faciliter le dialogue sur l'investissement durable, notamment par l'intermédiaire de la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable, qui constitue un lieu d'échange direct pour les États Membres et les investisseurs ;
 - d) Fournir un appui aux mécanismes intergouvernementaux et processus d'experts et renforcer les capacités en vue de favoriser une coopération internationale plus inclusive et plus efficace en matière fiscale et d'aider les États Membres à améliorer leurs politiques et leur administration fiscales, à accroître la mobilisation de leurs ressources nationales, à lutter contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale à outrance et les flux financiers illicites, et à réaliser des progrès en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable et l'action climatique, une attention particulière étant accordée aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement ;
 - e) Renforcer le soutien apporté dans le cadre du sous-programme au Forum pour la coopération en matière de développement, grâce à la réalisation d'examens axés sur l'action et les résultats des tendances, des progrès et des questions nouvelles concernant la coopération internationale au service du développement, en s'intéressant tout particulièrement aux politiques et aux pratiques qui visent à aider ceux qui ont le moins de ressources et de capacités ;
 - f) Fournir un appui aux pays dans la conception et la mise en œuvre de cadres de financement nationaux intégrés, par l'intermédiaire du dispositif de cadres de financement nationaux intégrés, lequel, lancé en avril 2022 par le Département en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques, fournit une assistance technique aux pays de mise en œuvre, facilite l'échange de connaissances et donne accès à des conseils techniques sur les cadres de financement nationaux intégrés.

9.125 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Adoption de politiques et de mesures de financement du développement durable en concourant aux résultats du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement et aux délibérations de la Deuxième Commission, qui reposeront sur une base analytique plus solide ;
- b) Mise au point et utilisation par les pays de cadres de financement nationaux intégrés, comprenant des possibilités d'actions concrètes, visant à mobiliser des financements pour le développement durable ;
- c) Accélération de la mobilisation des ressources pour les objectifs de développement durable, avec à la clé de plus grandes possibilités d'investissement ayant des effets bénéfiques, notamment dans les pays en situation particulière ;
- d) Adoption de meilleures solutions aux niveaux mondial, régional, national et local pour renforcer la coopération fiscale et la mobilisation des ressources nationales et meilleure application par les gouvernements et les autres parties prenantes des politiques et orientations pratiques de l'ONU en matière fiscale ;
- e) Utilisation, par les gouvernements et d'autres parties prenantes, des orientations générales visant à renforcer la coopération internationale pour le développement afin que le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) soient bien appliqués.

Exécution du programme en 2023

Le plan de relance des objectifs de développement durable facilite le financement à long terme pour les États Membres

- 9.126 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a concouru à l'élaboration du plan de relance des objectifs de développement durable, une série de propositions visant à mobiliser 500 milliards de dollars supplémentaires en financement abordable à long terme, et à la poursuite du travail analytique sur les possibilités de mesures concrètes propres à combler la fracture financière. En février 2023, une note d'orientation détaillée sur le plan de relance a été publiée et une manifestation de haut niveau a été organisée dans le cadre du sous-programme lors du Sommet sur les objectifs de développement durable.
- 9.127 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.31).

Tableau 9.31
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	Les États membres ont pris acte du fait que les pays en développement font face à des coûts d'emprunt nettement plus élevés, ce qui contribue à creuser la fracture financière (résolution 77/156 de l'Assemblée générale)	Les États Membres ont salué les efforts déployés par le Secrétaire général pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable au moyen du plan de relance des objectifs de développement durable (résolution 78/231 de l'Assemblée générale). Les États Membres ont également proposé de nouvelles mesures d'optimisation du capital des

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
		banques multilatérales de développement et la réorientation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : augmentation des investissements durables dans les pays en développement aux fins de la réalisation des objectifs développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.128 Les activités menées dans le cadre du sous-programme ont contribué à ce que 14 pays en développement participent à la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable et interagissent avec de potentiels investisseurs sur les opportunités d'investissement dans le développement durable, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, qui était de 12 pays en développement.
- 9.129 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.32).

Tableau 9.32
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
8 pays en développement participent à la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable	10 pays en développement participent à la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable	14 pays en développement participent à la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable, les projets d'investissement présentés représentant 4 869 millions de dollars	13 pays en développement participent à la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable et échangent avec des investisseurs potentiels	14 pays en développement participent à la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable, les projets d'investissement présentés représentant 5 367 millions de dollars
Des investisseurs privés, tels que les membres de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable, voient en la Foire une occasion d'échanger avec les gouvernements				
Les investisseurs font un suivi auprès de certains pays concernant tel ou tel projet				

Résultat 2 : les pays créanciers et débiteurs s'accordent sur les défis mondiaux et les solutions en matière de dette, de liquidité et de marge de manœuvre budgétaire aux fins de l'investissement dans les objectifs de développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 9.130 Les activités menées dans le cadre du sous-programme ont contribué à dégager les questions pertinentes et les priorités concernant la dette et la soutenabilité de la dette grâce à l'organisation de réunions d'experts spécialisées, qui contribueront également à éclairer les discussions futures des États Membres et d'autres parties prenantes, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 9.131 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9.33).

Tableau 9.33
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Les États Membres et les partenaires concernés du système des Nations Unies ont fourni un retour d'information et des orientations sur les grandes questions se posant en matière de dette, de liquidité et de marge de manœuvre budgétaire afin d'éclairer les échanges	Des solutions aux défis se posant en matière de dette, de liquidité et de marge de manœuvre budgétaire aux fins de l'investissement dans les objectifs de développement durable sont discutées et, éventuellement, approuvées	Les États Membres conviennent d'actions concrètes pour faire progresser les solutions politiques en matière de dette, de liquidité et de marge de manœuvre budgétaire aux fins de l'investissement dans les objectifs de développement durable, dans le cadre du document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

Résultat 3 : participation accrue des États Membres au suivi du financement du développement aux fins d'une plus grande cohérence et d'une meilleure mise en œuvre des décisions prises

Projet de plan-programme pour 2025

- 9.132 Dans le cadre du sous-programme, on appuie les États Membres dans le processus de suivi du Programme d'action d'Addis-Abeba pour relever les défis liés au financement du développement, notamment par l'intermédiaire du forum annuel du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement et du rapport annuel sur le financement du développement durable (*Financing for Sustainable Development Report*).

Enseignements tirés et changements prévus

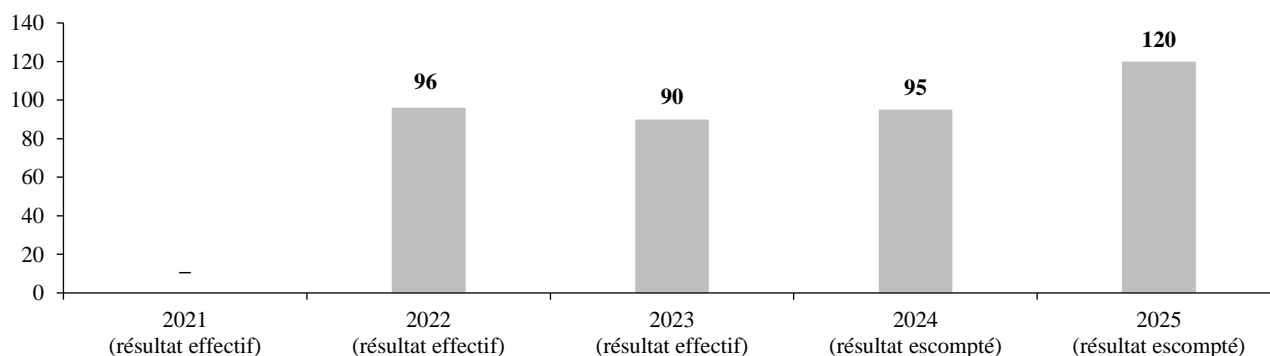
- 9.133 Les enseignements tirés sont les suivants : la participation accrue de toutes les parties prenantes et des gouvernements nationaux pourrait aider les autorités à relever leurs défis nationaux en matière de financement et contribuer à une large prise de conscience au niveau national des accords mondiaux sur le financement du développement. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre

du sous-programme, on utilisera les préparatifs de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement en 2025 et le processus de suivi pour renforcer la participation de toutes les parties prenantes.

- 9.134 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 9.XII)

Figure 9.XII

Mesure des résultats : nombre de pays participant au processus intergouvernemental de suivi des Conférences internationales sur le financement du développement



Produits

- 9.135 On trouvera dans le tableau 9.34 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 9.34

Sous-programme 9 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	39	59	36	43
1. Documents destinés à l'Assemblée générale	6	5	4	10
2. Documents destinés au Conseil économique et social	3	3	2	3
3. Documents destinés au Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale	30	51	30	30
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	191	243	151	161
Réunions ou séances :				
4. Assemblée générale	10	10	10	10
5. Conseil économique et social	30	30	20	20
6. Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale	16	16	16	16
7. Sous-comités du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale	75	127	75	75
8. Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement	30	30	15	15
9. Experts des questions liées au financement du développement durable	30	30	15	15
10. Comité préparatoire intergouvernemental de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement	—	—	—	10

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	44	55	39	39
11. Activités de formation sur les mécanismes de financement du développement	2	2	2	2
12. Ateliers sur les questions fiscales et la mobilisation des ressources nationales	35	46	35	35
13. Activités de formation sur les dialogues interactifs	2	2	—	—
14. Tables rondes ministérielles	2	2	—	—
15. Séminaires sur le financement du développement, y compris débats interactifs avec des représentants de gouvernements et des acteurs institutionnels et non institutionnels (société civile et secteur privé)	3	3	2	2
Publications (nombre de publications)	2	1	1	—
16. <i>Financing for Sustainable Development Report</i> (rapport du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement)	1	1	1	—
17. <i>United Nations Manual for the Negotiation of Bilateral Tax Treaties between Developed and Developing Countries</i>	1	—	—	—
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	4	5	3	3
18. <i>Building on Monterrey: selected policy issues on financing for development</i> (L'après-Monterrey : quelques questions de politique générale sur le financement du développement)	1	1	1	1
19. Études analytiques sur des questions relatives à la coopération au service du développement, y compris la coopération Sud-Sud, et évaluation indépendante des tendances et des progrès en matière de coopération pour le développement	3	4	2	2
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : séances d'information à l'intention des États Membres ; consultations sur les travaux du Groupe des Amis pour le financement des objectifs de développement durable ; consultations sur le financement du développement durable et des objectifs de développement durable, à l'intention de membres d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, y compris l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable, et de représentants d'universités, de fondations et d'entités du système des Nations Unies ; présentation aux États Membres d'exposés et d'avis d'experts sur des questions relatives au développement durable, y compris à l'occasion de consultations bilatérales et de réunions intergouvernementales de haut niveau.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : supports d'information du Forum pour la coopération en matière de développement ; pochettes d'information sur la tenue de manifestations sur le financement du développement durable.				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse sur les travaux annuels, y compris le forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement ; le Dialogue quadriennal de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement ; la réunion biennale de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement ; la manifestation consacrée au financement du développement durable et les consultations multipartites sur le financement du développement ; les travaux du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale ; la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable ; la publication du <i>Financing for Sustainable Development Report</i> (rapport sur le financement du développement durable) ; les travaux de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : tribunes libres et blogs ; sites Web du Bureau du financement du développement durable, du Forum pour la coopération en matière de développement, du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale et des plateformes numériques connexes pour les activités de développement des capacités, et site Web de l'initiative mondiale de développement des capacités en matière de gestion des infrastructures menée conjointement par le Département des affaires économiques et sociales, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; site Web de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable et plateforme de connaissances sur les cadres de financement nationaux intégrés.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Vue d'ensemble

9.136 On trouvera dans les tableaux 9.35 à 9.37 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 9.35

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Postes	80 921,9	85 835,4	601,2	–	–	601,2	0,7	86 436,6
Autres dépenses de personnel	1 472,0	3 085,1	(568,2)	–	–	(568,2)	(18,4)	2 516,9
Dépenses de représentation	0,6	5,5	–	–	–	–	–	5,5
Consultants	345,0	700,4	(66,7)	33,3	(10,0)	(43,4)	(6,2)	657,0
Experts	772,2	1 226,5	–	–	(35,4)	(35,4)	(2,9)	1 191,1
Voyages des représentants	1 633,7	2 412,6	–	–	–	–	–	2 412,6
Voyages du personnel	608,3	495,2	–	–	(2,3)	(2,3)	(0,5)	492,9
Services contractuels	1 701,2	1 777,7	(20,6)	–	173,9	153,3	8,6	1 931,0
Frais généraux de fonctionnement	558,1	761,8	(30,9)	–	(123,2)	(154,1)	(20,2)	607,7
Fournitures et accessoires	2,9	50,3	–	–	(3,0)	(3,0)	(6,0)	47,3
Mobilier et matériel	297,2	216,7	–	–	–	–	–	216,7
Aménagement des locaux	2,1	–	–	–	–	–	–	–
Subventions et contributions	86,0	88,5	–	–	–	–	–	88,5
Autres	(0,4)	–	–	–	–	–	–	–
Total	88 400,9	96 655,7	(85,2)	33,3	–	(51,9)	(0,1)	96 603,8

Tableau 9.36

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2024	496	1 SGA, 2 SSG, 9 D-2, 32 D-1, 68 P-5, 90 P-4, 70 P-3, 46 P-2/1, 33 G(1°C) et 145 G(AC)
Réaffectations ^a	–	1 poste d'assistant(e) principal(e) au service des séances [G(1°C)], qui deviendrait un poste d'assistant(e) principal(e) (gestion des programmes) au titre du sous-programme 1 1 poste de spécialiste adjoint(e) du développement durable (P-2), qui deviendrait un poste de spécialiste adjoint(e) de la gestion de programme au titre du sous-programme 3

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

Titre IV Coopération internationale pour le développement

	Nombre	Informations sur les postes
		1 poste de statisticien(ne) hors classe (P-5), qui deviendrait un poste de spécialiste hors classe de l'information géospatiale au titre du sous-programme 4
		1 poste de statisticien(ne) (P-4), qui deviendrait un poste de spécialiste de l'information géospatiale au titre du sous-programme 4
		1 poste de statisticien(ne) (P-3), qui deviendrait un poste de spécialiste de l'information géospatiale au titre du sous-programme 4
		1 poste d'assistant de secrétariat [G(AC)], qui deviendrait un poste d'assistant (gestion des programmes) au titre du sous-programme 4
Effectif proposé pour 2025	496	1 SGA, 2 SSG, 9 D-2, 32 D-1, 68 P-5, 90 P-4, 70 P-3, 46 P-2/1, 33 G(1°C) et 145 G(AC)

^a Voir annexe II.

Tableau 9.37

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe^a

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1
SSG	2	—	—	—	—	2
D-2	9	—	—	—	—	9
D-1	32	—	—	—	—	32
P-5	68	—	—	—	—	68
P-4	90	—	—	—	—	90
P-3	70	—	—	—	—	70
P-2/1	46	—	—	—	—	46
Total partiel	318	—	—	—	—	318
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
G(1°C)	33	—	—	—	—	33
G(AC)	145	—	—	—	—	145
Total partiel	178	—	—	—	—	178
Total	496	—	—	—	—	496

^a Y compris neuf postes temporaires [3 P-5, 2 P-4, 3 P-3 et 1 G(AC)], qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions [70/248](#) et [71/272](#).

9.137 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 9.38 à 9.40 et dans la figure 9.XIII.

9.138 Comme le montrent les tableaux 9.38 1) et 9.39 1), les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 96 603 800 dollars avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 51 900 dollars (0,1 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation entre dans les catégories Ajustements techniques et Nouveaux mandats et mandats élargis. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 9.38

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
A. Organes directeurs	1 375,0	2 021,1	—	—	—	—	—	2 021,1
B. Direction exécutive et administration	5 263,3	5 417,8	—	—	—	—	—	5 417,8
C. Programme de travail								
1. Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable	7 890,8	8 529,8	—	—	—	—	—	8 529,8
2. Développement social inclusif	9 755,0	10 524,7	—	33,3	—	33,3	0,3	10 558,0
3. Développement durable	8 934,5	10 262,8	(66,7)	—	—	(66,7)	(0,6)	10 196,1
4. Statistiques	20 666,3	21 124,9	523,5	—	—	523,5	2,5	21 648,4
5. Population	7 064,8	7 666,9	77,7	—	—	77,7	1,0	7 744,6
6. Politiques et analyse économiques	7 011,8	7 568,6	—	—	—	—	—	7 568,6
7. Institutions publiques et administration numérique	6 938,0	7 276,6	—	—	—	—	—	7 276,6
8. Gestion durable des forêts	2 356,2	2 562,8	—	—	—	—	—	2 562,8
9. Financement du développement durable	6 052,1	8 246,8	(619,7)	—	—	(619,7)	(7,5)	7 627,2
Total partiel (C)	76 669,5	83 764,0	(85,2)	33,3	—	(51,9)	(0,1)	83 712,1
D. Appui au programme	5 093,1	5 452,8	—	—	—	—	—	5 452,8
Total partiel (1)	88 400,9	96 655,7	(85,2)	33,3	—	(51,9)	(0,1)	96 603,8

2) *Ressources extrabudgétaires*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (estimations)	Variation	Pourcentage	2025 (prévisions)
A. Organes directeurs	—	—	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	381,0	820,0	(788,0)	(96,1)	32,0
C. Programme de travail					
1. Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable	413,3	490,0	—	—	490,0
2. Développement social inclusif	1 594,2	755,6	(435,6)	(57,6)	320,0

Titre IV Coopération internationale pour le développement

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>2023 (dépenses effectives)</i>	<i>2024 (estimations)</i>	<i>Variation</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>2025 (prévisions)</i>
3. Développement durable	10 560,5	12 841,8	(3 083,3)	(24,0)	9 758,5
4. Statistiques	3 775,6	8 216,7	(2 742,1)	(33,4)	5 474,6
5. Population	477,0	545,1	(531,6)	(97,5)	13,5
6. Politiques et analyse économiques	219,6	445,0	(70,0)	(15,7)	375,0
7. Institutions publiques et administration numérique	4 155,2	3 510,2	(996,8)	(28,4)	2 513,4
8. Gestion durable des forêts	1 168,5	1 514,9	(405,8)	(26,8)	1 109,1
9. Financement du développement durable	3 431,5	7 668,9	851,2	11,1	8 520,1
Total partiel (C)	25 795,4	35 988,2	(7 414,0)	(20,6)	28 574,2
D. Appui au programme	69 407,8	67 409,8	5 596,5	8,3	73 006,3
Total partiel (2)	95 584,2	104 218,0	(2 605,5)	(2,5)	101 612,5
Total	183 985,1	200 873,7	(2 657,4)	(1,3)	198 216,3

Tableau 9.39

Vue d'ensemble : postes proposés pour 2025, par source de financement, composante et sous-programme

(Nombre de postes)

 1) *Budget ordinaire*

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Effectif approuvé pour 2024</i>	<i>Changements</i>				<i>Effectif proposé pour 2025</i>
		<i>Ajustements techniques</i>	<i>Nouveaux mandats et mandats élargis</i>	<i>Autres changements</i>	<i>Total</i>	
A. Organes directeurs	—	—	—	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	26	—	—	—	—	26
C. Programme de travail						
1. Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable	43	—	—	—	—	43
2. Développement social inclusif	58	—	—	—	—	58
3. Développement durable	51	—	—	—	—	51
4. Statistiques	128	—	—	—	—	128
5. Population	41	—	—	—	—	41
6. Politiques et analyse économiques	42	—	—	—	—	42
7. Institutions publiques et administration numérique	40	—	—	—	—	40
8. Gestion durable des forêts	12	—	—	—	—	12
9. Financement du développement durable	34	—	—	—	—	34
Total partiel (C)	449	—	—	—	—	449

Composante/sous-programme	Changements				Effectif proposé pour 2025
	Effectif approuvé pour 2024	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total
D. Appui au programme	21	–	–	–	21
Total partiel (1)	496	–	–	–	496

2) Ressources extrabudgétaires

Composante/sous-programme	2024 (estimations)	Variation	2025 (prévisions)
A. Organes directeurs	–	–	–
B. Direction exécutive et administration	–	–	–
C. Programme de travail			
1. Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable	–	–	–
2. Développement social inclusif	–	–	–
3. Développement durable	2	–	2
4. Statistiques	1	–	1
5. Population	1	(1)	–
6. Politiques et analyse économiques	–	–	–
7. Institutions publiques et administration numérique	–	–	–
8. Gestion durable des forêts	2	–	2
9. Financement du développement durable	13	–	13
Total partiel (C)	19	(1)	18
D. Appui au programme	31	–	31
Total partiel (2)	50	(1)	49
Total	546	(1)	545

Tableau 9.40

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

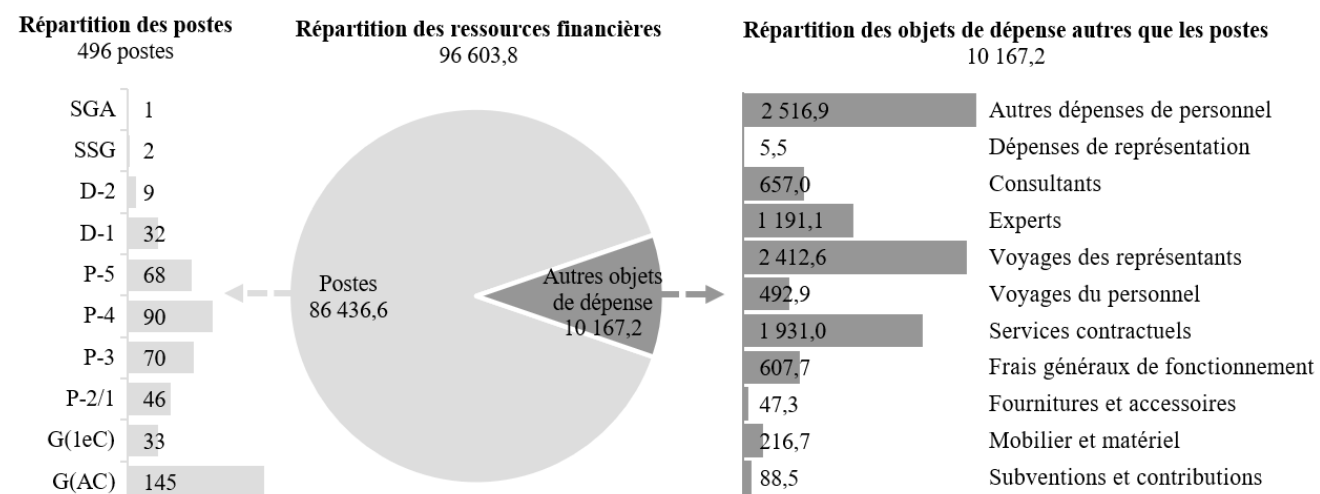
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	80 921,9	85 835,4	601,2	–	–	601,2	0,7	86 436,6
Autres objets de dépense	7 479,0	10 820,3	(686,4)	33,3	–	(653,1)	(6,0)	10 167,2
Total	88 400,9	96 655,7	(85,2)	33,3	–	(51,9)	(0,1)	96 603,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		318	–	–	–	–	–	318
Agents des services généraux et des catégories apparentées		178	–	–	–	–	–	178
Total		496	–	–	–	–	–	496

Figure 9.XIII

Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme****Récapitulatif des changements relatifs aux ressources****Ajustements techniques**

- 9.139 Comme le montre le tableau 9.38 1), les changements entraînent une diminution nette de 85 200 dollars, qui s'explique comme suit :

- a) **Sous-programme 3 (Développement durable).** La diminution de 66 700 dollars tient au non-renouvellement de crédits au titre des consultants approuvés pour 2024 par l'Assemblée générale dans sa résolution [78/232](#) sur le suivi et l'application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ;
- b) **Sous-programme 4 (Statistiques).** L'augmentation de 523 500 dollars s'explique par le fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants est appliqué, conformément à la pratique établie, à sept postes qui avaient été créés en 2024 en application de la résolution [78/252](#) de l'Assemblée, à savoir 1 poste de chef de la Section de l'information géospatiale (P-5), 1 poste de spécialiste de l'information géospatiale (P-4), 2 postes de spécialiste de l'information géospatiale (P-3), 1 poste de spécialiste adjoint(e) de l'information géospatiale (P-2) et 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)], pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait alors été appliqué ;
- c) **Sous-programme 5 (Population).** L'augmentation de 77 700 dollars s'explique par le fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants est appliqué, conformément à la pratique établie, à un poste d'ingénieur(e) de données (P-3), qui avait été créé en 2024 en application de la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale et auquel un taux de vacance de 50 % avait alors été appliqué ;
- d) **Sous-programme 9 (Financement du développement durable).** La diminution de 619 700 dollars est liée au non-renouvellement de crédits (autres dépenses de personnel, services contractuels et frais généraux de fonctionnement) approuvés par l'Assemblée générale pour 2024 dans sa résolution [78/230](#) sur la promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies.

Nouveaux mandats et mandats élargis

- 9.140 Comme le montre le tableau 9.38 1), les changements entraînent une augmentation de 33 300 dollars au titre du sous-programme 2 (Développement social inclusif), qui résulte des dépenses non renouvelables relatives à l'établissement, en collaboration avec ONU-Habitat, d'un rapport sur les politiques et programmes visant à lutter contre le sans-abrisme, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19, en application de la résolution [78/172](#) de l'Assemblée générale. Les ressources demandées permettraient de retenir les services d'un(e) consultant(e) qui serait chargé(e) de mener des recherches ciblées sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de politiques de développement social inclusives, en mettant l'accent sur les groupes défavorisés, tels que les peuples autochtones, les personnes âgées, les personnes handicapées et les jeunes, et de faire des recommandations sur l'accès de toutes et tous à un logement adéquat et sûr et à un prix abordable.

Ressources extrabudgétaires

- 9.141 Comme le montrent les tableaux 9.38 2) et 8.39 2), les ressources extrabudgétaires se chiffrent à 101 612 500 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à financer diverses activités de fond et activités de renforcement des capacités. Il est prévu de recevoir un montant de 62 307 700 dollars, qui servira à alimenter le fonds d'affectation spéciale du Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires, qui est administré par le Département (composante Appui au programme).
- 9.142 Les contributions en nature qu'il est prévu de recevoir concernent des droits d'usage cédés sans contrepartie pour les locaux des projets, d'un montant estimé à 446 000 dollars (245 000 dollars au titre du sous-programme 3, 158 000 dollars au titre du sous-programme 4 et 43 000 dollars au titre du sous-programme 7) et divers services tels que la fourniture d'avis d'experts, la mise à disposition d'installations de formation et la fourniture de matériel, d'un montant estimé à 472 000 dollars (127 000 dollars au titre du sous-programme 3 et 345 000 dollars au titre du sous-programme 7).

- 9.143 Les ressources extrabudgétaires dont il est question ici sont placées sous le contrôle du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, à qui le Secrétaire général a délégué des pouvoirs.

Organes directeurs

- 9.144 Les ressources demandées au titre de cette composante serviraient à financer les dépenses afférentes aux organes directeurs, comme indiqué dans le tableau 9.41.

Tableau 9.41

Organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Organe directeur	Informations supplémentaires	2024	2025
		(ressources approuvées)	(prévisions avant actualisation des coûts)
Forum politique de haut niveau pour le développement durable	Mandat : résolutions 66/288 , 67/290 , 70/299 et 75/290 B de l'Assemblée générale Composition : tous les États Membres de l'ONU et les États membres des institutions spécialisées Nombre de sessions en 2025 : 1 (session annuelle tenue sous les auspices du Conseil économique et social)	448,8	400,0
Commission du développement social	Mandat : résolutions 10 (II) , 1139 (XLI) , 1996/7 et 2016/6 du Conseil économique et social Composition : 46 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2025 : 1	136,3	136,3
Instance permanente sur les questions autochtones	Mandat : résolution 2000/22 du Conseil économique et social Composition : 16 experts Nombre de sessions en 2025 : 1	236,1	236,1
Commission de statistique	Mandat : résolution 1566 (L) du Conseil économique et social, réaffirmant sa résolution 8 (I) telle que modifiée par la résolution 8 (II) de 1946 ; résolutions 2006/6 et 2020/5 et 2022/3 Composition : 24 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2025 : 1	70,8	140,0
Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale	Mandat : résolutions 2011/24, 2016/27 et 2022/24 du Conseil économique et social Composition : experts de tous les États Membres et experts d'organisations internationales qui participent en qualité d'observateurs Nombre de sessions en 2025 : 1	-	-
Commission de la population et du développement	Mandat : résolutions 3 (III) , 150 (VII) et 2016/25 et décision 1995/320 du Conseil économique et social et résolution 49/128 de l'Assemblée générale Composition : 47 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2025 : 1	81,7	140,0
Comité des politiques de développement	Mandat : résolutions 1998/46 et 2023/10 du Conseil économique et social et résolution 67/221 de l'Assemblée générale Composition : 24 spécialistes du développement économique, du développement social et de la protection de l'environnement, qui siègent à titre personnel Nombre de sessions en 2025 : 1	230,5	230,5

Organe directeur	Informations supplémentaires	2024	2025
		(ressources approuvées)	(prévisions avant actualisation des coûts)
Comité d'experts de l'administration publique	Mandat : résolutions 2001/45 et 2003/60 du Conseil économique et social Composition : 24 spécialistes des domaines interdépendants de l'économie publique, de l'administration publique et des finances publiques, qui siègent à titre personnel Nombre de sessions en 2025 : 1	223,0	223,0
Forum des Nations Unies sur les forêts	Mandat : résolutions 2000/35 et 2015/33 du Conseil économique et social et résolution 71/285 de l'Assemblée générale Composition : 197 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2025 : 1	67,4	67,4
Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale	Mandat : résolutions 1273 (XLIII), 2004/69 et 2017/2 du Conseil économique et social et résolution 69/313 de l'Assemblée générale Composition : 25 experts nommés par les gouvernements et agissant en qualité d'experts Nombre de sessions en 2025 : 2	526,5	447,8
Total		2 021,1	2 021,1

9.145 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 2 021 100 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.42.

Tableau 9.42

Organes directeurs : évolution des ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements			Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Objets de dépense autres que les postes									
Voyages des représentants	1 375,0	2 021,1	—	—	—	—	—	—	2 021,1
Total	1 375,0	2 021,1	—	—	—	—	—	—	2 021,1

Direction exécutive et administration

9.146 Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales assure la gestion d'ensemble et l'administration du Département et veille à l'exécution des mandats et du programme de travail approuvé et à l'utilisation responsable des ressources humaines, financières et matérielles du Département. Il convoque les réunions du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales et est membre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et directeur de programme du Compte de l'ONU pour le développement, y compris pour ce qui est des activités de renforcement des capacités. Il est secondé par la Sous-Secrétaire générale à la coordination des politiques et le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique.

- 9.147 La Sous-Secrétaire générale à la coordination des politiques seconde le Secrétaire général adjoint en fournissant un appui fonctionnel et des orientations concernant l'aide que le Département apporte aux mécanismes intergouvernementaux, notamment à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires et au forum politique de haut niveau pour le développement durable. Elle soutient également les travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.
- 9.148 Le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique est le principal conseiller économique du Secrétaire général adjoint auquel il apporte son concours en dirigeant et en orientant les travaux de recherche et d'analyse menés par le Département dans le domaine des politiques, notamment pour ce qui est des questions nouvelles. Il assure également la coordination et l'examen des publications du Département, des rapports du Secrétaire général et de divers produits techniques qui aident à mieux faire connaître les activités du Département en matière de politiques mondiales de développement et en facilitent la mise en œuvre.
- 9.149 En outre, les Sous-Secrétaires généraux sont chargés du contrôle fonctionnel et de la coordination de certains sous-programmes, dans le cadre des pouvoirs qui leur sont délégués par le Secrétaire général adjoint, comme le montre l'annexe I.B relative à l'organigramme et à la répartition des postes proposés pour 2025. L'arrangement qui est proposé aiderait le Département à adapter sa réponse face aux demandes croissantes concernant ses programmes de fond.
- 9.150 Le Bureau du Secrétaire général adjoint aide l'équipe de direction à assurer la coordination et la gestion d'ensemble des programmes et des ressources et à mettre en œuvre des initiatives dans le Département et l'ensemble des activités de programmation, de suivi et d'évaluation du Département. Il facilite les travaux des personnes référentes du Département pour les questions de genre et les questions de handicap et examine les rapports destinés aux organes délibérants et les publications phares du Département.
- 9.151 Le Bureau du Secrétaire général adjoint comprend le Service de la planification stratégique et des communications et le Groupe du programme, du suivi et de l'évaluation. Le Service de la planification stratégique et des communications aide le Secrétaire général adjoint à faire progresser les objectifs stratégiques, l'intégration et la cohérence des politiques du Département, notamment pour ce qui est de la collaboration avec d'autres entités du Secrétariat dans les domaines de la gestion des connaissances, de la communication, des sites Web, de la communication sur les réseaux sociaux et autres médias, des services de publication et des technologies de l'information. Il soutient l'action du Département au sein du Comité exécutif du Secrétaire général et des mécanismes et organes de coordination et représente le Département auprès des organes directeurs et normatifs du Secrétariat, tels que le Comité des publications, le Conseil de l'informatique et des communications et le Groupe de la communication des Nations Unies. Il soutient également le comité de rédaction et les réseaux de communication et de planification stratégiques du Département, ainsi que la mise en œuvre du cadre de communication stratégique du Département.
- 9.152 Le Groupe du programme, du suivi et de l'évaluation coordonne l'établissement du plan-programme annuel et est chargé du suivi et de l'évaluation internes du travail du Département. Il apporte son concours aux évaluations et aux audits réalisés par les organes de contrôle. Il établit également des rapports de suivi qui aident les responsables à prendre des décisions. Il fonctionne indépendamment des autres services opérationnels et services de gestion du Département.
- 9.153 Comme prévu dans la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution [72/219](#), le Département incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Il utilise des plateformes en ligne et organise des réunions et des ateliers en ligne ou selon des modalités hybrides, dans la mesure du possible. En 2025, le Département continuera de réduire sa consommation de papier et ses déchets, distribuant pour ce faire les documents et les supports sous forme électronique, fera en sorte qu'un plus grand nombre de réunions se déroulent sans support papier et s'emploiera à améliorer la lisibilité des publications

numériques. Avec le soutien de donateurs, il compensera les émissions de gaz à effet de serre tenant aux voyages en avion effectués aux fins de la participation aux grandes conférences. Lors des manifestations organisées par ses soins, il veille scrupuleusement à respecter la politique de l'Organisation visant à éviter les plastiques à usage unique.

- 9.154 On trouvera dans le tableau 9.43 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. Le respect des délais fixés pour l'achat des billets s'est amélioré en 2023 par rapport à 2022, mais la planification est restée difficile. Le Département a communiqué des orientations internes sur les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion, notamment en ce qui concerne les voyages liés aux réunions intergouvernementales, aux manifestations et aux ateliers organisés par ses soins. La réception tardive des contributions volontaires et la désignation tardive de voyageurs n'ayant pas la qualité de fonctionnaires expliquent également en partie que les directives n'aient pas été respectées autant qu'elles auraient dû l'être. Le Département s'attachera à améliorer le respect des délais, notamment en planifiant aussi tôt que possible les manifestations qu'il organise et en collaborant plus étroitement avec les gouvernements en ce qui concerne la désignation des représentants et représentantes. En 2023, il a continué de soumettre la quasi-totalité de ses documents dans les délais prescrits.

Tableau 9.43
Respect des délais

(En pourcentage)

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	98	98	95	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	41	48	60	100	100

- 9.155 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 5 417 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.44 et la figure 9.XIV.

Tableau 9.44
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

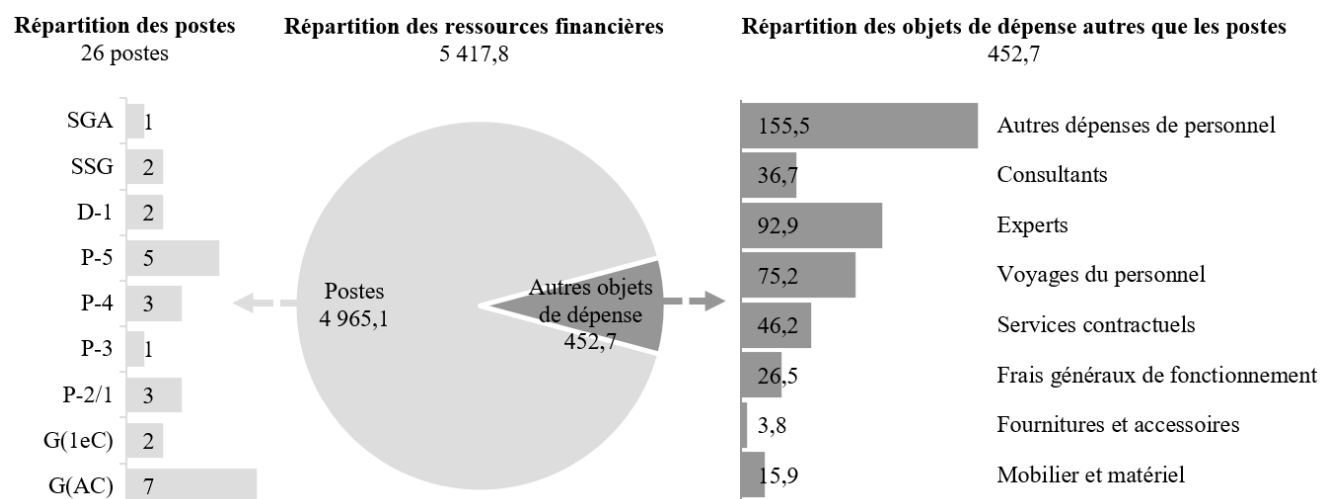
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	4 781,6	4 965,1	—	—	—	—	—	—	4 965,1
Autres objets de dépense	481,4	452,7	—	—	—	—	—	—	452,7
Total	5 263,3	5 417,8	—	—	—	—	—	—	5 417,8
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		17	—	—	—	—	—	—	17
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	—	—	—	—	—	—	9
Total		26	—	—	—	—	—	—	26

Figure 9.XIV

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Programme de travail****Sous-programme 1****Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable**

9.156 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 8 529 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.45 et la figure 9.XV.

Tableau 9.45

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

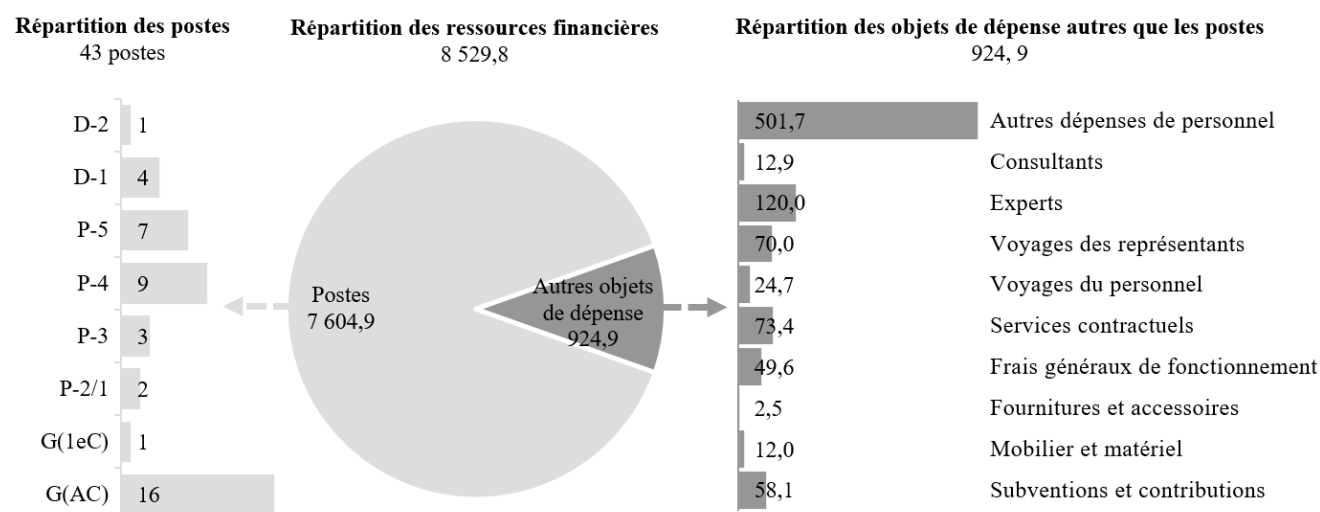
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements					
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses										
Postes	7 176,4	7 604,9	—	—	—	—	—	—	7 604,9	
Autres objets de dépense	714,4	924,9	—	—	—	—	—	—	924,9	
Total	7 890,8	8 529,8	—	—	—	—	—	—	8 529,8	
Postes, par catégorie										
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		26	—	—	—	—	—	—	26	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		17	—	—	—	—	—	—	17	
Total		43	—	—	—	—	—	—	43	

Figure 9.XV

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 2

Développement social inclusif

9.157 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 10 558 000 dollars et font apparaître une augmentation de 33 300 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 9.140 des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.46 et la figure 9.XVI.

Tableau 9.46

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

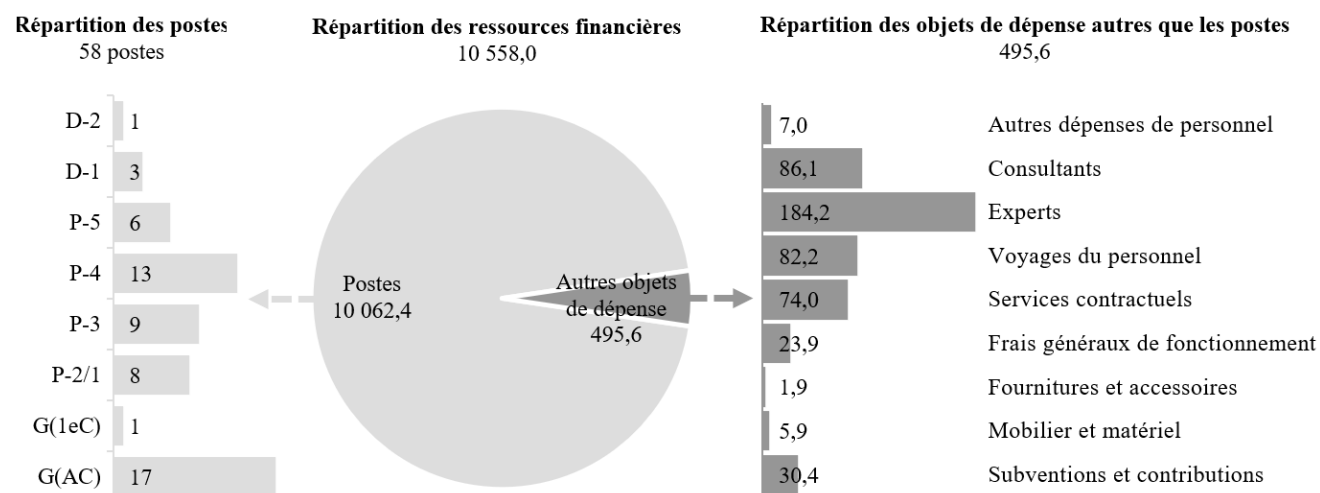
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	9 310,6	10 062,4	—	—	—	—	—	10 062,4
Autres objets de dépense	444,4	462,3	—	33,3	—	33,3	7,2	495,6
Total	9 755,0	10 524,7	—	33,3	—	33,3	0,3	10 558,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		40	—	—	—	—	—	40
Agents des services généraux et des catégories apparentées		18	—	—	—	—	—	18
Total		58	—	—	—	—	—	58

Figure 9.XVI

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 3

Développement durable

9.158 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 10 196 100 dollars et font apparaître une diminution de 66 700 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 9.139 a) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.47 et la figure 9.XVII.

Tableau 9.47

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

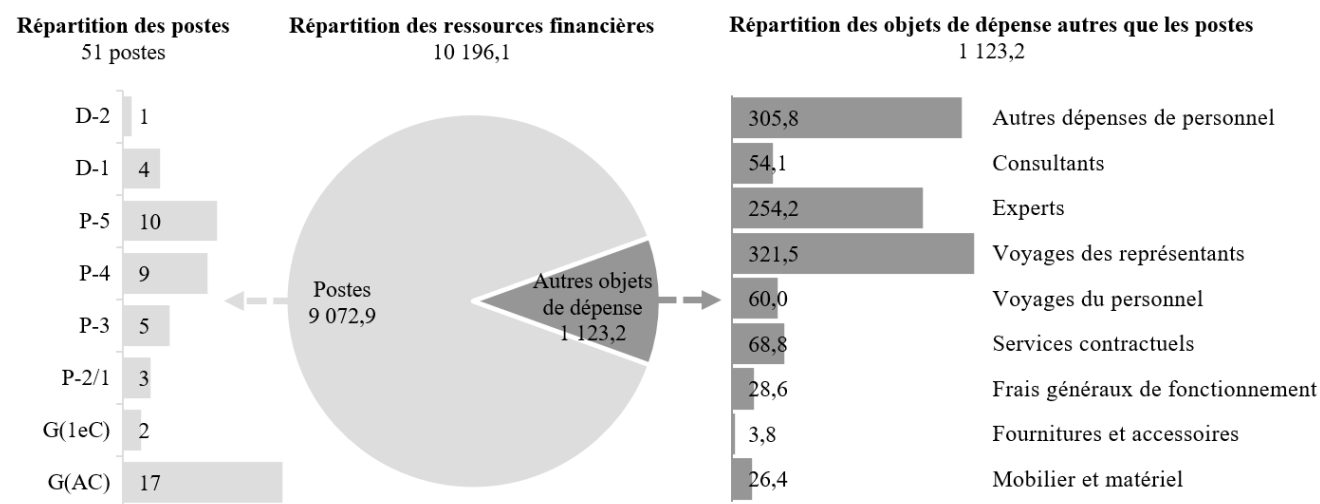
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	7 969,9	9 072,9	—	—	—	—	—	—	9 072,9
Autres objets de dépense	964,6	1 189,9	(66,7)	—	—	(66,7)	(5,6)		1 123,2
Total	8 934,5	10 262,8	(66,7)	—	—	(66,7)	(0,6)		10 196,1
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		32	—	—	—	—	—		32
Agents des services généraux et des catégories apparentées		19	—	—	—	—	—		19
Total		51	—	—	—	—	—		51

Figure 9.XVII

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Sous-programme 4
Statistiques**

9.159 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 21 648 400 dollars et font apparaître une augmentation de 523 500 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 9.139 b) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.48 et la figure 9.XVIII.

Tableau 9.48

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

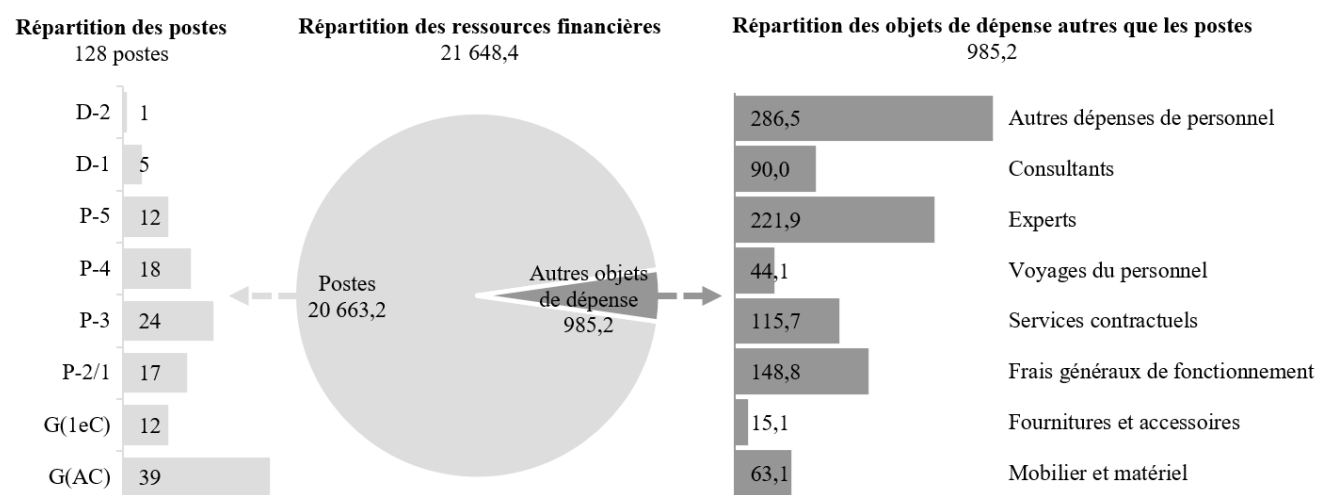
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	19 777,7	20 139,7	523,5	—	—	523,5	2,6	20 663,2	
Autres objets de dépense	888,6	985,2	—	—	—	—	—	985,2	
Total	20 666,3	21 124,9	523,5	—	—	523,5	2,5	21 648,4	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		77	—	—	—	—	—	77	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		51	—	—	—	—	—	51	
Total		128	—	—	—	—	—	128	

Figure 9.XVIII

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Sous-programme 5
Population**

9.160 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 7 744 600 dollars et font apparaître une augmentation de 77 700 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 9.139 c) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.49 et la figure 9.XIX.

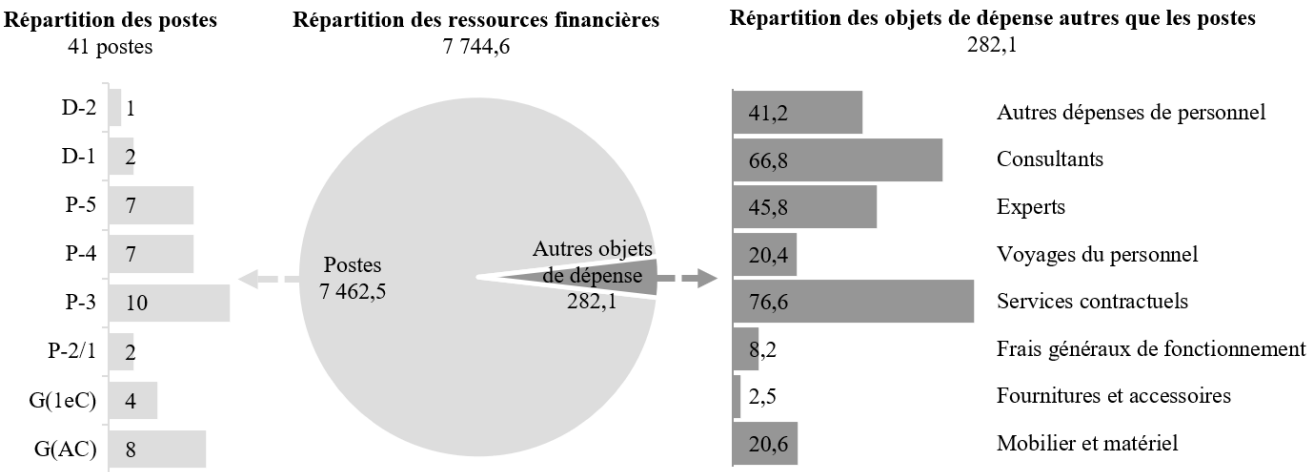
Tableau 9.49

Sous-programme 5 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 848,8	7 384,8	77,7	—	—	77,7	1,1	7 462,5
Autres objets de dépense	216,0	282,1	—	—	—	—	—	282,1
Total	7 064,8	7 666,9	77,7	—	—	77,7	1,0	7 744,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		29	—	—	—	—	—	29
Agents des services généraux et des catégories apparentées		12	—	—	—	—	—	12
Total		41	—	—	—	—	—	41

Figure 9.XIX
Sous-programme 5 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 6 Politiques et analyse économiques

9.161 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 7 568 600 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.50 et la figure 9.XX.

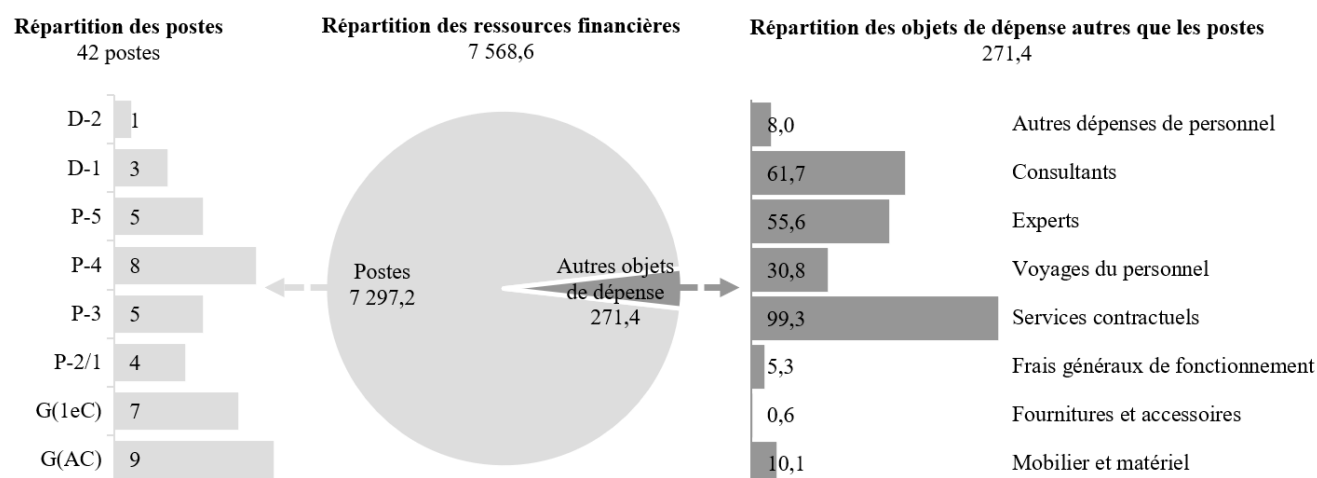
Tableau 9.50
Sous-programme 6 : évolution des ressources financières et des postes
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 810,7	7 297,2	—	—	—	—	—	7 297,2
Autres objets de dépense	201,1	271,4	—	—	—	—	—	271,4
Total	7 011,8	7 568,6	—	—	—	—	—	7 568,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		26	—	—	—	—	—	26
Agents des services généraux et des catégories apparentées		16	—	—	—	—	—	16
Total		42	—	—	—	—	—	42

Figure 9.XX

Sous-programme 6 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 7

Institutions publiques et administration numérique

9.162 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 7 276 600 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.51 et la figure 9.XXI.

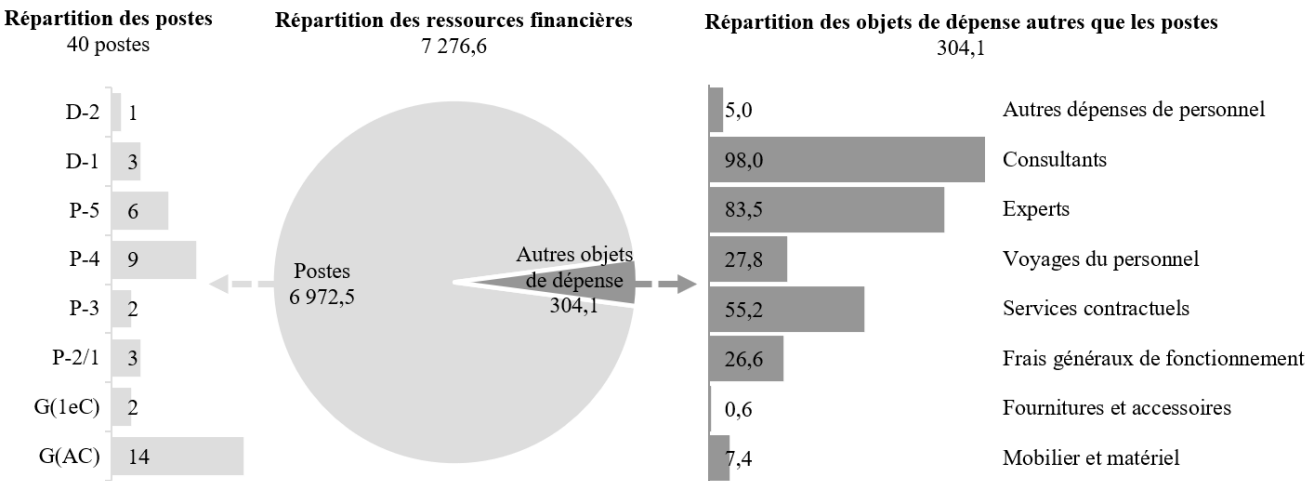
Tableau 9.51

Sous-programme 7 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 716,7	6 972,5	—	—	—	—	—	6 972,5
Autres objets de dépense	221,3	304,1	—	—	—	—	—	304,1
Total	6 938,0	7 276,6	—	—	—	—	—	7 276,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		24	—	—	—	—	—	24
Agents des services généraux et des catégories apparentées		16	—	—	—	—	—	16
Total		40	—	—	—	—	—	40

Figure 9.XXI
Sous-programme 7 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 8 Gestion durable des forêts

9.163 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 2 562 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.52 et la figure 9.XXII.

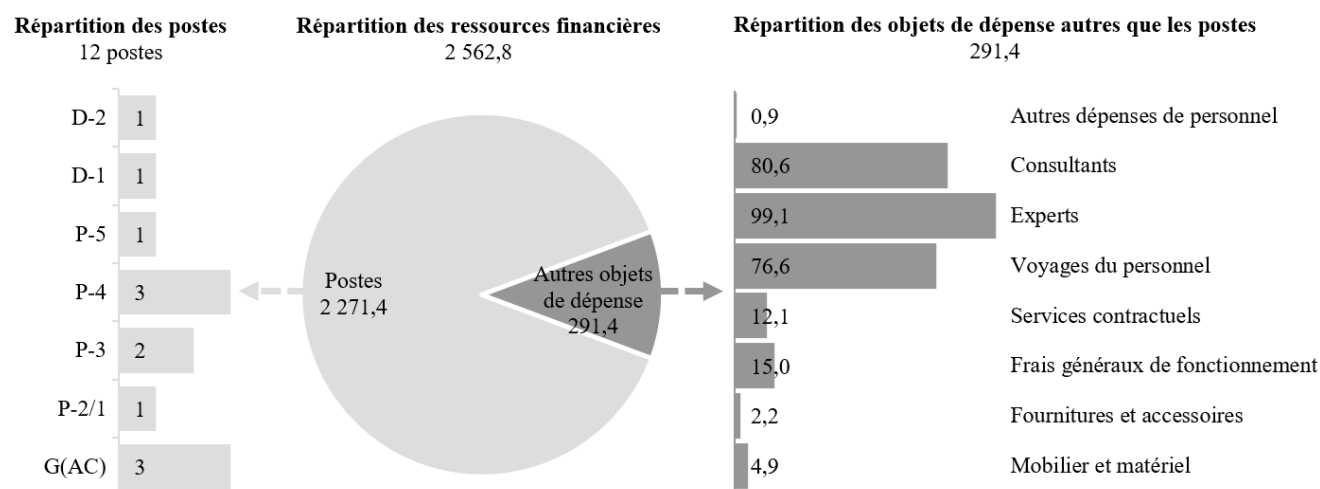
Tableau 9.52
Sous-programme 8 : évolution des ressources financières et des postes
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 168,1	2 271,4	—	—	—	—	—	2 271,4
Autres objets de dépense	188,1	291,4	—	—	—	—	—	291,4
Total	2 356,2	2 562,8	—	—	—	—	—	2 562,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		9	—	—	—	—	—	9
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	—	—	—	—	—	3
Total		12	—	—	—	—	—	12

Figure 9.XXII

Sous-programme 8 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 9

Financement du développement durable

9.164 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 7 627 200 dollars et font apparaître une diminution de 619 700 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 9.139 d) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.53 et la figure 9.XXIII.

Tableau 9.53

Sous-programme 9 : évolution des ressources financières et des postes

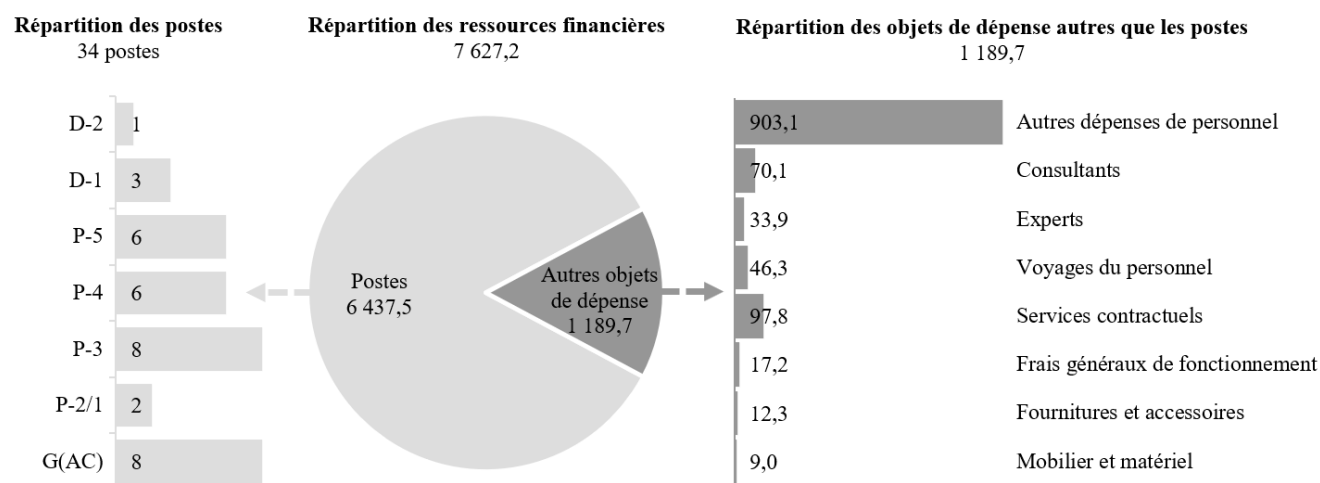
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	5 658,6	6 437,5	—	—	—	—	—	6 437,5
Autres objets de dépense	393,5	1 809,4	(619,7)	—	—	(619,7)	(34,2)	1 189,7
Total	6 052,1	8 246,9	(619,7)	—	—	(619,7)	(7,5)	7 627,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		26	—	—	—	—	—	26
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	—	—	—	—	—	8
Total		34	—	—	—	—	—	34

Figure 9.XXIII

Sous-programme 9 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Appui au programme**

- 9.165 Le Service administratif et le Bureau de la gestion des programmes de développement des capacités assurent l'appui au programme.
- 9.166 Le Service administratif apporte son concours au Secrétaire général adjoint comme suit : a) dans l'exercice des pouvoirs qui ont été délégués à celui-ci afin qu'il gère les ressources humaines, financières et matérielles du Département ; b) dans le contexte du dispositif de suivi et d'application du principe de responsabilité ; c) en tant que principal interlocuteur du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel, notamment s'agissant de la participation à des réseaux de personnes référentes ou à des comités à l'appui de diverses initiatives de réforme touchant à l'administration. Il fournit également un soutien administratif à d'autres entités du Siège.
- 9.167 Le Bureau de la gestion des programmes de développement des capacités gère et coordonne le renforcement des capacités au nom du Département : à cet effet, il formule des orientations stratégiques et assure la coordination aux fins de la conception et de la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités cohérentes et intégrées qui aident les États Membres à transposer les documents issus des grandes conférences des Nations Unies et des mécanismes intergouvernementaux en stratégies et plans nationaux. Il gère à la fois des ressources inscrites au budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires. Il promeut et soutient également la coopération et les partenariats stratégiques au sein du Secrétariat et avec le système des Nations Unies pour le développement dans son ensemble, y compris le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, afin d'assurer un appui plus cohérent et intégré à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba au niveau des pays. Le Bureau aide le Secrétaire général adjoint à s'acquitter de ses fonctions de directeur de programme du Compte de l'ONU pour le développement. Il gère également le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires pour le Secrétariat et pour le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.
- 9.168 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 5 452 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 9.54 et la figure 9.XXIV.

Tableau 9.54

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

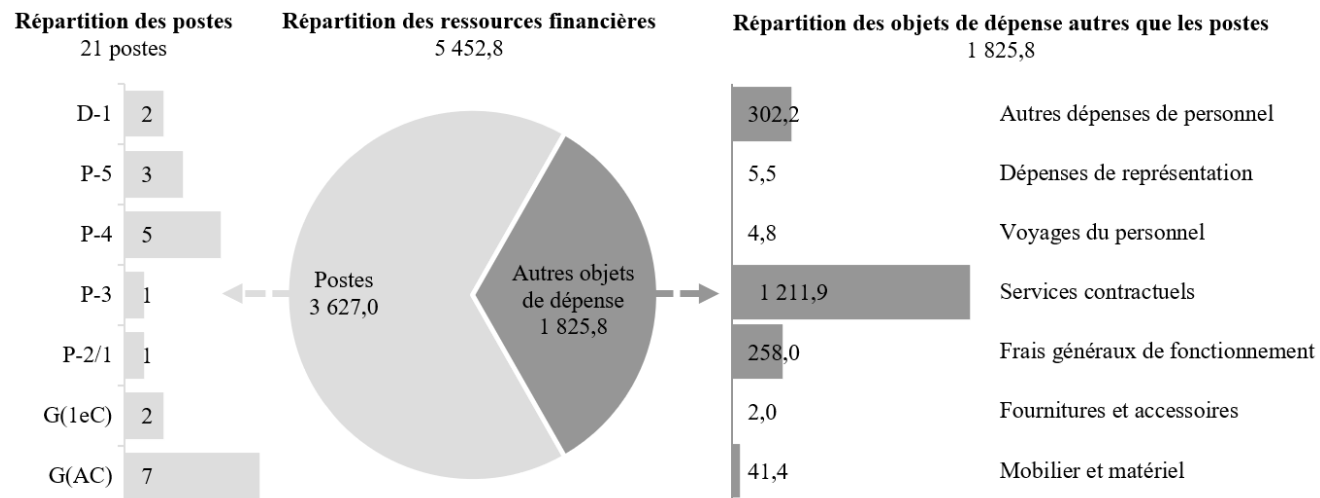
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 702,7	3 627,0	—	—	—	—	—	3 627,0
Autres objets de dépense	1 390,4	1 825,8	—	—	—	—	—	1 825,8
Total	5 093,1	5 452,8	—	—	—	—	—	5 452,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	—	—	—	—	—	12
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	—	—	—	—	—	9
Total		21	—	—	—	—	—	21

Figure 9.XXIV

Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Annexe I

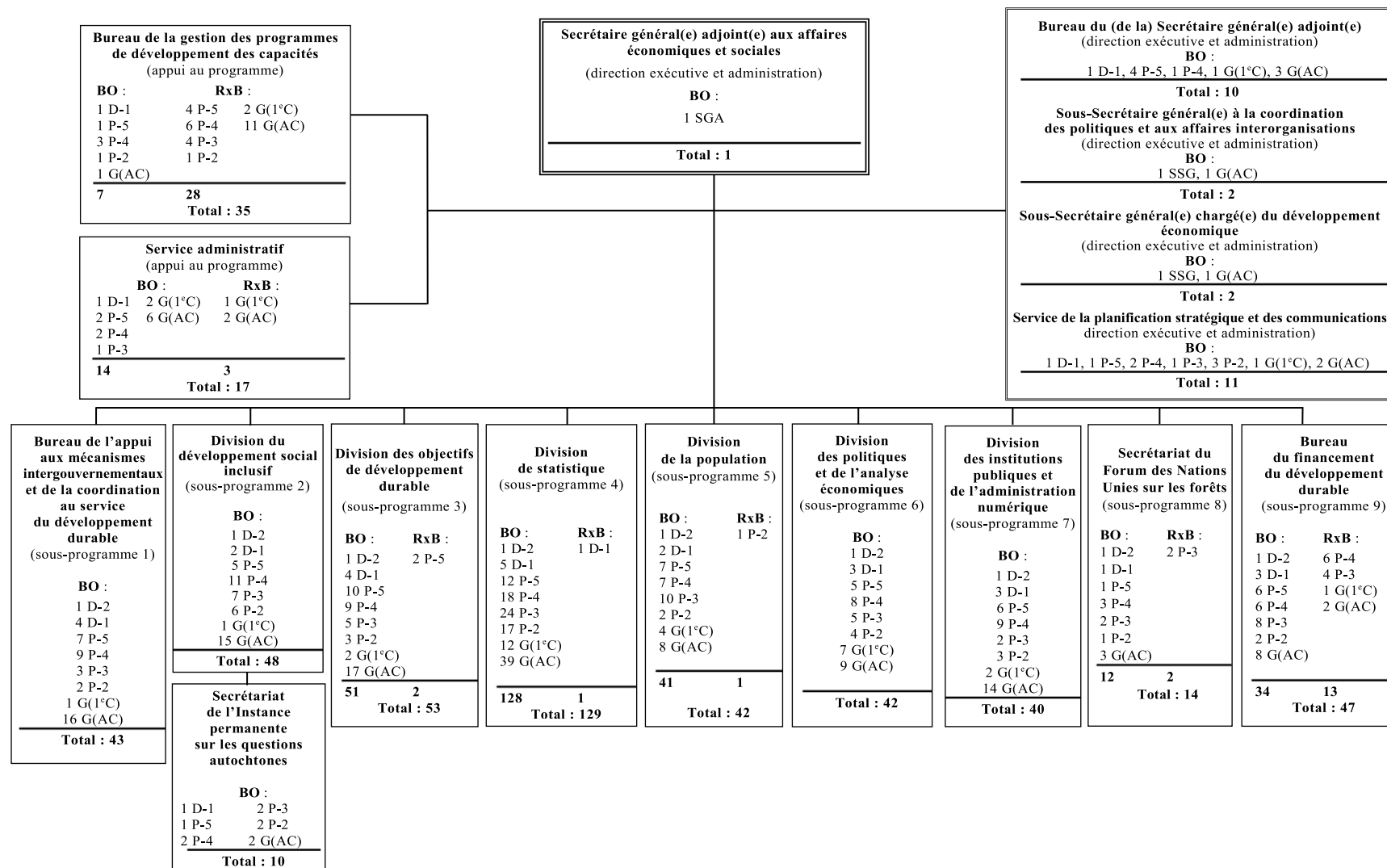
Organigramme et répartition des postes pour 2025

On trouvera ci-après deux organigrammes représentant la structure du Département des affaires économiques et sociales. Le premier montre la structure approuvée pour 2024 [voir [A/78/6 \(Sect. 9\)](#)] et le second la structure qui est proposée pour 2025.

Justification des changements proposés

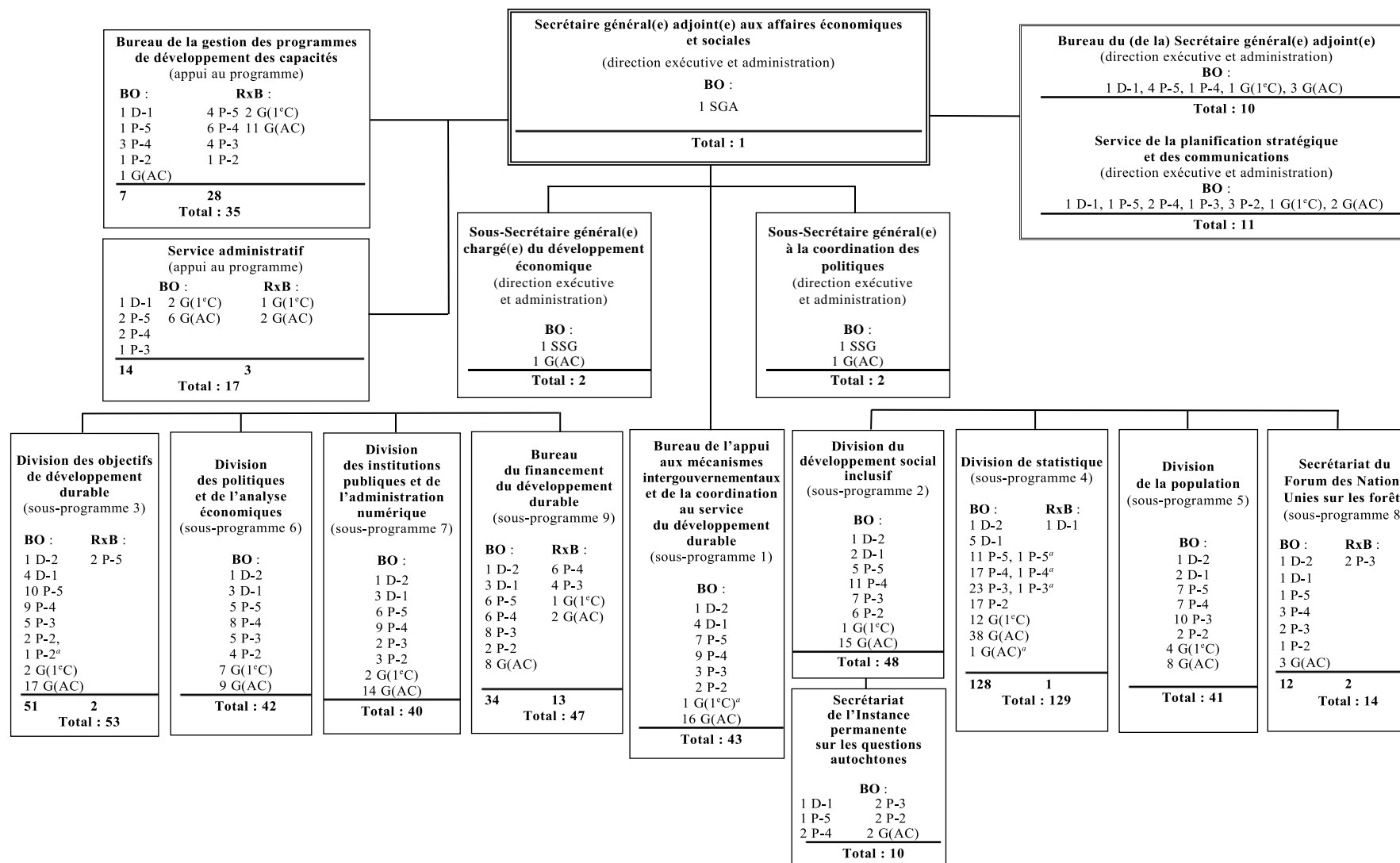
L'organigramme et la répartition des postes proposés dans l'organigramme B reflètent des changements concernant les rattachements hiérarchiques. Les directrices et directeurs de certaines divisions feraient rapport au Secrétaire général adjoint par l'intermédiaire des Sous-Secrétaires généraux, ce qui aiderait le Département à mieux faire face aux sollicitations croissantes auxquelles ses programmes de fond sont soumis.

A. Organigramme et répartition des postes approuvés pour 2024^a



^aChangements concernant les postes extrabudgétaires.

B. Organigramme et répartition des postes proposés pour 2025



Abréviations : BO = budget ordinaire ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

^a Réaffectation.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes

Composante/sous-programme	Postes	Classe	Description	Justification
Sous-programme 1 (Appui aux mécanismes intergouvernementaux et coordination au service du développement durable)	1	G(1°C)	Réaffectation de 1 poste d'assistant(e) principal(e) au service des séances, qui deviendrait un poste d'assistant(e) principal(e) (gestion des programmes)	La réaffectation vise à mieux prendre en considération les besoins du sous-programme et les fonctions exercées par le (la) titulaire dans le Bureau du (de la) directeur(trice). Il importe de plus en plus de disposer de capacités dans le domaine de la gestion des programmes, notamment aux fins des préparatifs des grandes réunions intergouvernementales et de la mise en œuvre et du suivi des textes qui en sont issus, ainsi que pour la planification, l'exécution et le suivi des programmes de travail du sous-programme. Les fonctions s'attachant actuellement au poste dont la réaffectation est proposée sont plus largement assumées par d'autres membres du personnel d'appui affectés au sous-programme. Le changement qui est proposé permettra de répondre de manière plus efficace aux besoins du Bureau dans son ensemble et de soutenir la présidence du Conseil économique et social.
Sous-programme 3 (Développement durable)	1	P-2	Réaffectation de 1 poste de spécialiste adjoint(e) du développement durable, qui deviendrait un poste de spécialiste adjoint(e) de la gestion de programme	La réaffectation qui est proposée permettra de faire face aux besoins croissants en matière d'appui à la coordination de diverses réunions, conférences et manifestations majeures organisées dans le cadre du sous-programme, y compris pour ce qui est des mécanismes chargés des préparatifs et du suivi, et de traiter les activités récurrentes relatives à l'administration, au contrôle, à la mobilisation des ressources et aux relations avec les donateurs ainsi que les activités programmatiques dans l'ensemble du sous-programme. Le ou la titulaire du poste coordonnera également les travaux des équipes spéciales interdépartementales et l'établissement des accords avec les pays hôtes. Les fonctions s'attachant actuellement au poste sont de plus en plus souvent assumées par les titulaires d'autres postes dans la Division.
Sous-programme 4 (Statistiques)	1	P-5	Réaffectation de 1 poste de statisticien(ne) hors classe, qui deviendrait un poste de spécialiste hors classe de l'information géospatiale	Les réaffectations qui sont proposées visent à renforcer l'utilisation des informations géospatiales et d'approches méthodologiques connexes par les États Membres pour répondre au besoin croissant en matière d'intégration des informations géospatiales avec des statistiques et d'autres données. Le ou la titulaire du poste P-5 assurerait la direction technique et administrative des activités du sous-programme relatives à l'établissement d'approches et d'orientations méthodologiques géostatistiques, notamment pour ce qui est de la ventilation géographique des données (tâches qui seraient confiées au (à la) titulaire du poste P-4), de la normalisation des noms géographiques et des activités de secrétariat assumées pour le compte du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (tâches qui seraient confiées au (à la) titulaire du poste P-3). Collectivement, ces postes visent à améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'informations
	1	P-4	Réaffectation de 1 poste de statisticien(ne), qui deviendrait un poste de spécialiste de l'information géospatiale	
	1	P-3	Réaffectation de 1 poste de statisticien(ne), qui deviendrait un poste de spécialiste de l'information géospatiale	

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
				géospatiales de qualité, fiables et à jour aux fins de la mesure et du suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030, des objectifs de développement durable et d'autres programmes et objectifs de développement mondiaux. Les réaffectations qui sont proposées permettraient de faire en sorte que les titulaires aient le profil, le savoir-faire et les qualifications appropriés.
	1	G(AC)	Réaffectation de 1 poste d'assistant(e) de secrétariat, qui deviendrait un poste d'assistant(e) (gestion des programmes)	La réaffectation qui est proposée tient à l'évolution des besoins du sous-programme en matière d'appui à la planification, au suivi et à la coordination du programme de publication vaste et complexe dans les domaines des statistiques officielles, y compris pour ce qui est des activités administratives relatives à la préparation de copie, à la traduction et à l'impression. Elle permettra de veiller à ce que le ou la titulaire ait le profil et les qualifications appropriés.

Abréviations : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC = agent(e) des services généraux (Autres classes).